

DK NEWS



Horaires des prières

Fajr: 05h51 Dohr: 12h32
Asr: 15h22 Maghreb: 17h47 Isha: 19h07

MÉTÉO

Alger	: 22°	12°
Oran	: 23°	15°
Annaba	: 23°	14°
Béjaïa	: 22°	13°
Tamanrasset:	28°	14°

www.dknews-dz.com

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 9 novembre 2023 / 26 Rabi Al Thani 1444 - N° 3415 - 11^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

**Tebboune
reçoit le président
du MSP**

P.24

ALGÉRIE-ROUMANIE

**Attaf reçu par le
président du
Sénat roumain**

P.24

AGRESSION SIONISTE
CONTRE LES PALESTINIENS

**10.468 martyrs
et plus de 27.000
blessés**

P.15

71^E SESSION ORDINAIRE DE LA COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

Benabderrahmane : "l'Algérie attachée à la défense des causes et des intérêts du continent africain"

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, mardi, que l'Algérie était profondément attachée à la défense des causes et des intérêts du continent africain, à l'instauration des principes du vivre ensemble en paix et à la défense des droits des peuples, à leur tête le droit à l'autodétermination, insistant sur le droit du peuple palestinien à exercer pleinement tous ses droits fondamentaux. "L'accueil par l'Algérie de cet événement africain important dans le domaine des droits de l'Homme, avec l'aval du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, reflète en réalité l'importance accordée par notre pays aux droits de l'Homme, et aux actions visant à leur protection et à leur promotion, ainsi qu'à l'intérêt accordé à la dimension africaine", a déclaré M. Benabderrahmane dans une allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture de la 71^e session ordinaire de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (CAfDHP).

P.24



EXPORTATION

**Une commission mixte Finances-
Commerce-Patronat pour la prise
en charge des préoccupations
des exportateurs**

P.6

PROJET DE LOI RELATIF À LA PRESSE ÉCRITE
ET À LA PRESSE ÉLECTRONIQUE

**Le projet vise à promouvoir
la performance des médias
nationaux (ministre)**

P.3

PÉTROLE

**L'Opep reste
"optimiste" sur
la demande**

P.24

SANTÉ

HÉMORROÏDES

**Comment
éviter
les crises**

Pp 12-13

F  T B A L L

SÉLECTION ALGÉRIENNE
**Belmadi animera
un workshop
jeudi à l'université
d'Alger 3 de
Dely Brahim**

P.21



AUSTRALIE

**10 millions
de personnes
sans téléphone
ni internet
après une
panne**

P.17

ANNABA

**"Se rendre au
travail à vélo",
une initiative
écologique de
l'association
Annaba
Bike City**

P.2

INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT EN ALGÉRIE

Un million d'abonnés au FTTH à novembre 2023



Le nombre d'abonnés au réseau internet très haut débit en fibre optique (FTTH, fibre to home) a atteint un (1) million, au début novembre 2023, a annoncé samedi le ministre de la Poste et des Télécommunications dans un communiqué. Le nombre d'abonnés utilisant la technologie FTTH a marqué "une croissance exponentielle, passant de près de 53.000 abonnés au début 2020 à un (1) million d'abonnés au début du mois de novembre de l'année 2023", précise la même source.

Cette évolution du nombre de foyers connectés au FTTH a été accompagnée par "une nette amélioration des débits offerts aux abonnés, pouvant atteindre 300 Mbps avec révision à la baisse des tarifs des débits supérieurs", relève le communiqué.

ENERGIE

Le 11^e NAPEC du 13 au 15 novembre au Centre des conventions d'Oran



La 11^e édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures à l'échelle méditerranéenne et africaine "NAPEC 2023" se tiendra du 13 au 15 novembre en cours au Centre des conventions d'Oran, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs.

Cette édition, qui se tiendra sous le slogan "Promouvoir une transition énergétique progressive grâce à l'innovation technologique", promet d'être un rendez-vous majeur pour discuter de la transition énergétique progressive et de l'avenir des énergies fossiles dans le contexte énergétique mondial, a-t-on souligné dans un communiqué annonçant l'évènement.

ANNABA

"Se rendre au travail à vélo", une initiative écologique de l'association Annaba Bike City

L'association Annaba Bike City a lancé une initiative modèle suggérant aux habitants de l'antique Hippone d'opter pour le vélo pour faire le trajet entre le domicile et le lieu de travail, dans l'optique de diffuser dans la société une culture environnementale, a indiqué, lundi, le président de l'association, Bilal Guerfi. Ce responsable associatif a souligné, dans une déclaration à l'APS, que cette initiative, favorablement accueillie par de nombreux jeunes salariés des deux sexes depuis son lancement début octobre dernier, vise à "offrir l'opportunité aux citoyens de contribuer à atténuer les effets néfastes, notamment pour la couche d'ozone, des émissions quotidiennes de gaz diffusés par les tuyaux d'échappement des voitures, dangereux et participant à des changements climatiques aux graves conséquences".

Cette initiative, lancée dans les principales communes de la wilaya d'Annaba (chef-lieu, Sidi Ammar, Berrahal et El-Bouni), avec la mise à contribution d'un premier groupe de participants constitué de jeunes salariés des deux sexes, qui ont déjà parcouru, en un mois, 1.077 km à vélo pour se rendre sur leur lieu de travail, ce qui a épargné à l'atmosphère urbaine l'équivalent de 200 kg de dioxyde de carbone, selon M. Guerfi.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

40 morts et 1666 blessés en une semaine



Quarante (40) personnes ont trouvé la mort et 1666 autres ont été blessées dans 1280 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 29 octobre au 4 novembre à travers le pays, indique, mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oran avec 6 morts et 52 blessés dans 45 accidents, précise la même source. Durant la même période, les équipes de secours de la Protection civile ont effectué 2039 interventions pour procéder à l'extinction de 1424 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (198 incendies), Tizi Ouzou (94) et Blida (87).

MOSTAGANEM

Démantèlement de réseaux de traversées clandestines



Les services de police de Mostaganem ont réussi, en septembre dernier, à démanteler quatre réseaux spécialisés dans l'organisation de traversées clandestines par mer, a indiqué un communiqué de la Sûreté de wilaya.

La même source a précisé que les services de police ont démantelé, en septembre dernier au niveau du territoire de compétence de la wilaya de Mostaganem, quatre réseaux spécialisés dans l'organisation de traversées clandestines par mer, avec l'arrestation de 9 suspects impliqués dans ces affaires.

ALGER

Arrestation de 22 suspects à Bir Mourad Raïs



Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté, dans la nuit de lundi à mardi, 22 suspects, dont 9 recherchés par la Justice, impliqués dans diverses affaires de détention de drogues et de psychotropes, a indiqué un communiqué de ces services. Dans le cadre de cette vaste opération nocturne visant à rétablir l'ordre public à Bir Mourad Raïs, 75 individus ont été contrôlés, donnant lieu à l'arrestation de 22 suspects, dont 9 recherchés par la Justice, impliqués dans diverses affaires de détention de drogues et de substances psychotropes, de port d'armes blanches prohibées, d'atteinte à l'ordre public et de trafic de drogues, a précisé le communiqué.

Selon la même source, "60 véhicules et 45 motos ont été contrôlés dans le cadre de cette opération".

L'opération s'est en outre soldée par "la saisie de drogues dures (cannabis), d'armes blanches prohibées, de psychotropes et de sommes d'agent issues de la vente des drogues", a conclu le communiqué.

CHINE

Un séisme de magnitude 5,4 frappe le Xinjiang



Un séisme de magnitude 5,4 a secoué la ville d'Ar-tux dans la préfecture autonome kirghize de Kizilsu, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), mercredi à 2h09 (heure de Pékin), selon le Centre du réseau sismique de Chine (CRSC).

L'épicentre a été localisé à 40,47 degrés de latitude nord et à 77,72 degrés de longitude est, avec une profondeur de 10 km, a précisé le CRSC.

BOUMERDES

Démantèlement d'un réseau de trafic de drogues



La brigade de recherche relevant du groupement régional de la Gendarmerie nationale de Boumerdes a démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogues, indique mardi un communiqué de ce corps de sécurité.

L'opération qui fait suite à l'exploitation d'informations faisant état d'un groupe criminel s'adonnant au trafic de drogues, a permis d'arrêter les suspects et de saisir d'importantes quantités de drogues, précise la même source.

Cette opération s'est soldée par la "saisie de 52 plaquettes de kif traité (5054 gr), deux (2) comprimés psychotropes de type +Prégabaline 300+, de deux (2) téléphones portables, et un montant de 188.500 DA".

Les mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes, lit-on dans le communiqué.

TIZI-OUZOU

Saisie de kif traité



Une quantité de 183,7 grammes de kif traité a été saisie et un individu écroué courant de cette semaine à Tizi-Ouzou, a indiqué mardi un communiqué de la sûreté de wilaya.

L'opération a, également, permis la saisie de 22 capsules de comprimés psychotropes et d'une somme de 32 000 DA, revenu du commerce illicite.

Présenté devant les autorités judiciaires, le dealer a été placé en détention préventive pour possession et commercialisation de produits stupéfiants et psychotropes.

COMMUNAUTÉ NATIONALE À L'ÉTRANGER

M. Attaf rencontre à Bucarest des représentants de la communauté nationale établie en Roumanie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a rencontré, mardi au siège de l'ambassade d'Algérie à Bucarest, des représentants de la communauté nationale établie en Roumanie, au terme de sa visite de travail dans ce pays, indique un communiqué du ministère.

La rencontre, à laquelle a pris part l'ambassadeur d'Algérie en Roumanie, Abdelmadjid Naamoune, a été "l'occasion d'écouter les préoccupations des citoyens algériens dans leur pays de résidence et de les informer des résultats de la visite du ministre à Bucarest et

des derniers développements sur la scène nationale", précise le communiqué. A cette occasion, le ministre a souligné "l'intérêt particulier accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la dimension humaine dans les relations de coopération

et de partenariat entre l'Algérie et les différents pays amis et partenaires", rappelant les mesures décidées par le président de la République pour la prise en charge des préoccupations de la communauté nationale à l'étranger et la défense de ses intérêts.



PROJET DE LOI RELATIF À LA PRESSE ÉCRITE ET À LA PRESSE ÉLECTRONIQUE

Le projet vise à promouvoir la performance des médias nationaux (ministre)

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, a affirmé, mardi à Alger, que le projet de loi relatif à la presse écrite et à la presse électronique vise principalement à promouvoir la performance des médias nationaux.

Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux réponses aux préoccupations et questions des députés sur le texte du projet de loi relatif à la presse écrite et à la presse électronique, le ministre a précisé que l'objectif principal de ce projet était d'"organiser le secteur et de promouvoir la perfor-

mance des médias nationaux". Répondant à la question d'un député sur les délais de délivrance d'autorisations pour la création de journaux électroniques et de la presse écrite selon le texte du projet, M. Laagab a fait savoir que l'article y afférent "prévoit la délivrance immédiate de l'autorisation si le dossier soumis est conforme aux conditions requises", assurant que certains articles "peuvent être reformulés pour éviter toute ambiguïté". Par ailleurs, le ministre a indiqué que les textes relatifs au journaliste professionnel, à la carte professionnelle et à l'autorité

de régulation "sont désormais prêts", ajoutant qu'une réflexion est en cours sur "une initiative permettant la création d'un fonds de soutien aux journalistes en vue d'améliorer leurs conditions socio-professionnelles".

Il a rappelé à cet égard que "le président de la République a appelé à plusieurs reprises les journalistes à s'organiser à travers des syndicats représentatifs de manière à défendre leurs droits et leur permettre de se développer".

M. Laagab a en outre insisté sur "l'importance du soutien de l'Etat à la presse écrite même si

les imprimeries publiques sont en difficulté", ce qui a d'ailleurs nécessité, a-t-il dit, "l'intervention du président de la République, qui a ordonné la restructuration de ces imprimeries". A une question sur l'exigence d'expérience pour le directeur de publication (15 ans selon le texte du projet de loi), le ministre a indiqué que le texte de l'article relatif à cette exigence visait à "élever le niveau et la performance des médias et non à restreindre la création de nouveaux journaux, qu'ils soient électroniques ou de la presse écrite".

COMMERCE

Adopter une approche participative pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures (Zitouni)

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a mis l'accent, mardi à Alger, sur la nécessité d'adopter une approche participative reposant sur la concertation entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques, en vue de promouvoir les exportations hors hydrocarbures.

Président, au Palais des expositions (Safex), un atelier de travail sur les procédures bancaires, douanières et fiscales relatives à l'exportation, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, M. Zitouni a jugé impératif de "lever les contraintes et d'unifier la vision entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques, en vue de développer, diversifier, et augmenter le volume des exportations hors hydrocarbures pour pouvoir partir adhérent aux chaînes des valeurs mondiales". Pour le ministre, la présence du ministre des Finances, ainsi que des instances et des établissements sous tutelle à cet atelier, "se veut une preuve de la forte volonté politique vers le changement, à travers une méthodologie participative et de concertation avec tous les acteurs dans le domaine de l'exportation, voire de la production, dans l'objectif de sortir avec des solutions pratiques aux difficultés et lever les obstacles, quelles que soient leur nature, devant les exportateurs". Dans ce contexte, M. Zitouni a salué les efforts consentis par les établissements bancaires, financiers et douaniers en soutien aux opérateurs économiques, ainsi que les efforts fournis par le reste des institutions de l'Etat et les autres secteurs ministériels, rappelant le rôle axial du Conseil national consultatif

de promotion des exportations, présidé par le Premier ministre et qui vise à renforcer la relation de confiance entre les pouvoirs publics et les acteurs économiques, en vue de dynamiser l'activité d'exportation.

M. Zitouni a appelé, à cette occasion, l'ensemble des exportateurs qui n'ont pas pu assister à cet atelier, à consulter la plate-forme numérique, lancée dimanche dernier, et dédiée à la réception des doléances des exportateurs, relevant que le ministère du Commerce se chargera de transmettre ces préoccupations à l'ensemble des secteurs concernés, dans le but d'aplanir ces difficultés.

De son côté, le ministre des Finances a mis en exergue l'importance des mesures de facilitation mises en place par le secteur des Finances dans les domaines, douanier et fiscal pour soutenir et garantir la fluidité de l'opération d'exportation. Il a cité, en particulier, la déclaration douanière simplifiée et l'exportation à travers le carnet douanier d'admission temporaire, un document de transit douanier international, en vertu duquel le paiement des taxes et droits de douane exigibles est suspendu. Il dispense également de la caution lors de la procédure d'admission.

M. Faïd a souligné, dans ce sens, le rôle du couloir vert au niveau des points frontaliers, destiné à faciliter l'exportation des produits agricoles et des produits périssables, en allégeant les mesures de contrôle douanier, affirmant que le traitement des produits exportés se fait en 48 heures.

Le ministre a affirmé, en outre, que l'opération globale de numérisation des

procédures et transactions dans le secteur des Finances constituera "un appui fort en termes de simplification des procédures appliquées dans les opérations d'exportation".

Augmentation du capital de la CAGEX

Le ministre a souligné, dans ce sens, l'importance d'investir dans la diversification des exportations pour renforcer la solidité et la stabilité de l'économie nationale, en œuvrant à améliorer le climat des investissements pour faire de l'Algérie "un incubateur des investissements étrangers directs et productifs, au sujet duquel le président de la République a donné plusieurs instructions et orientations à maintes occasions".

M. Faïd a préconisé une rationalisation et une bonne maîtrise des importations, outre l'augmentation et la diversification de la production locale, citant les mesures prises par les pouvoirs publics pour augmenter la productivité et améliorer la qualité des produits locaux en vue de booster l'exportation. A cette occasion, le ministre a souligné que la signature, la semaine prochaine, de la nouvelle loi relative au foncier économique marquera son entrée en vigueur, arguant qu'il s'agit d'un texte consacrant plusieurs réformes visant à améliorer le climat des investissements.

Le ministre a relevé l'importance de la mesure relative à la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) dans le cadre du projet de loi de finances pour l'exercice 2024, invitant les exportateurs à adhérer et à contribuer au travail du Conseil national de la fiscalité, étant "un espace de

consultation visant à réformer le système fiscal national et tout ce qui concerne les procédures fiscales afférentes à l'exportation". Il a ajouté que le mécanisme de soutien aux exportations hors hydrocarbures se renforcera davantage à travers l'augmentation du capital de la Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations (CAGEX) de 3 à 10 milliards DZ. Pour sa part, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, a plaidé en faveur de la facilitation des procédures bancaires relatives à l'exportation, notamment celles relatives au rapatriement des recettes financières d'exportation hors hydrocarbures, saluant dans le même cadre l'ouverture des banques algériennes à l'étranger.

L'atelier a été consacré à la présentation des préoccupations des exportateurs, avec la participation des cadres du secteur du Commerce et de la Promotion des exportations, des organismes sous tutelle, des cadres du secteur du ministère des Finances, la Banque d'Algérie, la Douane et les impôts. Ont pris part aussi à cette rencontre, des représentants de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), des représentants des filières professionnelles et des établissements exportatrices dans différents secteurs. Cet atelier intervient suite à une rencontre similaire organisée par le ministère du Commerce fin octobre dernier sur les procédures logistiques relatives à l'exportation.

FORMATION PROFESSIONNELLE

M. Yacine Merabi insiste sur "la mise en œuvre en priorité" des nouvelles spécialités dans le secteur

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a insisté, mardi à Ain Beïda (Oum El Bouaghi), sur la "priorité" à accorder à la mise en œuvre des nouvelles spécialités de formation. "Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels s'emploie à mettre en œuvre des spécialités de formation et à réactiver d'anciennes spécialités utiles, une mise en œuvre devenue une priorité dans la nouvelle Algérie, conformément au programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et aux décisions du Conseil des ministres", a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse en marge d'une cérémonie de baptême de l'Institut national de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme d'Ain Beïda du nom des "Frères martyrs Bekakra". M. Merabi a déclaré que parmi les disciplines concernées par cette activation en priorité figurent les spécialités "désalement de l'eau de mer", "les chemins de fer", "l'agriculture moderne" et "les énergies renouvelables". Dans un autre contexte, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a fait savoir que son secteur accorde de l'importance à la formation en milieu pénitentiaire, soulignant que des dizaines de milliers de détenus sont munis, à leur sortie, d'un diplôme de la formation professionnelle leur permettant une réinsertion dans la société. Le ministre avait présidé, à l'entame de sa visite, l'inauguration d'une journée portes ouvertes au profit de la société civile, consacrée aux spécialités de la formation professionnelle à travers la plateforme numérique "Tasyi", spécialisée notamment, dans la gestion administrative financière et pédagogique des établissements de formation sur l'ensemble du territoire national. Il a également donné, au chef-lieu de la wilaya, le coup d'envoi d'une session de formation au profit des cadres et des travailleurs de la Société publique de transports urbains et suburbains, avant de se rendre dans la commune d'Ain Beïda où il a visité l'Etablissement d'Habillement et de Couchage relevant de la direction des industries militaires. La visite de M. Yacine Merabi dans la wilaya d'Oum El Bouaghi devait se poursuivre par l'inspection de l'établissement de milieu ouvert relevant de l'administration pénitentiaire, ainsi que de deux établissements industriels dans la commune d'Ain M'lila.

42^{ÈME} SESSION
DE L'UNESCOBelaabed rencontre
son homologue
sud-africaine...

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a rencontré, mardi soir à Paris en marge de sa participation aux travaux de la 42^{ème} session de la Conférence générale de l'UNESCO, la ministre de l'Éducation de base de la République d'Afrique du Sud, Angie Motshekga, précise un communiqué du ministère.

Cette rencontre a été l'occasion pour les deux parties de passer en revue "l'évolution en cours dans les deux pays sur le plan éducatif", ajoute la même source.

A cette occasion, le ministre a mis en avant les réalisations accomplies par l'Algérie dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement sur plusieurs plans, notamment la numérisation qui a couvert toutes les opérations liées à la vie scolaire, en plus de l'introduction de l'anglais et de l'éducation physique et sportive au cycle primaire et leur attribution à des enseignants spécialisés, ainsi que "la création de la filière art au niveau de l'enseignement secondaire général et technologique, entre autres".

Il a également confirmé la "disponibilité de l'Algérie à établir des relations bilatérales avec l'Afrique du Sud en la matière et à échanger les expériences et expertises", selon le même communiqué.

... Son homologue
tunisien...

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a rencontré, mardi soir à Paris en marge de sa participation aux travaux de la 42^{ème} session de la Conférence générale de l'UNESCO, le ministre tunisien de l'Éducation, Mohamed Ali Boughdiri, indique un communiqué du ministère.

Les entretiens tenus par les deux parties ont permis de "saluer la profondeur des relations fraternelles et amicales qui unissent les deux pays frères et d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement", lit-on dans le communiqué.

Dans ce cadre, "les deux parties en réitérent leur volonté de stimuler la cadence de la coopération bilatérale et de suivre les différents projets conjoints, en sus de procéder à une évaluation régulière des différentes activités de coopération, notamment l'activation du Programme exécutif de coopération dans le domaine de l'éducation signé par les deux pays à Tunis le 15 décembre 2021, ainsi que l'accord-cadre dans le domaine de la recherche pédagogique entre l'Institut national de recherche en éducation et le Centre international de formation des formateurs et d'innovation pédagogique de Tunisie, paraphé dernièrement à l'occasion de la tenue de la grande commission mixte de coopération algéro-tunisienne le 4 octobre 2023 à Alger", selon la même source.

... et le vice-ministre
russe des Affaires
étrangères

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a rencontré, mardi soir à Paris en marge de sa participation aux travaux de la 42^{ème} session de la Conférence générale de l'UNESCO, le vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Riabkov, indique un communiqué du ministère.

"Le ministre a souligné que la coopération bilatérale dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement permettra de consolider les expertises scientifiques et l'échange des expériences, mettant en exergue l'intérêt accordé par l'État au développement des filières scientifiques et technologiques", lit-on dans le communiqué.

De son côté, M. Riabkov a insisté sur "l'importance de renforcer la coopération pédagogique entre les deux parties, d'œuvrer à l'échange des expertises et la qualification scientifique entre les établissements éducatifs et d'enseignement, et de soutenir les programmes éducatifs dans le domaine de la qualification pédagogique", selon la même source.

LOI SUR LE FONCIER ÉCONOMIQUE

Mouture consensuelle des dispositions
de l'article objet de désaccord

La Commission paritaire des deux chambres du Parlement chargée de proposer un nouveau texte relatif aux dispositions de l'article 2 de la loi sur le foncier économique a annoncé, mardi, avoir abouti à une mouture consensuelle dudit article, objet de désaccord entre les deux chambres.

L'annonce a été faite lors de la réunion de la Commission tenue, mardi soir au siège du Conseil de la nation, sous la présidence de Miloud Hanafi, président de la Commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar qui représentait le ministre des Finances, Laaziz Faid, du Directeur général des Domaines de l'État, Abderrahmane Kheddi, et du vice-président du Conseil, chargé des questions législatives et des relations avec le Gouvernement et l'APN, Ahmed Kharchi. Dans son intervention à cette occasion, M. Hanafi a salué les efforts consentis par la Commission pour aboutir à une mouture consensuelle entre les deux chambres (Conseil de la nation et APN), à travers la pro-



position d'un nouveau texte des dispositions de l'article 2 de la loi qui définit les conditions et modalités d'attribution du foncier économique relevant du domaine de l'État, destiné à la réalisation de projets d'investissement, objet de désaccord. "Après un long débat, la Commission est parvenue à une mouture consensuelle du nouveau texte de la disposition, objet de litige entre les deux chambres, qu'elle inclura dans le rapport qu'elle est en passe d'élaborer, pour le présenter ultérieurement aux deux chambres du Parlement pour son

approbation, conformément aux procédures en vigueur prévues par la Constitution, la loi organique n° 16-12 modifiée et complétée et les règlements intérieurs des deux chambres du Parlement".

Il est à noter que le bureau de la Commission paritaire des deux chambres du Parlement est composé de son président, Miloud Hanafi (président de la Commission des affaires économiques et financières au Conseil de la nation), de M. Saad Boughdja (président de la Commission des finances et du budget à l'APN) et vice-président de la Commission, de M. Mouloud M'Barek Faloufi (du Conseil de la nation), rapporteur, et de M. Mahfoud Haouas (de l'APN), rapporteur.

LOI SUR LES FORÊTS

La commission paritaire des deux chambres du
Parlement supprime les amendements contestés

La commission paritaire des deux chambres du Parlement chargée de trouver un compromis sur le texte de loi relatif aux forêts et aux richesses forestières a décidé de supprimer les deux amendements contestés, introduits par l'Assemblée populaire nationale (APN), indique mardi un communiqué de l'APN.

La décision a été prise lors de la réunion de la commission paritaire, sous la présidence de Fares Ziani, en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, et de la ministre des Relations avec le Parlement,

Basma Azouar. La commission a décidé, mardi, à l'unanimité des membres de supprimer l'alinéa 2 de l'article 27 et l'article 163 du texte de loi en question, à savoir les deux amendements introduits par l'APN lors de l'adoption du projet de loi, le 24 juin dernier, mais au sujet desquels le Conseil de la nation avait émis des réserves lors de son adoption, le 9 octobre dernier, d'où la constitution d'une commission paritaire des deux chambres pour proposer un texte sur les dispositions contestées, conformément à l'article 145 (alinéa 5) de la Constitution. Lors de cette réunion, M. Henni a indiqué que les terres à

caractère forestier au sens de cette loi, surtout celles dépourvues de couvert végétal, seront orientées vers la réhabilitation du barrage vert, en encourageant les riverains et les investisseurs à planter des arbres résistants à la sécheresse afin qu'elles soient d'utilité économique pour l'État.

Concernant l'article 163, M. Henni a jugé son introduction "non nécessaire", dans la mesure où il ne définit pas les procédures à suivre au cas par cas, comme détaillées dans la loi 08-15 fixant les règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement, précise la même source.

ALGÉRIE - ITALIE

Le ministre italien de l'Environnement
salue le partenariat privilégié avec l'Algérie

Le ministre italien de l'Environnement et de la Sécurité énergétique, Gilberto Pichetto Fratin s'est félicité, mardi à Rimini (Italie), de l'excellence des relations algéro-italiennes, qualifiant l'Algérie de partenaire "privilégié" pour l'Italie, notamment dans le domaine de l'énergie. Dans une déclaration à l'APS en marge de l'ouverture officielle de la 26^{ème} édition du Salon international de l'économie verte et circulaire "Ecomondo", M. Fratin a indiqué que "l'Algérie est l'un des partenaires privilégiés de l'Italie".

Les deux pays entretiennent d'excellentes relations, qui se traduisent par diverses formes

de coopération entre les gouvernements algérien et italien, la coopération économique et les accords sur le gaz naturel".

Dans ce contexte, il a réaffirmé l'engagement "important" de son pays à mettre en œuvre le plan de soutien à la coopération économique avec les pays d'Afrique du Nord, baptisé "Enrico Mattei", soulignant que "le renforcement de la coopération avec l'Algérie est l'un de ses principaux axes, étant parmi les partenaires les plus importants de l'Italie". Le Salon "Ecomondo" qui a ouvert ses portes, mardi, sous le slogan "Systèmes de transition écologique", connaît la participation de sept organismes

et institutions algériens actifs dans le domaine des énergies renouvelables et du recyclage.

La délégation algérienne participera, notamment, à des rencontres bilatérales d'affaires "B2B" avec ses homologues italiennes et internationales. Cette édition se caractérise par une participation record de plus de 1.500 entreprises actives dans le domaine des services et des technologies environnementales, de la gestion de l'eau et des déchets, du textile, de l'énergie bio, de la protection des sols, ainsi que des domaines des transports, de l'agriculture et des villes durables, venues de 30 pays, soit la plus grande participation depuis

la création de l'événement. Plus de 150.000 m² ont également été réservés pour accueillir les exposants de ce salon, qui devrait être visité par plus de 85.000 personnes.

Dans le cadre de cette manifestation, plus de 230 conférences et tables rondes seront organisées sur les meilleures pratiques en matière d'économie circulaire, outre des échanges avec les principales personnalités de ce domaine, la promotion des relations commerciales dans ses différents secteurs, ainsi que les technologies, les aspects législatifs et les tendances de développement de ce marché.

ENERGIE

Sonelgaz et TotalEnergies examinent
les moyens de renforcer la coopération

Le Président directeur général (PDG) du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjal a reçu, lundi à Alger, le directeur général de TotalEnergies Algérie, Moudfi Zakaria Chikh avec qui il a examiné les moyens de renforcer la coopération entre les deux parties et ses perspectives futures, indique un communiqué du Groupe. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au niveau de la Direction générale de Sonelgaz, les deux parties ont discuté de leur intérêt à établir un partenariat dans les domaines des énergies renouvelables et du stockage de l'électricité, ainsi que du développement de l'interconnexion électrique, outre les possibilités d'échange des expertises dans les domaines sus-cités, précise le communiqué. La rencontre "s'inscrit dans le cadre de la politique adoptée par Sonelgaz visant à développer les relations de partenariat extérieur du Groupe", ajoute la même

source. Par ailleurs, le Pdg de Sonelgaz a tenu, lundi, une réunion par visioconférence avec le directeur général de la société Énergie du Mali (EDM), Abdoulaye Djibril Diallo, avec lequel il a évoqué les voies et moyens de relancer le partenariat entre Sonelgaz et l'EDM.

Cette rencontre qui s'est déroulée en présence des cadres dirigeants des deux sociétés, "s'inscrit dans le cadre de la relance du niveau de partenariat étranger de Sonelgaz au niveau continental", selon le communiqué du groupe public. Lors de la réunion, M. Adjal a mis en avant l'intérêt de Sonelgaz de relancer la coopération avec l'EDM, soulignant "son engagement à concrétiser sur le terrain les précédentes négociations relatives au dossier de la coopération dans les domaines de l'énergie entre les deux sociétés, à la faveur de l'expertise dont jouit Sonelgaz en matière de production d'électricité et de

transport de l'électricité et du gaz, la maintenance, la formation et la numérisation pour profiter au pays voisin le Mali". Le PDG de Sonelgaz a proposé que le début de ce partenariat se concrétise par la signature d'un projet de memorandum de coopération qui a été élaboré au niveau de Sonelgaz, pour constituer "la base fondamentale" selon laquelle ce partenariat sera construit et "la première pierre" pour renforcer la coopération entre les deux pays dans les différents domaines de l'énergie. De son côté, M. Diallo a affirmé la volonté de sa société de coopérer avec Sonelgaz, notamment dans les domaines de l'électricité, de l'ingénierie et de la formation, ainsi que de tirer profit des expertises dont dispose Sonelgaz en matière d'utilisation des techniques informatiques de pointe, lit-on dans le communiqué.

ORAN

Plus de 1.140 producteurs de céréales affectés par la sécheresse seront indemnisés

Au total, 1.146 producteurs céréaliers touchés par la sécheresse, lors de la saison agricole 2022-2023, ont été recensés au niveau de la wilaya d'Oran pour leur indemnisation prochaine, a-t-on appris, mardi, auprès de la Direction des services agricoles.

"Une liste de céréaliers victimes de la sécheresse a été mise au point, fixant la superficie touchée à 17.000 hectares", a indiqué la directrice des services agricoles, Karima Amrani, soulignant que la liste a été remise à la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) d'Oran pour indemniser les producteurs de céréales, dont le blé tendre et dur, ainsi que l'orge, en leur accordant des semences et des engrais gratuitement.

La liste définitive a été établie après l'approbation par la commission technique de wilaya chargée de la sécheresse, lors d'une réunion tenue, hier dimanche au siège de la Direction des services agricoles (DSA), en présence des représentants de plusieurs instances, à l'instar de la Caisse régionale de mutualité agricole, la CCLS, la Chambre agricole, l'Union nationale des agriculteurs et les chefs de sub divisions agricoles, a-t-on ajouté.



L'opération de recensement des agriculteurs touchés par la sécheresse est intervenue suite à l'expertise menée par la CNMA, selon la même source.

ANNABA

M. Badani reçoit deux députés de la wilaya

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a reçu, lundi à Alger, deux membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) représentant la wilaya d'Annaba, afin de s'enquérir des préoccupations liées au secteur dans cette wilaya, précise un communiqué du ministère.

Lors de sa rencontre avec les députés Mohamed El-Hadi Tebessi et Noureddine Hatab, M. Badani a écouté leurs préoccupations et présenté les grands axes de la nouvelle

stratégie du secteur visant à augmenter la production halieutique en Algérie, en s'appuyant sur l'accompagnement et le soutien aux activités de pêche et d'aquaculture. Le ministre a, également, présenté des explications sur les différentes mesures prises par le ministère pour répondre aux préoccupations sociales des pêcheurs, notamment celles relatives à la protection sociale et au système de validation des acquis de l'expérience qui "contribuera à l'amélioration du niveau des professionnels", selon le communiqué.

JIJEL

Plus de 1.500 ha réservés à la céréaliculture

Une superficie de 1.545 hectares a été réservée à Jijel à la céréaliculture au titre de la campagne des labours-semences 2023-2024 lancée mardi dans la région de Belghimouz, dans la commune d'El Ancer. Présidant le lancement de la campagne à la ferme pilote Touri Mohamed dans la localité de Belghimouz, le wali, Ahmed Meguelati, a indiqué que cette

campagne qui concernera plus de 1.500 hectares est accompagnée d'"importantes" mesures incitatives prises par les autorités supérieures du pays en direction des agriculteurs, affirmant qu'une cellule de wilaya a été installée dernièrement pour la mise œuvre de ces mesures. Le chef de l'exécutif local a ajouté que malgré la superficie limitée réservée à

cette spéculation dans cette wilaya à vocation forestière, Jijel possède des potentialités qui l'habilitent à devenir un pôle de l'agriculture intensive. Il a ainsi invité les agriculteurs à s'organiser en associations et coopératives pour contribuer aux décisions et opérations touchant le secteur avec en outre l'implication de l'université et des différents acteurs du

secteur pour augmenter les rendements.

Le wali a rappelé qu'un atelier a été ouvert dernièrement pour débattre les questions liées à l'augmentation des superficies agricoles cultivées et des rendements dont l'exploitation des périmètres d'irrigation "abandonnés" et l'exploitation des retenues collinaires en cas de déficit pluviométrique.

EL-MÉNIAË

Bientôt un établissement public de gestion des CET (direction locale)

Un établissement public sera prochainement créé pour s'occuper de la gestion des Centres d'Enfouissement Technique (CET) de la wilaya d'El-Méniaï, a-t-on appris mardi de la direction locale de l'Environnement.

L'établissement permettra de faciliter la gestion des déchets selon des plans établis par les services concernés relevant des communes d'El-Méniaï, Hassi El-Gara et Hassi Lefhal, dont les procédures liées à l'installation de l'administration de cet organisme ont été prises, a affirmé à l'APS le directeur du

secteur, Djilali Bellag. Il va, une fois opérationnel, générer des postes d'emploi permanents, contribuer à l'encouragement de l'innovation dans le domaine environnemental, accompagner les micro-entreprises spécialisées dans le recyclage et valoriser les déchets, aux côtés de l'élaboration d'une étude sur la récupération des déchets, conforme aux normes en vigueur, a ajouté le même responsable.

Une enveloppe de 100 millions DA a été mobilisée par le secteur de l'environnement pour lancer un appel d'of-

fres destiné aux porteurs de projets de collecte des ordures ménagères, en plus de la réalisation d'une décharge publique à Hassi-Lefhal, a-t-il poursuivi.

Les autorités locales misent sur ces projets visant à assurer un environnement sain et propre, tout en contribuant à l'amélioration du cadre de vie des citoyens, conformément au plan de gestion des déchets de chaque commune, dont le futur établissement dépend, a conclu la même source.

SKIKDA

Réception prochaine des projets de développement à Sidi Mezghiche et Emdjez Edchich

Plusieurs projets de développement seront réceptionnés avant la fin de l'année 2023 dans les deux communes de Sidi Mezghiche et Emdjez Edchich (Sud de Skikda), ont indiqué mardi les services de la wilaya.

Ainsi, le secteur de la jeunesse et des sports se renforcera à Sidi Mezghiche par une salle omnisports dont les travaux ont été relancés au mois de mai passé pour une enveloppe financière de

50 millions DA après plusieurs années de suspension, selon la même source. La même commune verra aussi la réception "avant fin novembre courant" d'une piscine de proximité dont le projet resté à l'arrêt pendant plusieurs années a été relancé également au cours du mois de mai dernier pour une enveloppe financière de 180 millions DA, ont précisé les mêmes services.

Lors de son inspection des chantiers de ces deux

équipements sportifs, le wali, Houria Meddahi a insisté sur l'impératif respect des normes de qualité dans la réalisation et des délais fixés pour la réception en vue de les mettre à la disposition des jeunes et des sportifs de la commune.

Il est également attendu dans la commune de Emdjez Edchich la réception "fin décembre prochain" du projet d'institut national de formation professionnelle spécialisé en agriculture dont les

travaux relancés en mars 2023 affichent actuellement un taux d'avancement de 95 %, selon la même source.

Le chantier du projet sera renforcé en moyen matériel et humain de sorte à assurer un travail en continu (3x8) afin d'achever l'intégralité des travaux et livrer cet équipement dans les délais fixés pour le mettre en service dès la rentrée professionnelle de la session de février 2024, ont assuré les mêmes services.

CHLEF

Une cinquantaine de cartes professionnelles biométriques d'artisans établies (direction locale)

Une cinquantaine de cartes professionnelles biométriques d'artisans seront distribuées, à Chlef, à l'occasion de la Journée nationale de l'artisan (9 novembre), a-t-on appris, mardi, auprès de la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya.

"Nos services vont délivrer une cinquantaine de cartes professionnelles biométriques à des artisans, à partir de jeudi, coïncidant avec la Journée nationale de l'artisan", a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Rachid Bendouda, en marge d'une session de formation sur la confection du pain traditionnel.

Dans une 2e phase, la direction du tourisme et de l'artisanat de Chlef vise la délivrance de plus de 3.000 cartes d'artisans biométriques, avant la fin de l'année en cours, a-t-il ajouté, notant que la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de Chlef compte plus de 11.000 artisans immatriculés.

"Cette opération, inscrite dans le cadre de la transition numérique du secteur, vise l'organisation des activités et des informations liées aux artisans, notamment concernant les crédits bancaires, les formules de financement, et le recensement des artisans actifs et radiés", a souligné le même responsable.

La direction du tourisme et de l'artisanat a lancé, à l'occasion, un appel aux artisans, désirant obtenir la carte d'artisan biométrique, à se rapprocher de ses services, ou de ceux de la Cam ou du Registre de l'artisanat et des métiers, sis à hauteur de la mosquée "Chahid Dahmane Abdelkader". A noter l'ouverture, mardi, d'une session de formation sur la confection du pain traditionnel au profit de 25 artisanes de la wilaya.

Des participantes à cette formation de deux jours, 2e du genre après celle organisée, l'année dernière, au CFPA de Chlef, ont loué ce type d'initiatives visant, selon elles, à "promouvoir la confection du pain traditionnel, qui fait l'objet d'une demande croissante de la part des consommateurs, au regard de sa valeur nutritionnelle et ses bienfaits pour la santé".

CONSTANTINE
91.000 hectares de terres agricoles réservés à la production des céréales (DSA)

Le secteur agricole dans la wilaya de Constantine va consacrer au titre de la saison agricole 2023-2024 une surface agricole de 91.000 hectares à la céréaliculture, a-t-on appris mardi du Directeur des services agricoles (Dsa).

S'exprimant en marge du lancement depuis la ferme agricole privée Mahmoud Bencheikh, à la commune de Messaoud Boudjeriou de la nouvelle campagne labours-semences dont le coup d'envoi a été donné par le wali, Abdelkhalik Sayouda, en présence des responsables du secteur, le Dsa, Djamel Benchama a indiqué que parmi la superficie globale, 63.500 hectares ont été réservés au blé dur, 18.700 hectares pour le blé tendre, 700 hectares pour l'orge et 1.600 hectares pour le triticale. La wilaya de Constantine dispose actuellement d'une surface agricole globale utile évaluée à 175.939 hectares dont 126.747 hectares sont exploitables à travers les douze communes.

Afin d'assurer la réussite de la saison agricole en cours, des moyens matériels nécessaires ont été mobilisés au profit des céréaliculteurs dont des tracteurs et des équipements d'arrosage, a affirmé la même source, soulignant que 179 demandes de crédits R'fig, déposées par des agriculteurs adhérent à cette filière agricole, ont été validées jusqu'à présent depuis l'ouverture du guichet unique le mois d'août dernier.

Plus de 376.000 quintaux de céréales, toutes espèces confondues, ont été collectés dans la wilaya de Constantine, au titre de la campagne moissons-battages précédente dont près de 292.000 quintaux de blé dur, de 78.000 quintaux de blé tendre, de 5.000 quintaux d'orge et de 75 quintaux d'avoine, a-t-on rappelé.

Il est à noter que la ferme agricole Mahmoud Bencheikh, située à une dizaine de km de la commune de Messaoud Boudjeriou (Constantine), dispose d'une surface agricole globale dépassant les 200 hectares réservés notamment aux productions de céréales et de légumes, notamment.

APS

EXPORTATION

Une commission mixte Finances-Commerce-Patronat pour la prise en charge des préoccupations des exportateurs

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, mardi à Alger, la mise en place prochaine d'une commission mixte regroupant les ministères des Finances et du Commerce ainsi que les organisations patronales, pour prendre en charge les préoccupations des exportateurs.

S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue au terme d'un atelier sur les procédures bancaires, douanières et fiscales relatives à l'exportation, en présence du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, M. Faïd a précisé que cette commission "prendra en charge toutes les préoccupations soulevées par les exportateurs lors de cette rencontre, notamment en matière législative et réglementaire". M. Faïd a indiqué que les exportateurs font face à certaines pratiques qui impactent négativement le développement de l'activité d'exportation, d'où la nécessité "de consentir davantage d'efforts" en vue de consacrer la confiance entre les instances publiques et les opérateurs économiques. Soulignant



l'importance de la coordination et du dialogue entre les différents acteurs en vue de trouver des solutions aux problèmes soulevés, le ministre des Finances a salué la nouvelle approche suivie par les pouvoirs publics visant à sortir de "l'économie de la rente" et à s'orienter vers une économie productrice. L'atelier a été consacré à la présentation des préoccupations des exportateurs, avec la

participation des cadres du secteur du Commerce et de la Promotion des exportations, des organismes sous tutelle, des cadres du secteur du ministère des Finances, la Banque d'Algérie, la Douane et les impôts.

Ont pris part aussi à cette rencontre, des représentants de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), des représen-

tants des banques, des représentants de CAGEX, ainsi que les présidents des associations professionnelles et des représentants des filières professionnelles et des établissements exportatrices dans différents secteurs. Cet atelier est le deuxième du genre après celui organisé par le ministère du Commerce fin octobre dernier sur les procédures logistiques relatives à l'exportation.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES CONSOMMATEURS Soutien à la production nationale, garant de la protection du pouvoir d'achat

Le président de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), Zaki Hariz a affirmé, mardi à Alger, que le soutien à la production nationale constituait le meilleur garant de la stabilité des marchés et de la protection du pouvoir d'achat des citoyens.

Dans des déclarations à l'occasion de sa participation au Forum économique du quotidien "El Moudjahid", M. Hariz a estimé que la promotion de la production nationale dans divers secteurs d'activité était susceptible de créer un équilibre sur le marché national et, par conséquent, stabiliser les prix.

Il a souligné la nécessité de soutenir les investissements dans les viandes rouges, notamment

les fermes spécialisées intégrées pour la production de fourrage et l'engraissement du bétail, afin d'augmenter la production nationale dans ce secteur. Il a, également, appelé à l'exploitation optimale des installations mises à disposition par l'Etat pour développer le secteur des viandes, notamment les abattoirs modernes, tels que le complexe de l'abattoir régional de Hassi Bahbah dans la wilaya de Djelfa. D'autre part, le vice-président de la FAC, Mohamed Labidi, a estimé que les mesures prises par l'Etat pour atténuer les effets de la hausse des prix sur les marchés internationaux avaient eu un impact palpable sur le pouvoir d'achat, à l'instar de la hausse du SMIG et la

suppression de l'IRG sur les salaires inférieurs à 30.000 DA.

M. Labidi a mis l'accent sur l'importance de la numérisation pour la stabilité des marchés, soulignant le rôle qu'elle joue dans le contrôle des opérations d'importation, la réduction du temps de dédouanement des contenants et le suivi du parcours des marchandises.

La conférence a été l'occasion pour les représentants de la Fédération d'exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien, appelant à le soutenir contre l'agression sioniste, notamment par le boycott des compagnies commerciales, industrielles et de services qui soutiennent l'entité occupante.

STARTUPS

Près de 2000 start-up détentrices du label de la meilleure start-up (ministre)

Près de 2000 start-up ont obtenu le label de la meilleure start-up, a fait savoir mardi à Tipasa, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid. Le ministre qui était en compagnie du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a indiqué dans une déclaration à la presse au terme de leur participation aux travaux du Forum économique à l'Ecole supérieure du Commerce (ESC) de Koléa, que près de 2000 start-up ont obtenu le "Label" de la meilleure start-up, relevant que ses services "reçoivent chaque semaine des centaines de projets". Il a estimé que le nombre de start-up ayant obtenu le "Label" était "encourageant", ajoutant que cela "prouve que le système mis en place par les pouvoirs publics encourage les étudiants à accéder au monde de l'entrepreneuriat avec un esprit d'innovation et de création". Ce chiffre est "le fruit et un des jalons de l'action conjointe avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dans le cadre de la stratégie du gouvernement visant à ouvrir la voie et encourager l'émergence d'entrepreneurs hautement qualifiés, et partant la réalisation de l'objectif escompté, à savoir orienter les capitaux vers les start-up qui ont un avenir prometteur pour l'économie nationale", a ajouté le ministre.

Il a rappelé que l'Algérie avait occupé dans un classement international dévoilé récemment une "place importante" en termes de start-up. Ont pris part à ce Forum économique, organisé par l'ESC de Koléa en coopération avec le Club des Entrepreneurs et Industriels, des étudiants porteurs de projets innovants et des start-up, outre de grandes entreprises économiques, des micro-entreprises, des moyens entreprises et les grandes écoles nationales techniques ainsi que celles spécialisées dans le management, les affaires, le commerce et la gestion.

Dans ce cadre, M. Oualid a indiqué que ce forum "est une occasion pour mettre en exergue les différentes incitations mises en place par les hautes autorités du pays au profit des startups, ainsi que les efforts déployés pour soutenir leur développement", citant en particulier les incitations prévues dans la loi de finance 2023 au profit des entreprises actives dans les domaines du développement, de la recherche et l'innovation. Pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari a affirmé que ce forum était de nature à "participer à l'élaboration d'une stratégie nationale pour la recherche et l'exploitation de l'innovation". Il a ajouté que son secteur œuvrait à "encourager" la recherche scientifique et tout ce qui est en lien avec le développement et l'innovation, invitant les enseignants à concourir, en tant qu'élite, à l'encadrement des étudiants désirant créer des petites entreprises. M. Baddari a affirmé que la vision de son ministère a pour objectif d'atteindre une complémentarité entre les étudiants, les enseignants universitaires, et le monde de la recherche, du développement, de l'entrepreneuriat, des finances et des affaires, car il s'agit d'un important levier pour la réalisation du développement économique. A noter qu'une exposition dédiée à la présentation des différents projets a été organisée en marge de ce Forum.

SONATRACH

Les dispositions pour la reprise des activités en Libye engagées

Une délégation de Sonatrach emmenée par son PDG, Rachid Hachichi, s'est rendue mardi à Tripoli, pour engager, conjointement avec la compagnie libyenne NOC, les dispositions nécessaires pour la reprise des activités du groupe public en Libye.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la formalisation du processus de reprise des activités de Sonatrach en Libye, après un arrêt observé de plusieurs années et permettra l'exécution des obligations

contractuelles de Sonatrach dans le domaine de l'exploration, concernant les blocs 065 et 96/95 situés dans le bassin de Ghadamès", est-il souligné dans un communiqué du groupe.

Cette reprise de l'activité est amorcée à la faveur de la notification officielle adressée par Sonatrach concernant la levée de l'état de force majeure, et ce en réponse à l'invitation de la NOC adressée aux sociétés internationales opérant dans le domaine du pétrole et du gaz.

Dans ce cadre, la délégation de Sonatrach a été reçue par le président du Conseil d'administration de la NOC (National Oil Corporation), Farhat Omar Bengdara et des responsables de la compagnie libyenne. Lors de cette rencontre, M. Bengdara s'est félicité de la reprise des activités de Sonatrach en partenariat avec la NOC et a exprimé sa volonté de promouvoir le partenariat bilatéral et de renforcer les relations de coopération entre les deux compagnies, a fait savoir le communiqué.

"Les deux parties se sont engagées à mettre en œuvre toutes les dispositions permettant de faciliter la reprise des activités de Sonatrach en Libye et à poursuivre un partenariat privilégié entre les deux compagnies", selon la même source. Ainsi, un groupe d'experts de haut niveau réunissant les spécialistes des deux partenaires s'attèlera à la mise en œuvre des aspects techniques de cette reprise d'activité, lors de réunions de travail prévues mercredi, ajoute-t-on.

AÏN TEMOUCHENT

3,81 milliards DA d'investissements financés par la FINALEP

Le volume des investissements financés par la Financière algérienne de participation (FINALEP Spa) a atteint 3,81 milliards DA, a déclaré mardi à Aïn Temouchent, le Directeur général de cette instance, Saïd Si Amara. Lors d'une journée d'information sur les caisses d'investissement de la wilaya, organisée par la spa "Financière algérienne de participation" (FINALEP) à l'université "Belhadj Bouchaïb" d'Aïn Temouchent, M. Si Amara a souligné que, jusqu'au premier semestre de l'année en cours, le volume des investissements financés au niveau national par la FINALEP a atteint 3,81 milliards DA, et ce, dans le cadre des caisses d'investissements de wilaya. Il a ajouté que l'équivalent de 56% des projets d'investissement financés par cette SPA sont entrés en activité et exploitation et 29% sont prêts à entrer en service pour exercer leur activité économique et la création de nouveaux postes d'emploi dans les wilayas concernées. La Financière algérienne de participation, qui est une instance publique créée en 1991, finance des projets d'investissement dans différents

domaines liés au secteur du tourisme, la production pharmaceutique, les entreprises d'industrie de transformation légères (plastique et papier), des projets privés de production de lait et dérivés et la création d'établissements de la formation paramédicale. La wilaya de Sétif est pionnière au niveau national, consommant à 100% de l'enveloppe financière qui lui est allouée, dans le cadre du fonds d'investissement de la wilaya. Le volume de financement des projets d'investissement dans la wilaya d'Aïn Temouchent, pour sa part, a atteint 49% de la valeur financière totale disponible au sein de cette caisse, selon M. Si Amara. La FINALEP propose trois manières de contribuer à l'accompagnement des projets d'investissement des sociétés par actions (SPA) ou des sociétés à responsabilité limitée (SARL), à savoir l'entrée en capital-risque, dans laquelle l'investisseur est accompagné dès le début du projet, l'entrée en capital de développement pour l'extension ou le développement de la société et l'entrée en capital de financement, dans le cas de cer-

tains projets d'investissement qui se trouvent dans une situation financière critique, selon les explications fournies par le Directeur général de la même autorité au profit des investisseurs et porteurs de projets qui ont assisté à la journée d'information.

Le wali d'Aïn Temouchent, M'hamed Moumen a insisté, lors de sa supervision de l'ouverture de cette journée d'information, sur l'accompagnement de terrain continu des investisseurs sérieux, afin de surmonter les obstacles auxquels ils sont confrontés, dans le cadre de ce qui est garanti par les textes légaux, et instaurer un climat de confiance et de coopération pour avancer vers la réalisation des objectifs de développement global. Cette rencontre a également vu la présentation par l'investisseur Larbi Benchaabane de l'expérience d'accompagnement de la FINALEP, qui a contribué à son projet lié à la réalisation d'un établissement hôtelier au niveau de la plage de Terga, ce qui lui a permis de le concrétiser et de le mettre en service, lors de la saison estivale écoulée.

PÉTROLE

Le baril du Brent finit à 81,61 dollars

Les prix du pétrole ont creusé leurs pertes

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a perdu 4,19% à 81,61 dollars, un plus bas depuis fin juillet. Son équivalent américain, le baril de West Texas



FMI

Le Fonds veut augmenter les quotas de chaque Etat de 50%

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé mardi que son Conseil d'administration avait validé une proposition visant à augmenter de 50% les quotas distribués aux Etats à l'occasion de la prochaine revue en la matière, qui doit intervenir à la fin de ce cycle, en juin 2025. Il s'agit de la première étape du processus qui vise à augmenter les quotas, une volonté exprimée par le Fonds ainsi que les Etats membres lors des dernières réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale (BM). "Un FMI bien financé est essentiel pour protéger la stabilité financière et pour répondre aux besoins potentiels des Etats membres dans un monde incertain et

confronté aux chocs", a déclaré la directrice générale du Fonds, Kristalina Georgieva, citée dans le communiqué. La hausse des quotas devrait s'accompagner d'une baisse des ressources issues des emprunts, afin de "maintenir les capacités actuelles d'emprunt du FMI", ajoute le communiqué. Concrètement, une augmentation des quotas passe par une augmentation du capital du Fonds, qui passe par une hausse de l'argent mis à disposition par les Etats, au prorata de leur part au capital de l'institution. Les quotas représentent un élément important pour les Etats dans l'accès au financement en provenance du FMI car la capacité de prêt du FMI pour chacun d'entre eux est corrélée à la part de quota qu'il détient. Mais les quotas représentent également les droits de vote à disposition pour

chaque Etat membre. Ils sont donc redistribués plus largement aux économies avancées qu'aux pays émergents ou en développement. La difficulté est que dès lors, les économies avancées sont en droit de disposer de plus de fonds issus du FMI, alors qu'ils n'en ont pas le plus souvent la nécessité.

Cela bloque ces fonds qui ne peuvent être redistribués vers les pays dans le besoin. Des ONG et plusieurs pays émergents et en développement militent ainsi pour une redistribution des quotas en leur faveur, qui permettrait d'augmenter la capacité de financement du FMI à leur égard. Mais une telle idée est pour l'heure rejetée par les principaux actionnaires du Fonds car elle remettrait en cause également la répartition des droits de vote au Conseil d'administration, en leur défaveur.

MARCHÉS BOURSISERS
Les marchés actions en ordre dispersé

Les Bourses mondiales ont évolué en ordre dispersé mardi, alors que plusieurs prises de parole de banquiers centraux sont attendues ces prochains jours, sur fond de baisse des prix du pétrole. La Bourse de Paris a lâché 0,39% selon les données définitives, Londres a reculé de 0,17% et Milan de 0,74%. Francfort a quant à elle terminé en petite hausse de 0,11%. "Les investisseurs achètent des actions ces jours-ci parce que l'affaiblissement de l'économie nécessite une politique monétaire plus souple et, à terme, une baisse des taux d'intérêt", estime Konstantin Oldenburger, analyste chez CMC Markets. La Bourse de New York a terminé dans le vert: le Nasdaq (+0,90%) a mené la hausse, l'indice Dow Jones a avancé de 0,17% et le S&P 500 a gagné 0,28%. Les investisseurs attendent notamment une prise de parole du président de la Banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell, jeudi lors d'un débat au FMI.

La Bourse de Tokyo démarre en ordre dispersé

La Bourse de Tokyo évoluait en ordre dispersé mercredi matin, les gains à Wall Street mardi permettant au marché nippon d'effacer une partie de ses pertes de la séance précédente. L'indice vedette Nikkei gagnait ainsi 0,36% à 32.388,10 points vers 01H00 GMT, mais l'indice élargi Topix était lui en léger recul (-0,32% à 2.325,49 points). Tirée par ses valeurs technologiques, la Bourse de New York a conclu mardi en hausse, aidée également par un léger repli des taux obligataires américains. L'action Nintendo bondissait de 6,45% vers 00H55 GMT, portée par le relèvement des prévisions de résultats annuels du groupe la veille, grâce notamment au dynamisme des ventes de jeu vidéo Mario, qui surfont sur le carton mondial du film inspiré de ce personnage phare sorti cette année. Et Nintendo espère désormais dupliquer cette formule à succès avec Zelda: le groupe a annoncé mercredi qu'un film en prises de vues réelles sur cette autre célèbre franchise de son catalogue de jeux vidéo était en préparation avec Shigeru Miyamoto, le responsable créatif de Nintendo, en association avec le producteur Avi Arad (derrière les films de super-héros "Spider-Man", "Iron Man" et "Venom" notamment) et Sony Pictures. Sur le marché des changes, le dollar continuait de remonter face au yen (+0,1% à 150,52 yens) et l'euro était stable face à la monnaie japonaise, à 160,91 yens pour un euro vers 00H50 GMT. La monnaie européenne se négociait par ailleurs pour 1,0692 dollar contre 1,0700 dollar mardi à 21H00 GMT. Le pétrole continuait de baisser après sa dégringolade de la veille sur fond d'un regain d'inquiétudes sur la croissance chinoise. Vers 00H45 GMT le baril de WTI américain cédait encore 0,8% à 76,75 dollars.

MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar se reprend, l'euro plombé par des données économiques

Le dollar se reprenait mardi après la forte glissade de la semaine dernière, tandis que l'euro était plombé par des données moroses dans la zone euro et que la livre souffrait des remarques modérées du chef économiste de la Banque d'Angleterre. Vers 19H10 GMT, le billet vert grimpa de 0,17% face à la monnaie unique européenne, à 1,0700 dollar pour un euro, et progressa de 0,36% face à la devise britannique à 1,2299 dollar pour un livre. "Après avoir franchi la barre de 1,07 dollar pour la première fois depuis septembre la semaine dernière, l'euro s'est tassé face à un léger rebond des taux obligataires américains et à une salve de données négatives en Europe", a commenté Boris Kvaecvic, analyste chez Convera. Les indicateurs d'activité PMI ont souligné lundi la faiblesse de l'activité économique en Europe. Le président de la Fed, Jerome Powell doit s'exprimer à deux reprises cette semaine, et sa parole sera scrutée par les marchés. Face au billet vert, la livre était également lestée par les remarques du chef économiste de la Banque d'Angleterre (BoE), Huw Pill, qui a jugé lundi soir "pas complètement déraisonnable" les anticipations du marché d'une baisse des taux à partir de l'été prochain. La livre cédait 0,20% face à l'euro, à 86,99 pence.

	Cours de mardi 19H10 GMT	Cours de lundi 21H00 GMT
EUR/USD	1,0700	1,0718
EUR/JPY	160,85	160,84
EUR/CHF	0,9629	0,9639
EUR/GBP	0,8699	0,8682
USD/JPY	150,33	150,07
USD/CHF	0,9000	0,8993
GBP/USD	1,2299	1,2344

ETATS UNIS
La Fed pourrait devoir relever encore ses taux, anticipe un responsable

Une gouverneure de la banque centrale américaine (Fed) a estimé mardi qu'une nouvelle hausse des taux pourrait être nécessaire pour juguler l'inflation, si celle-ci ne ralentit pas assez au cours des prochains mois. "Je m'attends toujours à ce que nous devions relever encore les taux pour ramener l'inflation à notre objectif de 2,0%", a souligné Michelle Bowman, membre du conseil des gouverneurs de la Fed, lors d'une conférence devant des banquiers à Columbus (Ohio). Elle s'est ainsi dite "prête à soutenir" une telle action "lors d'une prochaine réunion si les données disponibles indiquent que les progrès en matière d'inflation sont au

point mort ou sont insuffisants pour ramener l'inflation à 2,0%". L'inflation s'est établie à 3,4% en rythme annualisé en septembre, selon l'indice PCE, privilégié par la Fed. A l'issue de sa réunion de politique monétaire du 1er novembre, la Fed a néanmoins maintenu les taux dans la fourchette de 5,25 à 5,50% dans laquelle ils se trouvent depuis juillet, pour la seconde réunion d'affilée, après onze hausses depuis mars 2022. Mme Bowman a néanmoins souligné avoir "soutenu" cette décision et juge que le taux "semble restrictif", c'est-à-dire qu'il ralentit l'activité économique. "Nous avons constaté des progrès considérables dans la réduction de

l'inflation, mais celle-ci reste élevée et les chiffres récents sont inégaux", a souligné la gouverneure de la Fed. Elle a également mis en garde contre "un risque persistant que l'inflation des services reste persistante", et que "la hausse des prix de l'énergie annule certains progrès réalisés dans la réduction de l'inflation". D'autant plus, a-t-elle précisé, que "les conditions financières se sont durcies depuis septembre", soulignant qu'"une partie de ce resserrement s'est produite grâce aux rendements obligataires à long terme", qui ont fortement monté. "Nous ne connaissons pas encore les effets du resserrement des conditions finan-

cières sur l'activité économique et l'inflation", a encore indiqué Michelle Bowman, faisant également état d'"un niveau d'incertitude inhabituellement élevé".

Aux Etats-Unis, les données économiques montrent cependant une croissance économique solide et un marché de l'emploi toujours fort. Et l'offre et la demande sur le marché du travail pourraient être en train de mieux s'équilibrer, alors que le pays connaît depuis plus de deux ans une importante pénurie de main d'œuvre. La prochaine réunion de la Fed est prévue les 12 et 13 décembre. Elle sera assortie d'une actualisation des prévisions économiques.

Le déficit commercial augmente à 61,5 milliards USD

Le déficit commercial des Etats-Unis est reparti à la hausse au mois de septembre, sous l'effet combiné d'une hausse du déficit des échanges de biens et d'une baisse de l'excédent lié aux services, selon les données publiées mardi par le département du Commerce. Le déficit des biens et services avec le reste du monde est remonté à 61,5 milliards de dollars, en hausse de 4,9% par rapport au mois précédent, après plusieurs mois de réduction du déficit. Sur un an, le déficit commercial américain est d'ailleurs en recul de 20%, grâce à la fois à une hausse des exportations et une baisse des importations. Le déficit pour septembre est plus important que ne l'avaient anticipé les analystes, qui tablaient plutôt sur un déficit de 60,1 milliards de dollars, une hausse plus modeste donc, selon le consensus pu-

blié par briefing.com. Il est cependant en ligne avec les récentes estimations de la croissance américaine au troisième trimestre, qui s'est encore accéléré pour dépasser les 4,5% en rythme annuel. Le ministère américain du Commerce en a profité pour réviser légèrement le déficit commercial enregistré au mois de juillet, désormais annoncé à 58,6 milliards de dollars, contre 58,3 milliards annoncés initialement. Sur les trois derniers mois, le déficit a reculé en moyenne de 700 millions de dollars et même de 8,6 milliards comparé aux trois mêmes mois l'année dernière. Au mois de septembre, les exportations de biens ont continué à augmenter par rapport au mois précédent, profitant notamment de la hausse des prix du pétrole pendant la période mais également d'une bonne tenue

du secteur agricole. Du côté des services la hausse des exportations reste portée par le tourisme et les voyages. Les importations ont augmenté plus fortement, sous l'effet d'une hausse des importations de véhicules, de produits pour le foyer ainsi que de pièces pour le secteur aérien. Les services importés sont également en progression, là encore du fait du tourisme et des voyages. S'agissant des échanges bilatéraux, le déficit commercial avec la Chine reste le plus important et a légèrement augmenté par rapport au mois d'août, pour atteindre 24,1 milliards de dollars. Le déficit commercial avec l'UE a en revanche légèrement reculé pour atteindre 16,8 milliards de dollars, toujours largement concentré sur quatre pays, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie et la France.

ORAN

Prochaine distribution de 500 logements publics locatifs à Hassi Bounif (wali)

Un quota de 500 logements publics locatifs, en voie d'achèvement dans la commune de Hassi Bounif sera prochainement distribué, a annoncé mardi le wali d'Oran, Saïd Sayoud.

Lors de l'inspection du projet de réalisation de 200 logements publics locatifs au niveau de l'agglomération secondaire de Hassi Ameur, relevant de la commune de Hassi Bounif, le même responsable a précisé que les 200 logements, situés à la cité Chadid Mahmoud de la même commune, sont prêts à la distribution, alors que la réalisation de 100 logements au même quartier tire à sa fin, en plus de 200 autres de la même formule à Hassi Ameur, dont l'achèvement est prévu au premier trimestre 2024.

Le wali a appelé les responsables de la réalisation du projet des 200 logements publics locatifs à Hassi Ameur à rattraper le retard enregistré et l'achèvement des travaux avec la qualité requise, dans les brefs délais, afin de permettre aux habitants de la commune de bénéficier de ce quota de logements.

Sur le même site, M. Sayoud a passé en revue le quota de logements publics locatifs dont a bénéficié, ces dernières années, la daïra de Bir Djir, qui comprend les communes de Bir Djir, Hassi Bounif et Hassi Benyebka, s'élevant à environ 12.000 logements, dont 1.700 logements à Hassi Bounif.

L'entrée de Hassi Ameur, il a également inspecté le projet d'urgence de séparation de la canalisation des eaux usées de la zone industrielle de Hassi Ameur du réseau urbain d'assainissement, qui devra être achevé avant la fin novembre prochain, un projet qui a nécessité une enveloppe de 25,4 millions DA allouée par les services de la wilaya.

La Directrice de l'Hydraulique et des ressources en eau de la wilaya a annoncé, lors des explications fournies au wali, que le ministère de tutelle a donné son accord pour la deuxième tranche du projet, qui porte sur le renouvellement du réseau d'assainissement de Hassi Ameur, la réalisation de la nouvelle station de relevage des eaux usées au niveau de la zone industrielle, pour une enveloppe financière de 250 millions DA.

Le wali d'Oran a, d'autre part, annoncé le lancement prochain des travaux d'aménagement des nouvelles entrées de la commune de Hassi Bounif, au niveau de la cinquième pénétrante, permettant un accès direct depuis et vers la route d'évitement du quartier Chadid Mahmoud, le centre de la commune et la Zone industrielle de Hassi Ameur, sachant qu'un montant de 4,4 millions DA a été alloué au projet. Il a précisé que la commune de Hassi Bounif a bénéficié, en 2023, d'un nombre important de projets, dont quatre dans le cadre de l'appui au développement social et économique des collectivités locales, dotés d'une enveloppe financière de 40 millions DA, et huit projets dans le cadre du Fonds de Garantie et de Solidarité des collectivités locales, doté d'une enveloppe financière estimée à 203 millions DA, outre 50 millions DA alloués dans le cadre des programmes communaux de développement (PCD), visant la maintenance et la rénovation de 14 écoles primaires sur un total de 24 écoles que compte la commune.

SOUK AHRAS

Saisie de 5 drones d'origine étrangère équipés de caméras

Les éléments de la brigade de gendarmerie nationale de la ville de Taoura (Souk Ahras) ont saisi cinq drones d'origine étrangère équipés de caméras, a indiqué mardi le chargé de communication du groupement de wilaya de ce corps de sécurité, le sergent-chef Mostefa Bouzhezeh.

La même source a précisé que l'opération qui s'inscrit dans le cadre du plan du commandement du groupement de la gendarmerie nationale de lutte contre la contrebande a été menée suite à des informations parvenues à la brigade sur l'intention d'un réseau criminel organisé de faire passer à bord d'une voiture des produits prohibés d'un pays voisin vers la ville d'Annaba via Souk Ahras.

Un plan a été aussitôt mis en place permettant d'intercepter la voiture avec à son bord deux personnes dont la fouille a donné lieu à la découverte de cinq drones d'origine étrangère à double caméras (avant et en dessous) dissimulés à l'intérieur du pare-choc arrière, selon la même source.

Au terme des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant le parquet près le tribunal de Taoura pour délit de contrebande de marchandise prohibée, a-t-on précisé.

SOCIÉTÉ CIVILE

Clôture de l'atelier de formation au profit des acteurs de la société civile

Les travaux de l'atelier de formation au profit des acteurs de la société civile, organisé par le bureau de l'Unicef à Alger dans le cadre du programme de travail et de coopération entre l'Algérie et l'organisation onusienne pour la période 2023-2027, ont pris fin mardi après-midi à Alger.

A cette occasion, la vice-présidente du bureau de l'Unicef à Alger, Soraya Hassan, a souligné que cet atelier de formation organisé au profit des acteurs de la société civile s'inscrivait dans le cadre du programme de travail et de coopération entre l'Algérie et l'Unicef pour la période 2023-2027, visant "à développer et à améliorer les potentialités des acteurs de la société civile et à les doter des connaissances nécessaires et modernes pour construire un partenariat efficace".

Elle a ajouté que cet atelier organisé, deux jours durant, a profité aux représentants des différents acteurs de la société civile au niveau national et de la République sahraouie.

Intervenant à la clôture de cette rencontre, le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbrahim, a appelé l'ensemble des acteurs de la société civile parmi les experts, les juristes et les militants pour la poursuite de l'entité sioniste devant la justice internationale pour crimes de guerre et génocide collectif commis contre des enfants, des femmes et des innocents dans la bande de Ghaza



sous blocus". Dans ce contexte, il a souligné la nécessité de "constituer des dossiers complets appuyés de photographies et de vidéos, voire de documents à l'effet de les soumettre aux tribunaux internationaux et aux différentes instances en charge de l'enfant". M. Benbrahim a critiqué, en outre, les médias des pays comp-

lices, rangés du côté de l'entité sioniste qui œuvrent à falsifier les vérités, arguant que la société civile "dispose aujourd'hui de mécanisme de plaidoirie et de défense, en utilisant tous les moyens susceptibles de faire taire les allégations fallacieuses, objet de propagande par l'entité sioniste et ses agents".

MILA

30 exposants au Salon national du couscous et des pâtes traditionnelles

Le Salon national du couscous et des pâtes traditionnelles, qui réunit cette année 30 exposants venus de différentes wilayas du pays, a été inauguré, mardi à la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Mila.

Les exposants participant à cet événement, organisé par la Chambre de l'artisanat après une interruption de 7 ans, présentent leurs préparations culinaires traditionnelles, notamment le couscous, classé au patrimoine mondial par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a indiqué le directeur de la CAM, Aïssa Boulouidine. Les pavillons de ce salon, inauguré par le wali de Mila, Mustapha Koréïch, accompagné des autorités locales, et qui se poursuivra jusqu'au 9 novembre prochain, comprennent également d'autres



produits tels que des ustensiles utilisés dans la cuisine traditionnelle, tels que des ustensiles et de la vaisselle spécifique. Selon M. Boulouidine, les pavillons du salon sont "aussi diversifiés que les participants" venus des wilayas de Khenchela, Oum El Bouaghi, Tébessa, Sétif, Jijel, Skikda, Sidi Bel Abbès et Mila.

Cha cun des exposants

s'applique à mettre en valeur la spécialité de sa région dans le domaine de l'art culinaire traditionnel, en particulier l'art de cuisiner le couscous, de le servir et de le présenter. Une participante venue de Sidi Bel-Abbès, Mme Kerroucha Attouia, a déclaré à l'APS que ce salon est "l'occasion pour les spécialistes de la fabrication des pâtes traditionnelles de met-

tre en avant leurs compétences dans ce domaine, et de présenter les méthodes de préparation qui diffèrent d'une région à l'autre, notamment en ce qui concerne l'utilisation des épices et la façon de présenter les plats".

"L'organisation de tels salons nous permet d'entrer en contact avec des compatriotes d'autres régions, d'échanger des expériences et de connaître le patrimoine culturel de chaque coin d'Algérie, y compris les coutumes et traditions liées à la cuisine, a-t-elle dit.

A partir de demain (mercredi), de nouveaux participants, issus de plusieurs autres wilayas, se joindront à ce salon qui sera clôturé par un concours du meilleur plat traditionnel, arbitré par un jury constitué de spécialistes qui désignera trois prix d'encouragement, a-t-on fait savoir.

HAUT CONSEIL ISLAMIQUE

8.000 affaires traitées par le Bureau de la Fatwa depuis le début de l'année

Le Bureau de la Fatwa et de la réconciliation relevant du Haut Conseil Islamique (HCI) a traité plus de 8000 affaires depuis le début de l'année 2023, indique lundi un communiqué du Conseil. Le Bureau de la Fatwa et de la réconciliation œuvre à "répondre aux besoins des citoyens des 58 wilayas du pays, et reçoit 200 citoyens par semaine", a précisé la même source.

Le Bureau œuvre à émettre des fatwa ou à réconcilier les parties en conflit dans différentes affaires "en tête desquelles les

affaires de l'héritage, de l'état civil (notamment de divorce et de répudiation), les affaires commerciales et foncières, ainsi que les affaires des legs et des Frédah (droits de succession)", a relevé la même source. Le Bureau de la Fatwa et de la Réconciliation du HCI fournit "des facilitations et œuvre à traiter les difficultés des citoyens ou celles qui engendrent des conflits, en privilégiant la modération et en suivant les us et les coutumes sociales dans la réconciliation", conclut le communiqué.

SIDI BEL ABBES

Saisie de cocaïne et arrestation de six individus

Les services de police de Sid Bel Abbes ont réussi à saisir 130,2 grammes de cocaïne et des quantités d'autres types de stupéfiants, avec l'arrestation de six individus, a-t-on appris mardi de la cellule d'information et de communication de la Sûreté de wilaya.

La même source a précisé que cette affaire fait suite à l'exploitation par les éléments de la brigade mobile de la po-

lice judiciaire d'informations, selon lesquelles des individus activaient dans le trafic de drogues dures et de psychotropes dans la ville de Sidi Bel Abbes.

Une enquête a été ouverte par les mêmes services et, après la surveillance des mouvements des suspects, ces derniers ont été arrêtés au niveau de plusieurs sites de la ville de Sidi Bel Abbes en possession de quantités de drogues

dures, notamment 130,2 gr de cocaïne, 15,9 gr de "Tchouchna" (drogue dure) et 1,2 gr de crack (drogue dure) destinés au trafic, ainsi que 420 comprimés de psychotropes et du kif traité.

Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le parquet territorialement compétent, a-t-on indiqué.

CLIMAT

Octobre 2023 le plus chaud jamais mesuré dans le monde, 5^e record mensuel d'affilée (Copernicus)

Octobre 2023 a été le mois d'octobre le plus chaud jamais enregistré dans le monde", poursuivant une série ininterrompue de cinq records mensuels depuis juin, a annoncé mercredi l'observatoire européen Copernicus.

Avec une moyenne de 15,38 C à la surface du globe, le mois écoulé dépasse le record précédent d'octobre 2019 de 0,4 C, soit une marge très importante pour les températures mondiales qui oscillent habituellement de quelques dixièmes de degré seulement.

Octobre 2023 est "1,7 C plus chaud que la moyenne d'un mois d'octobre sur la période 1850-1900", avant l'effet des émissions de gaz à effet de serre de l'humanité, a ajouté Copernicus. Ces nouvelles mesures, qui se traduisent par des sécheresses synonymes de famines, des incendies dévastateurs ou des ouragans renforcés, alimentent les avertissements des scientifiques, qui seront l'arrière-plan de la 28^e conférence climatique des Nations unies à Dubaï (30 novembre-12 décembre).

"Nous pouvons affirmer avec une quasi-certitude que 2023 sera l'année la plus chaude dans les annales" et "le sentiment de devoir prendre d'urgence des mesures climatiques ambitieuses à l'approche de la COP28 n'a jamais été aussi fort", a déclaré Samantha Burgess, cheffe



adjointe du service changement climatique (C3S) de Copernicus, dans un communiqué.

Le mois écoulé, avec une moyenne de 15,38 C à la surface du globe, dépasse le record précédent d'octobre 2019 de 0,4 C, selon Copernicus. L'anomalie est "exceptionnelle" pour les températures mondiales.

Octobre 2023 est "1,7 C plus chaud que la moyenne d'un mois d'octobre sur la période 1850-1900", avant l'effet des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'humanité, ajoute l'observatoire. Depuis janvier, la

température moyenne est la plus chaude jamais mesurée sur les dix premiers mois de l'année: 1,43 C au-dessus du climat des années 1850-1900, selon l'observatoire européen.

Plus que jamais, 2023 s'approche sur une année entière de la limite emblématique (+1,5 C) de l'accord de Paris, dont la COP28 doit établir le premier bilan officiel et, si possible, le premier correctif.

L'Organisation météorologique mondiale a estimé au printemps que cette barre serait franchie pour la première fois

sur 12 mois au cours des cinq prochaines années.

Il faudra toutefois mesurer le 1,5 C en moyenne sur plusieurs années pour considérer le seuil atteint du point de vue climatique. Le Giec, qui rassemble les experts climats mandatés par les Nations unies, prévoit qu'il le sera avec 50% de chances dès les années 2030-2035, compte tenu du rythme des émissions de GES, essentiellement issus des énergies fossiles.

Le climat actuel est considéré comme réchauffé d'environ 1,2 C par rapport à 1850-1900. Les mesures de Copernicus remontent jusqu'en 1940, mais peuvent être comparées aux climats des millénaires passés, établis grâce aux cernes des arbres ou aux carottes de glaces. Ces données suggèrent que les températures actuelles sont probablement les plus chaudes depuis plus de 100.000 ans.

"La vie sur la planète Terre est en état de siège", ont averti fin octobre un groupe d'éminents scientifiques dans un rapport alarmant, constatant les "progrès minimes" des humains pour réduire leurs rejets de CO₂.

ENVIRONNEMENT

Les projets d'expansion des énergies fossiles menacent l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 C (ONU)

Les projets d'expansion de la production de pétrole, de gaz et de charbon par les principaux pays producteurs menacent l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 C, a mis en garde l'ONU mercredi.

L'avenir des énergies fossiles sera au cœur de la COP28 prévue en novembre et décembre à Dubaï et dont l'objectif est de limiter le réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle à moins de 2 C et de préférence à 1,5 C, conformément aux objectifs de l'accord de Paris.

La plupart des plus grands producteurs mondiaux se sont engagés à atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle.

Le rapport annuel sur l'écart de production du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) montre clairement que les projets de production des 20 principaux pays producteurs - dont les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Australie et les Émirats arabes unis, hôtes de la COP28 - vont dans le sens opposé. Dans

l'ensemble, les projets gouvernementaux produiraient en 2030 110% de combustibles fossiles de plus que ce qui serait compatible avec une limitation du réchauffement à 1,5 C, et 69% de plus que ce qui serait compatible avec un réchauffement de 2 C.

Ces projets visant à augmenter la production de combustibles fossiles compromettent la transition énergétique nécessaire pour parvenir à des émissions nettes nulles, ce qui remet en question l'avenir de l'humanité", a averti Inger Andersen, directrice exécutive du PNUE.

"À partir de la COP28, les nations doivent s'unir pour (parvenir à) une élimination progressive, gérée et équitable, du charbon, du pétrole et du gaz, afin d'atténuer les turbulences à venir et d'en faire bénéficier chaque habitant de la planète".

La combustion des énergies fossiles est la principale source d'émissions des gaz à effet de serre responsables du changement

climatique. Mais les pays producteurs sont peu enclins à le reconnaître officiellement lors des négociations en matière de climat, et même l'Accord de Paris de 2015 ne mentionne pas explicitement la manière d'atteindre les objectifs qu'il fixe.

Cela a conduit à un "grand écart" entre les projets de production et la nécessité d'abandonner rapidement les combustibles fossiles pour atteindre les objectifs climatiques, a souligné Ploy Achakulwisut, auteur principal du rapport du PNUE et scientifique au sein de l'Institut de l'environnement de Stockholm.

Le rapport du PNUE englobe 20 pays qui représentent 82% de la production et 73% de la consommation mondiale de combustibles fossiles.

Il souligne que les hausses de production prévues dans ces pays produiraient 460% de plus de charbon, 82% de plus de gaz et 29% de plus de pétrole que ce qui serait conforme à la limite de 1,5 C.

Groenland: des plateformes de glace protectrices se désintègrent rapidement

Les plateformes de glace flottantes du nord du Groenland, dont le rôle est crucial pour réguler la quantité d'eau douce déversée dans l'océan, ont perdu plus d'un tiers de leur volume depuis 1978, alertent des scientifiques dans une étude publiée mardi.

Des chercheurs basés au Danemark, aux États-Unis et en France ont utilisé des milliers d'images satellites, les combinant avec des mesures de terrain et des modèles pour reconstruire l'évolution de ces plateformes qui prolongent les glaciers sur l'eau.

"Depuis 1978, les plateformes de glace du Nord Groenland ont perdu plus de 35% de leur volume total, trois d'entre elles s'effondrant complètement",

sur les huit présentes dans la région, concluent les auteurs dans la revue Nature Communications. "La raison principale est qu'elles ont fondu en dessous avec le réchauffement des eaux océaniques", explique à l'AFP Romain Millan, chercheur au CNRS et à l'université de Grenoble, auteur principal de l'étude.

"On a mis en évidence une augmentation très importante de la fonte depuis les années 2000, qui correspond de manière évidente à l'augmentation des températures des océans dans ce secteur et durant cette période", indique-t-il.

La fonte de ces plateformes ne contribue pas directement à l'élévation du niveau des océans.

En revanche, ces plateformes jouent un rôle de "barrage" ré-

gulant la quantité d'eau douce glacée provenant de la calotte déversée dans l'océan et qui, elle, participe à ce phénomène.

La disparition de ces bar-

rages naturels a donc des effets importants sur les glaciers, dont les points d'ancrage au sol reculent et qui déversent plus de glace qu'auparavant.

CHINE

Nouvelle alerte bleue aux tempêtes de neige

Le Centre météorologique national de Chine a renouvelé une alerte bleue aux tempêtes de neige mercredi, alors que des blizzards sont attendus dans certaines provinces du nord-est du pays.

De 8h00 mercredi à 8h00 jeudi, des tempêtes de neige s'abatront sur certaines parties du Liaoning, du Jilin et du Heilongjiang, a indiqué le centre météorologique.

Certaines parties de ces régions pourraient connaître de fortes tempêtes de neige, dont l'épaisseur de neige pourrait dépasser 10 centimètres à certains endroits, selon le centre météorologique. Les

INDONÉSIE

Séisme de magnitude 7.1 au large des Moluques (USGS)

Un tremblement de terre de magnitude 7,1 s'est produit mercredi en milieu de journée à l'est de l'Indonésie, au large des Moluques, selon l'Institut américain d'études géologiques (USGS), un séisme survenu loin des côtes et sans déclencher d'alerte au tsunami.

La magnitude mesurée dans un premier temps à 6,9 a été relevée à 7,1 par l'USGS.

Aucun dégât ni blessé n'a été signalé dans l'immédiat. Le séisme a eu lieu à 11h53 (04h53 GMT) à 10 km de profondeur, selon l'USGS, à 345 km de l'île de Ambon et aucune alerte au tsunami n'a été déclenchée.

La secousse a été ressentie dans la ville de Saumlaki, sur les îles Tanimbar et de façon plus faible sur l'île de Ambon, capitale de la province des Moluques, selon l'agence de géophysique indonésienne BMKG.

L'Indonésie connaît une activité sismique et volcanique fréquente en raison de sa position sur la "ceinture de feu" du Pacifique, où les plaques tectoniques entrent en collision.

En novembre 2022, un séisme de magnitude 5,6 avait causé la mort de 602 personnes sur l'île indonésienne de Java.

Le séisme le plus meurtrier en Indonésie, survenu au large de Sumatra le 26 décembre 2004, avait fait plus de 230.000 morts jusqu'au Sri Lanka, en Inde et en Thaïlande. Il avait provoqué des vagues gigantesques, jusqu'à 30 mètres de hauteur sur le rivage de Banda Aceh, dans le nord de Sumatra.

Il était de magnitude 9,1.

TEMPÊTE CIARAN

44.200 foyers restent privés d'électricité mardi soir en France

Quelque 44.200 foyers sont toujours privés d'électricité mardi soir en Normandie et en Bretagne après le passage de la tempête Ciaran, a annoncé le gestionnaire du réseau de distribution Enedis.

À 19h00 mardi, l'électricité était rétablie pour plus de 4,1 million de clients touchés par la tempête Ciaran qui a balayé la France mercredi et jeudi, soit 96% des foyers concernés, a souligné Enedis dans un communiqué.

"L'ensemble des techniciens et services supports restent pleinement mobilisés pour réalimenter l'ensemble des clients dans les prochains jours et concentrent désormais leurs efforts sur quatre départements en Bretagne et en Normandie", a précisé le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, notant que 3.400 techniciens étaient toujours mobilisés.

Cinq cents groupes électrogènes ont été acheminés et répartis dans les zones impactées et autant de kits de réparation sur les chantiers de dépannage, a-t-il précisé.

8.000 poteaux ont été commandés et acheminés, tandis que 30 hélicoptères sont mobilisés, ainsi que des drones, a encore détaillé Enedis. 800 conseillers clients dédiés, dont 400 en renfort, répondent aux appels des clients liés à la tempête.

Concernant la tempête Domingos qui a frappé la France entre samedi et dimanche, 5.700 foyers restent encore à réalimenter mardi soir, "essentiellement en Gironde et en Charente-Maritime", selon Enedis.

HÉPATITE VIRALE Plus de 190 cas enregistrés à El Oued (direction)

Pas moins de 191 cas d'hépatite virale ont été recensés durant les dix premiers mois de l'année en cours dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris dimanche des responsables de la direction locale de la santé.

Les cas de cette maladie infectieuse se répartissent entre le virus de l'hépatite "B" (VHB), 88 cas, de type "A" (AHB) avec 84 cas et "C" (CHB) avec 7 cas, a expliqué le directeur de la Santé de la wilaya, Ali Gharbi.

Selon le même responsable, ces cas ont été recensés suite aux analyses médicales exigées dans l'établissement d'actes de mariage au niveau des services de l'état civil des communes, ainsi que lors de contrôles médicaux effectués dans des structures de santé publiques et de proximité. M. Gharbi a imputé l'infection par le virus de l'hépatite notamment "au manque de moyens d'entretien ainsi que l'utilisation de matériel médical et chirurgical non-stérilisé dans certaines structures de la santé publiques notamment dans les services d'hémodialyse, et au niveau des cliniques privées, ainsi que dans les espaces de pratique de la "Hidjama" (thérapie par la saignée). La direction de la santé de la wilaya a adopté un plan d'inspection ciblant les structures de santé publiques et privées dans l'objectif de contrôler l'application stricte des normes de stérilisation, a fait savoir ce responsable. Il convient de noter que les établissements publics hospitaliers et de proximité sont dotés d'appareils de stérilisation modernes, en assurant la maintenance, et l'interdiction de l'utilisation d'anciens équipements de stérilisation.

GHARDAIA Réception de 11000 doses de vaccin contre la grippe saisonnière

Pas moins de 11000 doses de vaccin contre la grippe saisonnière ont été réceptionnées pour le compte de la population de la wilaya de Ghardaia au titre de la campagne 2023-2024, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la Santé. Une cinquantaine de centres de vaccination, ouverts au niveau des différentes structures de santé à travers la wilaya, ont été dotés de quantités de vaccins suffisantes, proportionnelles à leurs besoins et au nombre de la population, a déclaré à l'APS le directeur du secteur, Dr Ahmed Zenati.

Les doses de vaccin anti grippal ont été acheminées vers les structures de santé de la wilaya de Ghardaia selon les normes requises de conservation et de transport de ce produit sensible, a assuré Dr Zenati.

La campagne de vaccination qui a débuté hier lundi, cible en priorité le personnel du secteur de la santé (privé et public), les personnes vulnérables, comme les personnes âgées, les malades chroniques et les femmes enceintes, dans le respect des mesures préventives afin de renforcer leur système immunitaire et réduire le risque de contamination de la population.

PÉDIATRIE 350 participants attendus au 19^{ème} congrès de la SPO prévu à Oran les 16 et 17 novembre

Quelque 350 participants prendront part au 19^{ème} Congrès international de pédiatrie de la Société de pédiatrie de l'Ouest (SPO), prévu les 16 et 17 novembre en cours à Oran, a-t-on appris, lundi, des organisateurs.

Le thème principal de ce congrès portera sur la pédiatrie dans tous ses aspects, à savoir l'endocrinopédiatrie, la neuro-pédiatrie, la chirurgie dentaire pédiatrique, entre autres, des thèmes toujours d'actualité, a-t-on souligné de même source.

Il sera aussi question d'aborder la néonatalogie, la gynéco-pédiatrie, ainsi que le diabète et l'obésité, a-t-on ajouté de même source.

Outre des experts algériens représentant différents établissements hospitaliers du pays, des spécialistes étrangers seront également présents à ce rendez-vous pour aborder les dernières nouveautés et technologies en matière de traitement des pathologies pédiatriques, principalement la diabétologie, la pneumologie et la néonatalogie. Un riche programme de communications et d'ateliers est prévu, deux jours durant, traitant de "gynécologie pédiatrique", "le rôle de l'odontostomatologiste dans le dépistage et des maladies générales", "les nouveautés thérapeutiques dans le diabète type 1" et "l'hypoglycémie, au-delà des idées reçues", a-t-on fait savoir.

D'autres ateliers sont également prévus, dont "la conduite pratique devant l'hémophilie" et "la relation des soins et l'éducation thérapeutique en diabétologie pédiatrique", entre autres.

PRISE EN CHARGE DES AVC Formation de 80 médecins de la région Ouest sur la thrombolyse

Pas moins de 80 médecins, entre généralistes, urgentistes et réanimateurs ont été formés sur la thrombolyse, une technique pour le traitement des AVC ischémiques, dans le cadre d'un programme de la société savante internationale "World Stroke Organisation", a-t-on appris des initiateurs de la formation.

Il s'agit du programme "Angels" pour l'amélioration de la prise en charge des AVC, initié par cette organisation internationale, a indiqué à l'APS Dr Benahmed Nassima, consultante chez Angels, chargée de la région Ouest en Algérie.

Ce programme, mis en place en partenariat avec des spécialistes de l'EHU d'Oran "1er novembre 1954" et le CHUO "Docteur Benzerdjeb", a vu la formation de 80 médecins, qui effectuent des thrombolyse dans une quinzaine d'établissements de santé, dans



différentes wilaya de l'Ouest. "En 2019, nous n'avions que deux établissements qui effectuaient des

thrombolyse dans toute la région Ouest, à savoir l'EHUO et le CHUO", a-t-elle souligné, ajoutant qu'aujourd'hui, ils sont quinze et le nombre est prêt à augmenter. La thrombolyse est le traitement médicamenteux de référence de l'accident vasculaire cérébral (AVC) ischémique pour dissoudre le caillot sanguin qui obstrue l'artère cérébrale, a-t-on rappelé, ajoutant qu'il doit être administré impérativement dans les 4 heures et demi suivant les premiers symptômes de l'AVC.

TIARET Vers la réalisation d'une résidence d'accueil des malades cancéreux (association)

Les travaux de réalisation d'une résidence d'accueil pour les malades atteints du cancer et leurs accompagnateurs seront lancés, au début du mois de décembre prochain à Tiaret, à l'initiative de l'Association de wilaya Kafil El Yatim et de bienfaiteurs, a-t-on appris, mardi, de son président Larbi Djellab.

Dans ses explications fournies au wali de Tiaret Boughera Ali, lors de sa visite du site du projet, M. Djellab a souligné qu'"un lot de terrain a été acquis, relevant des domaines publiques, à proximité du centre anti-cancer (CAC), qui sera exploité pour la réalisation de cette résidence, qui renfermera 28 chambres dotées de 128 lits, un réfectoire, un jardin et un parking". M. Djellab a ajouté que

plusieurs mécènes ont exprimé leur disposition à concrétiser ce projet, dans les brefs délais.

Le wali, qui a salué cette initiative, s'est engagé, pour sa part, à l'équipement de cette structure, une fois les travaux achevés, étant donné qu'elle offre un service important aux malades fréquentant le Centre régional anti-cancer venus des wilayas limitrophes, dont : Djelfa, Saïda, Tissemsilt, El Bayadh et Naâma, entre autres.

A cette occasion, la délégation de wilaya a inspecté le projet de réalisation du Centre régional anti cancer, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 97 pc, sachant que l'opération de son équipement sera lancée au début de l'année

prochaine pour un montant de 5 milliards DA, a fait savoir le Directeur de la santé et de la population, Ali Bensadek.

A l'Etablissement public hospitalier "Youssef Damerdjil" du chef-lieu de wilaya, les travaux d'aménagement de certaines structures ont été inspectés, ainsi que la pose de câbles souterrains de courant électrique de moyenne tension, dont les travaux ont nécessité un montant de 9,4 millions DA.

Cette visite a également porté sur une clinique privée d'hémodialyse, réalisée dans le cadre d'un financement privé de médecins spécialistes, et qui est entrée en service depuis quelques mois, ainsi que le laboratoire d'analyses médicales, qui sera bientôt mis en service.

OUARGLA Appel à mettre en place un dispositif efficace pour le dépistage précoce des cancers en milieu professionnel (rencontre)

Les participants à un séminaire régional sur la prévention des cancers en milieu professionnel, tenu, mardi à Ouargla, ont plaidé pour la mise en place d'un dispositif "efficace" de dépistage précoce. Des intervenants, pour la plupart des experts et des praticiens en médecine de travail et de prévention, ont mis en avant l'importance de la mise en place d'un dispositif efficace en vue du dépistage précoce des cancers en milieu professionnel et leur prévention, par la définition des causes de la maladie et l'échange d'expériences entre les partis concernés. Dans son intervention, le directeur

central de la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles à la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés, Djamel Mettari, a évoqué la mission de cet organisme dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention des dangers professionnels pour sécuriser la vie en milieu professionnel, assurer un environnement de travail sain et ancrer une culture préventive.

Le rôle de la Caisse dans la sensibilisation des employeurs et patrons sur la déclaration des travailleurs malades et les voies devant permettre d'éviter les acci-

dents pouvant nuire à la vie des travailleurs, a également été abordé par l'intervenant.

Selon M. Mettari, bien que le milieu professionnel dénombre des cas de cancer, la direction de prévention à la CNAS a signalé une "faible déclaration" de ces cas. Pour sa part, Dr Ouaguedi Amara, médecin de travail, a appelé à mettre la lumière sur les facteurs à l'origine des cancers en milieu professionnel, de revoir la nomenclature de ces maladies au niveau de la caisse, mis à jour en 1996, pour une meilleure prise en charge médicale des patients.

Cette rencontre régionale a été riche en communications

et exposés ayant trait notamment aux cancers en milieu professionnel, aux phases de déclaration de ces maladies, aux facteurs de risque et à la mission de la CNAS dans le système de prévention des risques professionnels.

Initiée par la CNAS, en coordination avec l'association algérienne de médecine du travail, cette rencontre s'est déroulée en présence du doyen de la faculté de médecine de l'Université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO), de praticiens, de représentants d'organismes chargés de la prévention, de syndicalistes et cadres de la santé et de membres de la société civile.

ADRAR Distribution de 7 ambulances aux établissements de santé

Sept (7) ambulances destinées à plusieurs établissements hospitaliers et structures de santé de proximité dans les différentes communes de la wilaya d'Adrar, ont été distribuées lors d'une cérémonie organisée dimanche en présence des autorités locales.

Cette démarche, qui s'est déroulée en présence des chefs de daïras, des présidents des assemblées populaires communales et des responsables du secteur de la santé, vise l'amélioration des conditions de prise en charge des patients, notamment dans les communes reculées,

ont indiqué les responsables de la wilaya.

Lors de cette cérémonie organisée au siège de la wilaya, le wali d'Adrar Larbi Bahloul a mis l'accent sur l'importance de préserver ces équipements de manière à garantir une meilleure prise en charge des malades, notamment en termes d'évacuation sanitaire.

Ce quota comprend des ambulances équipées destinées aux établissements publics hospitaliers (EPH) et aux établissements publics de santé de proximité (EPSP) éparpillés à travers les territoires des communes concernées, ainsi que le

centre de lutte contre le cancer au chef lieu de la wilaya, en plus de deux ambulances de type 4x4 attribuées aux communes d'Akabli et de Tsabit, à l'Est et au Nord de la wilaya, en raison de leur spécificité géographique.

Pour sa part, le président de l'assemblée populaire communale de Timokten, daïra d'Aoulef, Mustapha Bentayeb, a souligné l'importance de cette opération dans la prise en charge et l'évacuation des patients de la région notamment vers les hôpitaux des communes limitrophes.

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES MSF annonce la mort d'un de ses employés dans un bombardement dans la bande de Gaza

L'organisation Médecins Sans Frontières (MSF) a déploré mardi soir la mort d'un de ses employés à Gaza, tué avec plusieurs de ses proches dans un bombardement des forces sionistes sur le camp de réfugiés de Chati le 6 novembre.

Mohammed Al Ahel, un technicien de laboratoire qui travaillait pour MSF depuis plus de deux ans, a été tué lors d'un bombardement sur le camp de réfugiés qui a entraîné l'effondrement de son bâtiment, tuant des dizaines de personnes, précise MSF dans un message sur son site internet.

"Nos demandes incessantes pour la mise en place d'un cessez-le-feu immédiat sont restées sans réponse et nous répétons que c'est le seul moyen pour éviter d'autres morts dans Gaza et permettre l'arrivée d'une aide humanitaire", ajoute MSF.

Lors d'une conférence de presse mardi à Paris au siège de



L'organisation, sa directrice Claire Magone avait déclaré que la population est exsangue et les secouristes pratiquement

impuissants. Face à l'hécatombe, un cessez-le-feu relèvé de l'urgence vitale".

Le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), citant les chiffres du ministère palestinien de la santé, indique que 192 personnels de santé ont été tués depuis le début de l'agression sioniste.

Parmi eux, au moins 16 étaient en service lorsqu'ils ont été tués, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Plus de 10,300 personnes, en majorité des civils, dont 4,237 enfants, sont tombés en martyrs à Gaza depuis le 7 octobre, selon le bilan mardi du ministère palestinien de la Santé.

TUBERCULOSE

L'OMS appelle à des efforts supplémentaires pour éradiquer la maladie

7,5 millions de personnes ont été diagnostiquées comme souffrant de la tuberculose en 2022, chiffre le plus élevé depuis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a commencé à surveiller la maladie à l'échelle mondiale en 1995, selon le dernier rapport mondial de l'agence onusienne sur la tuberculose.

La lutte contre la tuberculose reprend pied après les perturbations causées par la pandémie de COVID-19, mais il faudra des ef-

forts supplémentaires pour éradiquer la maladie, a souligné l'OMS, citée dans un communiqué de l'ONU. Si la tuberculose est davantage diagnostiquée, c'est aussi parce que l'accès aux soins par les patients s'est amélioré dans de nombreux territoires, explique le rapport, qui présente des données provenant de 192 pays. Selon l'OMS, environ 10,6 millions de personnes, dont la majorité se trouvent en Asie du Sud-Est et en Afrique, ont contracté la tuberculose en 2022 dans le

monde, contre 10,3 millions l'année précédente. Le nombre de décès liés à la tuberculose s'élevait à 1,3 million en 2022, contre 1,4 million en 2021. Cette maladie demeure la deuxième cause de mort alité infectieuse au monde en 2022, derrière la COVID-19.

"Nous avons besoin de toutes les énergies pour faire de l'élimination totale de la tuberculose une réalité", a déclaré Tereza Kasava, directrice du programme mondial de lutte contre la tuberculose de l'OMS.

L'OMS salue une hausse des diagnostics et des traitements

Les décès dus à la tuberculose ont chuté l'année dernière dans un contexte d'augmentation spectaculaire des diagnostics et des traitements de la deuxième maladie la plus mortelle au monde, a déclaré mardi l'Organisation mondiale de la santé.

Les décès dus à la tuberculose avaient rebondi en 2020 et 2021 après des années de déclin, les perturbations liées à la pandémie de COVID-19 ayant rendu les diagnostics et les traitements plus difficiles d'accès, rappelle l'OMS dans un nouveau rapport sur la maladie.

L'OMS estime que ces perturbations avaient entraîné près

d'un demi-million de décès supplémentaires entre 2020 et 2022, alors que la tuberculose est évitable et généralement guérissable. Mais dans son nouveau rapport, l'agence de santé de l'ONU a salué pour l'année dernière "une reprise majeure du nombre de personnes diagnostiquées et soignées, une "tendance encourageante" qui "commence à inverser les effets néfastes des perturbations dues à la COVID-19", note l'OMS.

L'organisation avertit toutefois que l'année dernière, la tuberculose restait la deuxième cause de décès par maladie infectieuse dans le monde, après le

COVID-19, et qu'elle avait fait près de deux fois plus de morts que le VIH/sida.

La maladie causée par une bactérie qui affecte le plus souvent les poumons et transmise par voie aérienne, a donc causé moins de décès en 2022: environ 1,3 million, contre environ 1,4 million en 2020 et 2021.

Mais l'OMS souligne que le nombre de nouvelles infections tuberculeuses continue d'augmenter.

Dans le monde, on estime que 10,6 millions de personnes ont développé la tuberculose l'année dernière, contre environ 10,3 millions en 2021 et 10,0 mil-

lions en 2020. Selon l'OMS, les nouvelles infections pourraient recommencer à diminuer cette année ou l'année prochaine.

"Pendant des millénaires, nos ancêtres ont souffert et sont morts de la tuberculose, sans savoir de quoi il s'agissait, quelle en était la cause ou comment l'arrêter", a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS.

"Aujourd'hui, nous disposons de connaissances et d'outils dont ils n'auraient pu que rêver.

Nous avons (...) l'opportunité d'écrire le dernier chapitre de l'histoire de la tuberculose", a-t-il ajouté.

ROYAUME-UNI

L'usage récréatif du gaz hilarant interdit

Le Royaume-Uni interdit désormais la possession pour usage récréatif du protoxyde d'azote, dit gaz hilarant, une substance potentiellement dangereuse pour la santé dont la consommation a fortement augmenté, a annoncé le gouvernement mercredi.

Le protoxyde d'azote est désormais considéré comme une drogue de classe C, au même titre que les stéroïdes anabolisants et le khat par exemple, ce qui signifie que "la possession (...) avec l'intention de l'inhaler indument pour un effet psychoactif est désormais considérée comme un délit", a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

"Aujourd'hui, nous envoyons un message clair à la population et notamment aux jeunes", particulièrement friands de cette substance facilement accessible et peu chère, a affirmé le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Chris Philip.

"Pendant trop longtemps, l'usage de cette drogue dans l'espace public a contribué à des comportements anti-sociaux qui sont un fléau dans nos communautés", a-t-il ajouté. L'Observatoire européen des

drogues et des toxicomanies s'était alarmé l'an dernier d'une augmentation "préoccupante" de l'usage récréatif de protoxyde d'azote dans certaines régions d'Europe.

Ce gaz est prisé pour ses effets psychoactifs courts - de l'ordre de trois à quatre minutes -, lorsqu'il est inhalé.

Au Royaume-Uni, les images de dizaines de bonbonnes jonchant les rues lors du célèbre carnaval de Notting Hill à Londres avaient notamment marqué les esprits.

13 tonnes avaient été collectées après la manifestation.

Les consommateurs s'exposent désormais à une amende et à une peine d'emprisonnement de deux ans en cas de récidive.

La production et la vente du protoxyde d'azote dans un but "illégal" sont, elles, punies de 14 ans de prison, contre sept précédemment.

Cette interdiction ne concerne pas l'usage "légitime" de cette substance, utilisée par exemple dans le milieu médical comme anesthésique, dans les siphons de cuisine ou dans l'industrie.

Les Pays-Bas ont également interdit l'an

dernier l'usage récréatif du protoxyde d'azote, tandis que sa vente est interdite aux mineurs en France.

PAKISTAN

L'OMS signe un protocole d'accord pour soutenir le programme de couverture sanitaire universelle au Pakistan

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a signé lundi un protocole d'accord avec le gouvernement pakistanais pour soutenir le programme de couverture sanitaire universelle dans le pays, a rapporté Radio Pakistan.

Selon ce média sonore, l'OMS s'est engagée à renforcer son soutien en fournissant des équipements essentiels et des ambulances et en facilitant la rénovation des établissements de santé, et notamment les centres de soins primaires et secondaires, ainsi que le déploiement d'unités mobiles.

Cette initiative devrait améliorer considérablement l'accessibilité et la qualité des services de santé, atteignant plus de 90 % des établisse-

OMS La Semaine mondiale d'information sur la résistance aux antimicrobiens du 18 au 24 novembre

La Semaine mondiale annuelle d'information sur la résistance aux antimicrobiens (RAM), qui aura lieu du 18 au 24 novembre, veut mieux faire connaître et comprendre le problème de la résistance aux antimicrobiens et promouvoir les meilleures pratiques parmi les parties prenantes de l'approche "Une seule santé", dans le but de réduire l'émergence et la propagation d'infections pharmacorésistantes, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La résistance aux antimicrobiens survient lorsque les bactéries, les virus, les champignons et les parasites ne répondent plus aux agents antimicrobiens.

En raison de la résistance aux médicaments, les antibiotiques et autres agents antimicrobiens deviennent inefficaces et les infections deviennent difficiles ou impossibles à traiter, ce qui augmente le risque de propagation, de forme grave de la maladie et de décès.

Cette année, le thème de la campagne mondiale d'information sur la RAM restera le même qu'en 2022, à savoir: "Ensemble, prévenons la résistance aux antimicrobiens".

La résistance aux antimicrobiens est une menace pour les humains, les animaux, les plantes et l'environnement, selon l'OMS.

C'est pourquoi, le thème de cette année appelle à une collaboration intersectorielle pour préserver l'efficacité des antimicrobiens.

De multiples facteurs - parmi lesquels l'utilisation excessive de médicaments chez l'être humain, pour le bétail et l'agriculture, ainsi que le manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène - ont amplifié la menace que représente la résistance aux antimicrobiens dans le monde entier.

Selon l'ONU, pour réduire efficacement la RAM, tous les secteurs doivent utiliser les antimicrobiens avec prudence et de manière appropriée, prendre des mesures préventives pour réduire l'incidence des infections et appliquer les bonnes pratiques en matière d'élimination des déchets contaminés par les antimicrobiens.

CAMEROUN Vaccination de trois millions d'enfants contre la poliomyélite

Environ trois millions d'enfants âgés de 0 à 5 ans sont la cible du deuxième tour de campagne de vaccination contre la poliomyélite au Cameroun, ont indiqué vendredi les autorités locales à l'occasion du lancement officiel de cette campagne. Cette campagne, qui va du 3 au 5 novembre 2023, concerne six régions sur les dix que compte le pays, selon le Programme élargi de vaccination (PEV).

Les enfants vont recevoir deux gouttes du vaccin polio oral au cours de cette campagne, précise le PEV. La campagne de vaccination se déroule dans les lieux publics (écoles, chefferies, marchés, etc), en stratégie de porte-à-porte et dans les formations sanitaires. Il s'agit d'une opération de rattrapage pour les enfants âgés de 0 à 23 mois ayant manqué un ou plusieurs vaccins de routine, selon le PEV.

ments de soins de santé primaires, a ajouté la même source.

S'exprimant lors de l'événement, Palitha Gunarathna Mahipala, le représentant de l'OMS au Pakistan, cité par l'OMS Pakistan sur son compte officiel X, a souligné que les agents de santé constituent l'épine dorsale du système de santé et jouent un rôle essentiel dans le renforcement de la résilience des communautés et des systèmes de santé.

Renforcer les capacités des agents de santé grâce au programme de soutien au Pakistan est l'une des principales priorités de l'OMS, a-t-il conclu.

HÉMORROÏDES COMMENT ÉVITER LES CRISES

Pénibles et parfois douloureuses, les crises hémorroïdaires sont souvent récidivantes. Nos solutions pour éviter l'apparition d'une nouvelle crise.

Hémorroïdes: des fibres et de l'eau. Mise sur les fibres, qui ramollissent les selles et augmentent leur volume, facilitant ainsi leur expulsion. A privilégier ? Les fruits frais, les crus, les légumes cuits et les céréales complètes. En revanche, évitez l'excès de fromages, de pain blanc et de viandes, qui fermentent et ralentissent le transit.

L'eau favorise l'hydratation des selles et donc leur ramollissement. Chaque jour, il est recommandé de boire entre 1,5 et 2 litres : au choix, de l'eau riche en sels minéraux, comme Hépar ou Contrex, des jus de fruits, du thé, de la soupe... En revanche, évitez l'alcool, qui dilate les vaisseaux.

Hémorroïdes: que faire en cas de crise ?

- Dès les premiers symptômes, prenez des antalgiques afin de calmer la douleur. Évitez l'aspirine, qui risque d'aggraver les saignements.

- Pour atténuer suintements et saignements, vous pouvez prendre des veinotoniques jusqu'à six fois par jour, sur trois ou quatre jours (en vente libre en pharmacie).

- Pour limiter les irritations et la tuméfaction, appliquez localement une crème contre les hémorroïdes. Ce traitement est à prendre sur une courte période, une à deux semaines au maximum. Les crèmes soulagent la gêne mais si celle-ci persiste, consultez votre médecin.



- Contre l'inflammation, et si leur introduction n'est pas trop douloureuse, pensez aux suppositoires (une semaine).

- S'il n'y a aucune amélioration au bout de trois ou quatre jours, consultez votre médecin.

Hémorroïdes: pas de tabou
Aussi gênant que fréquent, ce problème intime est très souvent l'objet d'un tabou. En parler relève parfois d'une mission impossible. Tantôt, on craint que l'équipe de la pharmacie n'offre pas assez de discrétion. Tantôt, on se sent bien trop gêné à l'idée de

montrer son intimité au médecin... Résultat, seulement une personne sur trois consulte pour ses hémorroïdes. Il ne s'agit pas toujours d'une maladie. A l'état normal, ce sont des formations veineuses et artérielles présentes à la naissance dans l'anus, explique le Dr Benoît Mory, proctologue. Elles

participent à la rétention des selles molles et des gaz. On en distingue deux types : les hémorroïdes externes sont situées au-dessous de l'anus ; les internes se logent dans la partie haute du canal anal.

Hémorroïdes: quand ça se complique

Tout se complique lorsque ces veines se mettent soudain à gonfler en raison d'une augmentation du flux sanguin ou d'un relâchement des tissus de soutien : c'est la fameuse crise d'hémorroïdes, qui se manifeste par une gêne locale, des démangeaisons et une pesanteur anale. Parfois, ces symptômes s'accompagnent de saignements et, dans de rares cas, de douleurs. La plupart d'entre elles guérissent en une à deux semaines. Elles auront cependant tendance à réapparaître (on parle alors d'évolution par poussées) si rien n'est fait.

Hémorroïdes: levez-vous

La position assise exerce une pression accrue sur les veines hémorroïdaires. A la longue, elle peut entraîner leur congestion et favoriser ainsi la survenue d'une crise. Levez-vous souvent de votre siège et faites quelques pas afin de relancer la circulation sanguine. Et ne restez pas trop longtemps assise aux toilettes. Dans cette position, les muscles de l'anus sont relâchés, ce qui provoque un afflux de sang.

HÉMORROÏDES : UTILISER SON SMARTPHONE AUX TOILETTES, UNE MAUVAISE IDÉE...

L'habitude de consulter son smartphone sur les toilettes pourrait favoriser la survenue de crise d'hémorroïdes, avertissent des médecins britanniques.

Les adeptes des pauses toilettes scotchées à leur téléphone pourraient bien revenir sur leur habitude à lire la mise en garde de médecins britanniques.

Dans le tabloïd The Sun, ceux-ci avertissent les accros à leur téléphone portable du risque de développer des hémorroïdes.

En cause, non pas l'activité en elle-même mais la durée. Le fait de rester trop longtemps en position assise sur le siège des toilettes augmente la pression sur les veines de l'anus ou du rectum, exposant aux crises hémorroïdaires.

Les hémorroïdes désignent un réseau de vaisseaux artériels et veineux (externes et internes, situés respectivement

sous la peau et sous l'orifice de l'anus) présents naturellement au niveau du canal anal. Lorsqu'ils sont gonflés et irrités, on parle de crise hémorroïdaire. Celle-ci, très douloureuse, dure de deux à quatre jours.

LE SMARTPHONE, NOUVEAU FACTEUR DE RISQUE DE CRISE D'HÉMORROÏDES

Le smartphone s'ajouterait donc à la liste des facteurs de risque de crise d'hémorroïdes, comme l'explique le Dr Sarah Jarvis, médecin généraliste au journal britannique : "La constipation et les efforts pour faire caca sont un facteur de risque majeur d'hémorroïdes - en plus de la grossesse, de la toux chronique et du vieillissement. Mais il en va de même pour les longues assises sur les toilettes".

Chez certains, l'habitude de regarder son smartphone aux toilettes est substituée à la lec-

ture d'une revue ou d'un bon bouquin. A défaut de débrancher complètement, le médecin déconseille aux nomophobes (accros à leur portable) de faire défiler les applications sur son smartphone, afin de ne pas rester trop longtemps assis.

Pour prévenir les crises hémorroïdaires, la praticienne rappelle certains bons gestes : "Renforcez votre alimentation avec beaucoup de fibres, buvez suffisamment d'eau, faites de l'exercice régulièrement".

La sédentarité, le surpoids et l'obésité, la consommation d'alcool ou de plats épicés, la constipation, la grossesse et l'accouchement sont des facteurs favorisant les crises d'hémorroïdes.

Tout le monde peut souffrir de symptômes liés aux hémorroïdes, mais les troubles sont plus fréquents entre 40 et 65 ans, selon ameli.fr.



Hémorroïdes : soulagez-les avec les huiles essentielles

Contre les hémorroïdes, il existe des solutions naturelles : tisanes, bains de siège, mais aussi... huiles essentielles ! Découvrez les recettes efficaces pour soulager la congestion des vaisseaux sanguins.

Les hémorroïdes : tout le monde en a ! Il s'agit en effet d'un réseau de vaisseaux présents à l'état normal au niveau du rectum. Le problème survient lorsque l'un ou plusieurs de ces vaisseaux se dilatent, entraînant une congestion et parfois une thrombose. Simple gêne, douleurs vives et saignements sont alors les signes caractéristiques de la crise hémorroïdaire.

Comment être sûr qu'il s'agit d'hémorroïdes ?
On ne peut jamais en être sûr. Dans le cas de douleurs au niveau de l'anus, d'apparition d'une boule ou de saignements, il s'agit assez probablement d'hémorroïdes. Mais il est difficile d'examiner soi-même, et d'ailleurs en se basant sur les symptômes on se trompe dans 30% des cas. Parfois, il s'agit en fait d'une fissure anale, d'un abcès ou d'une maladie inflammatoire.

UNE SYNERGIE POUR DÉCONGESTIONNER
Dans un flacon de 15 ml, mélanger :
1 ml d'huile essentielle de cajuput, 1 ml d'HRH de cyprès toujours vert
1 ml d'HRH de géranium rosat
2 ml d'HRH de patchouli.
Compléter avec de l'huile végétale de millepertuis et appliquer quelques gouttes de cette lotion sur les hémorroïdes, 2 fois par jour pendant 7 jours. Déconseillé pendant la grossesse et en cas d'antécédents de cancer hormono-dépendant.

SOLUTION EXPRESS EN CAS DE CRISE HÉMORROÏDAIRE

On mise sur l'huile essentielle de lentisque plectancher, un excellent décongestionnant veineux. On en dilue 2 gouttes dans 1 cuillerée à café d'huile de calophylle et on applique 2 fois par jour autour de l'anus. Déconseillé durant les 3 premiers mois de grossesse.

LE CONSEIL EN +
En alternance avec les huiles essentielles, on peut appliquer sur les hémorroïdes du gel d'aloë vera pour favoriser la cicatrisation. En cas de fortes douleurs, on met à profit l'effet analgésique du froid en appliquant un glaçon.

by hémorroïdes.fr

LES HÉMORROÏDES EN 5 QUESTIONS

Si elles présentent un caractère bénin, elles provoquent douleurs, gênes ou saignements, des sources d'inconfort et d'inquiétudes. Philippe Godeberge, gastro-entérologue à Paris nous éclaire sur les questions récurrentes au sujet de la maladie hémorroïdaire.

Les hémorroïdes concernent aussi bien les hommes que les femmes. Selon l'Assurance maladie, cette maladie frappe plutôt les tranches d'âge comprises entre 40 et 65 ans. Si elles provoquent douleurs et inquiétudes, elles sont le plus souvent sans gravité.

Comment être sûr qu'il s'agit d'hémorroïdes ?
On ne peut jamais en être sûr. Dans le cas de douleurs au niveau de l'anus, d'apparition d'une boule ou de saignements, il s'agit assez probablement d'hémorroïdes. Mais il est difficile d'examiner soi-même, et d'ailleurs en se basant sur les symptômes on se trompe dans 30% des cas. Parfois, il s'agit en fait d'une fissure anale, d'un abcès ou d'une maladie inflammatoire.

Si les personnes jeunes courent peu de risque d'erreur, à partir de 50 ans environ, la prudence reste de mise. En effet le problème est de passer à côté d'un cancer. Il faut donc se méfier. En particulier si les manifestations sont récentes ou inhabituelles. Avoir eu des crises identiques au préalable peut effectivement être un indice rassurant, mais cela ne veut pas dire que l'hypothèse d'un cancer est exclue. "Certains patients arrivent en disant qu'ils n'ont pas de cancer car il n'y en a pas dans leur famille. Or ce n'est pas parce qu'il n'y a pas d'antécédents familiaux que la probabilité est à écarter explique le Dr Godeberge, gastro-entérologue à Paris. Il faut être très prudent sur les auto-diagnostic, et consulter en cas de doute.

Quelle est la différence entre hémorroïdes internes et externes ?
Les hémorroïdes internes se situent à l'intérieur du canal anal et sont recouverts de muqueuse. Elles sont indolores mais peuvent

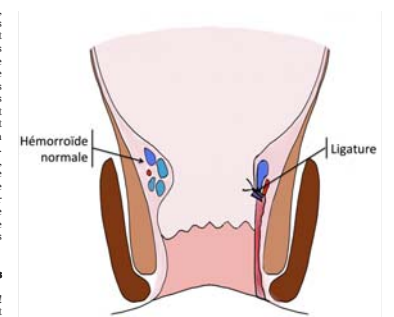
occasionner des saignements, surtout quand elles sont plus volumineuses et qu'elles ressortent au moment d'aller aux toilettes. Les externes se situent au bord de l'orifice anal. Normalement on ne sent pas et on ne voit pas les hémorroïdes car ce sont des structures normales. C'est l'ensemble des troubles qui peuvent se déclencher à ce niveau qu'on appelle maladie hémorroïdaire. Certains sont réguliers, chroniques, d'autres sont intermittents. Dans ce cas, on parle de crise hémorroïdaire. Au quotidien par abus de langage le terme d'hémorroïdes et de maladie hémorroïdaire sont utilisés indifféremment

Quelles sont les causes des hémorroïdes ?

Tout ce qui sollicite la région ! D'abord, la constipation. Elle peut provoquer ou aggraver la maladie, à force de pousser en allant à la selle. La diarrhée surtout chronique peut avoir les mêmes conséquences. La grossesse et l'accouchement déclenchent régulièrement des épisodes hémorroïdaires. Tout comme certaines activités physiques mal adaptées, avec un travail excessif des abdominaux. Enfin à noter que passer des heures aux toilettes en jouant sur son portable peut également favoriser l'apparition d'hémorroïdes.

Comment les soulager rapidement ?

Tout dépend des symptômes mais en cas de douleurs, on peut soulager des hémorroïdes grâce aux antalgiques comme le paracétamol. Si on est certain du diagnostic, des anti-inflammatoires non stéroïdiens peuvent être administrés sur une courte durée. Les crèmes ou les pommades n'ont



Jamais démontré une réelle efficacité.

On peut traiter le problème en amont en luttant contre la constipation avec des laxatifs ou de l'huile de paraffine. Mais en dosant soigneusement les prises pour ne pas provoquer de diarrhées. Les phlébotomes peuvent être intéressants pour les hémorroïdes internes. Ils agissent en augmentant la résistance de la paroi vasculaire. En terme d'hygiène alimentaire, il faut boire suffisamment d'eau au quotidien et privilégier les aliments riches en fibres : fruits, légumes, céréales complètes notamment. Enfin attention aux nombreux remèdes de grand-mère plus ou moins fantaisistes qu'on trouve sur internet. Aucune preuve scientifique n'a jusqu'à présent démontré leur efficacité.

Dans quels cas une chirurgie est nécessaire ?

La chirurgie est rarement nécessaire, et jamais obligatoire. La bonne décision résulte du souhait du patient et de ce que dit la science. Si les symptômes sont répétés, invalidants et gênent trop le quotidien, le médecin peut conseiller une intervention chirurgicale. Dans le cas contraire, l'intervention chirurgicale ne s'impose pas. Les techniques chirurgicales sont considérablement évoluées et se sont beaucoup simplifiées. Il faut éviter d'imaginer les opérations d'antan, lourdes et compliquées. Il faut toujours se poser la question de savoir si les crises hémorroïdaires sont trop insupportables à vivre ou pas. En fonction de ce critère la décision résultera d'une discussion entre médecin et patient.

QUAND ET COMMENT OPÉRER ?

Qu'est-ce que la ligature ?

Si elles ne sont pas trop importantes, il est possible de ligaturer le paquet d'hémorroïdes (nous avons tous 3 ou 4 paquets d'hémorroïdes) en posant un élastique à sa base pour le priver de sang. Cette intervention indolore se pratique sans anesthésie chez un proctologue. L'élastique tombe au bout de quelques jours, et la plaie guérit en une à deux semaines. L'hémorroïde remonte alors au-dessus du canal anal. S'il y a plusieurs paquets d'hémorroïdes, on effectue une autre ligature un mois plus tard. Dans 30% des cas, cela peut être douloureux pendant 24 à 48 heures, et si on ne traite pas la cause (constipation), on s'expose à des récurrences. Lorsque la gêne est due aux saignements, on préférera délivrer un courant infrarouge (photocoagulation) sur l'hémorroïde. Une à deux semaines plus tard, la croûte de la coagulation tombe et s'évacue spontanément. En détruisant les petits vaisseaux, on limite les saignements, mais ce n'est pas toujours efficace et plusieurs séances sont nécessaires.

Quelles techniques chirurgicales ?

Lorsque ces traitements ne suffisent pas (3 à 6 % des cas), que les hémorroïdes sont plus importantes ou qu'elles sortent de l'anus, il faut généralement avoir recours à des techniques plus invasives. Elles sont efficaces, mais impliquent des soins postopératoires et une reprise d'activité progressive. La première, l'anopectie circulaire (technique dite de Longo), consiste à « agraver » les artères qui nourrissent les hémorroïdes, après les avoir remontées dans le rectum pour leur maintenir en place à cet endroit. Elle se pratique sous anesthésie générale. L'opération nécessite un arrêt de travail d'une à trois semaines, une prescription d'antidouleur et d'anti-inflammatoires et rend les rapports anaux impossibles pendant un an. Autre solution : retirer totalement les hémorroïdes (hémorroïdectomie), la encore sous anesthésie générale. Les suites de cette intervention peuvent être douloureuses et un arrêt de travail de trois semaines s'impose.

COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES La CAfDHP fait face à de nombreux défis (présidente)

La présidente de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (CAfDHP), Imani Daud Aboud a affirmé, mardi à Alger, que son organe faisait face à de nombreux défis, à l'instar de la non-ratification de son protocole de création et la non application de ses arrêts.

S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue à l'occasion de l'ouverture de la 71e session ordinaire de la CAfDHP, qui se poursuit à Alger jusqu'au 4 décembre, Mme Imani a indiqué que la Cour, à l'instar d'autres organes et instances, est confrontée à de nombreux défis. "Il s'agit de la non exécution et application de ses arrêts. Une fois les jugements et les arrêts rendus, les Etats membres doivent les appliquer et parfois ils ne le font pas", a-t-elle dit.

Selon les statistiques, la présidente a précisé que jusqu'à ce jour, sur plus de 1200 arrêts rendus, seulement 7% ont été pleinement exé-

cutés tandis que 13% l'ont été partiellement, ajoutant "que certains Etats membres ne respectent pas leurs engagements".

Quant aux autres défis, Mme Imani a fait savoir que le protocole relatif à la création de la Cour africaine n'a été ratifié que par 34 Etats de l'Union africaine. Il s'agit également, poursuit la même responsable, "des ressources humaines et financières, en ce que nous avons obtenu un faible budget de la part de l'UA, ce qui nuira à notre travail".

Ainsi, la Cour ne pourra s'acquiescer efficacement de sa mission si son budget est insuffisant et les peuples

africains ne peuvent prendre connaissance de cette instance", a-t-elle dit. Pour sa part, la juge Chafika Bensaoula, membre de la Cour africaine, a appelé à soutenir cette instance judiciaire dont le siège est établi à Arusha en Tanzanie, car "c'est une institution régionale africaine instituée pour protéger le citoyen africain". Concernant l'agression sioniste barbare contre Gaza depuis le 7 octobre dernier, les participants à la conférence de presse se sont accordés à dire que les actions de l'entité sioniste "violent les droits de l'homme et les valeurs humaines".

TERRORISME EN AFRIQUE

L'UA profondément préoccupée par le financement continu des activités terroristes en Afrique

La Commission de l'Union africaine (UA) a exprimé mardi sa profonde préoccupation quant au financement continu des activités terroristes en Afrique. Cette déclaration a été faite par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA dans un communiqué publié à l'issue de sa dernière réunion sur la lutte antiterroriste en Afrique. "Le Conseil note avec une profonde préoccupation que le

financement des activités terroristes se poursuit de manière continue, avec en particulier des liens croissants entre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, comme le trafic de drogue, l'exploitation et le commerce illicites des ressources minérales et naturelles, ou encore les flux financiers illicites qui ont un impact débilissant sur l'économie nationale des Etats membres", in-

dique le communiqué. Il a en outre exprimé son inquiétude face à la menace croissante que la propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent fait peser sur la paix, la sécurité et la stabilité du continent, un phénomène qui sape les efforts de l'UA pour faire taire les armes en Afrique d'ici 2030. Il a déclaré que ces menaces à la paix et à la sécurité de l'Afrique interférait avec les efforts vi-

sant à réaliser le plan de développement de l'Agenda 2063 et les Objectifs de développement durable des Nations Unies. Le Conseil a également "condamné dans les termes les plus forts tous les actes de terrorisme et d'extrémisme violent commis sur le continent, par qui que ce soit et où que ce soit. Ces actes ne peuvent être justifiés quelles qu'en soient les circonstances".

HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS Une crise humanitaire inimaginable se déroule au Soudan

"Loin des regards du monde et des gros titres, le conflit au Soudan continue de faire rage. Dans tout le pays, une crise humanitaire inimaginable se déroule, alors que de plus en plus de personnes sont déplacées par les combats incessants", a déclaré mardi Dominique Hyde, directrice des relations extérieures du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), lors d'un point de presse à Genève. "La guerre qui a

éclaté sans avertissement a transformé des maisons soudanaises auparavant paisibles en cimetières", a déclaré Mme Hyde, qui vient d'entamer une mission de plusieurs jours au Soudan. Selon les chiffres du HCR, 4,5 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis le début du conflit en avril, tandis que 1,2 million ont fui vers les pays voisins. "Nous sommes très préoccupés par le fait qu'ils n'ont pas accès à la

nourriture, à un abri, à l'eau potable ou à d'autres produits de première nécessité", a-t-elle souligné, citée dans un communiqué de l'ONU. La situation sanitaire dans le pays est catastrophique. Rien qu'entre la mi-mai et la mi-septembre, plus de 1.200 enfants de moins de 5 ans sont morts dans l'Etat du Nil Blanc en raison d'une épidémie de rougeole combinée à des niveaux élevés de malnutrition, a-t-elle ajouté.

MALI

L'armée élimine "plusieurs" terroristes à Kidal après le départ de la MINUSMA

Les Forces armées maliennes (FAMA) ont identifié et éliminé "plusieurs" terroristes lors d'opérations sécuritaires dans le camp abandonné de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à Kidal (nord), a indiqué

mardi l'armée malienne dans un communiqué.

"Toutes les cibles ont été neutralisées et nous exhortons la population malienne à rester vigilante", a affirmé l'armée dans le texte. La MINUSMA avait mis fin mardi dernier à sa présence dans la région de

Kidal dans le cadre de son retrait progressif du Mali qui doit s'achever le 31 décembre prochain. Le départ de Kidal marque ainsi la fermeture de la huitième base de la MINUSMA sur un total de 13, dans le centre et le nord du Mali, ainsi qu'à Bamako, la capitale.

Depuis juillet, la mission onusienne a retiré du Mali près de 6.000 membres du personnel civil et en uniforme, dans le cadre de la résolution 2690 (2023) du Conseil de sécurité des Nations unies, suite à une demande du gouvernement malien de transition.

CAMEROUN

Le bilan d'une attaque de séparatistes s'alourdit à 25 morts

Le bilan de l'attaque d'un village lundi dans l'ouest du Cameroun s'est alourdi à 25 morts, a annoncé mardi le gouvernement qui en accuse des rebelles séparatistes anglophones en guerre contre l'armée depuis sept ans. Le drame avait eu lieu dans la nuit dans le village de Egbekaw, dans la région administrative du Sud-Ouest. Les autorités avaient annoncé lundi une vingtaine de morts. Le

bilan s'établit mardi à "25 morts" dont "19 hommes, cinq femmes et un enfant de 8 ans", a affirmé le ministre de la Communication dans un communiqué accusant "le groupuscule sécessionniste terroriste appelé Many Unity Warriors" d'avoir perpétré l'attaque. Les assaillants ont d'abord incendié "plusieurs maisons avant de tirer à bout portant sur des personnes qui tentaient d'échapper"

aux flammes. Depuis fin 2016, un conflit meurtrier oppose des groupes armés indépendantistes aux forces de sécurité - les deux camps étant accusés de crimes contre les civils par les ONG internationales et l'ONU - dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, peuplées principalement par la minorité anglophone de ce pays d'Afrique centrale majoritairement francophone.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Opération conjointe contre les rebelles

Les forces de maintien de la paix de l'ONU et les forces armées de la République démocratique du Congo (RDC) ont lancé une opération visant à sécuriser deux villes de l'est du pays contre les rebelles du M23, a annoncé mardi Stéphane Dujarric, porte-parole en chef du secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres. Selon le porte-parole, la mission de maintien de la paix, connue sous son acronyme français MONUSCO, a lancé mardi l'opération Springbok, dont le but est de "sécuriser les principales villes régionales de Goma et Saké".

Cette action fait suite aux affrontements en cours entre les membres du M23 et des groupes armés dans la province du Nord-Kivu, ainsi qu'aux avancées réalisées par le M23 vers Saké.

"Les casques bleus des Nations Unies et les forces armées congolaises patrouillent dans des zones clés pour protéger la population et empêcher toute nouvelle avancée du M23", a-t-il indiqué, précisant que "la mission a également établi des périmètres de sécurité à proximité de la base de Kitchanga pour aider à protéger les 25.000 personnes qui ont trouvé refuge dans cette base et pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire". L'est de la RDC, notamment le Nord-Kivu, est depuis longtemps victime de violentes attaques de la part de groupes rebelles comme le M23.

CENTRAFRIQUE

Trois personnes tuées dans une embuscade dans le nord-ouest du pays

Trois personnes dont deux gendarmes ont été tuées dans une embuscade tendue mardi dans le nord-ouest de la République centrafricaine, selon des sources locales concordantes.

Un capitaine de la gendarmerie nationale, un de ses membres, ainsi qu'un adolescent, ont été tués dans une embuscade dressée par des hommes armés assimilés aux éléments des 3R (Retour, Réclamation et Réhabilitation) à 15km de Boaro, une ville dans la préfecture de Nana-Mambéré, au nord-ouest du pays.

Les trois personnes quittaient en voiture la ville de Berberati pour se rendre à Bangui, la capitale centrafricaine. Elles sont tombées dans l'embuscade des hommes armés qui ont aussitôt tiré sur leur voiture, près de la ville de Baoro, a indiqué Fred Yongoro, chef de groupe de Baoro. Cette attaque meurtrière intervient après l'enlèvement, il y a quelques jours, d'un membre de la gendarmerie nationale par des hommes armés dans cette même région considérée comme zone rouge à cause des attaques répétées des forces non conventionnelles.

KENYA

Une croissance économique de 5,5% prévue en 2023

L'économie kényane devrait connaître une croissance de 5,5% en 2023 contre 4,8% en 2022, a déclaré mardi une responsable de la Banque centrale du Kenya. La croissance serait portée par "un rebond" dans les secteurs de l'agriculture et des services ainsi que par les mesures prises par le gouvernement pour dynamiser le secteur industriel, a indiqué Susan Koech, gouverneur adjointe de la Banque centrale, lors d'un forum dans la capitale Nairobi.

"Le gouvernement a mis en place des mesures politiques qui continuent d'apporter une base solide à la stabilité macroéconomique et à la croissance à long terme", a fait savoir Mme Koech au Forum 2024 sur les perspectives macroéconomiques du pays. Mme Koech a noté que l'économie de ce pays d'Afrique de l'Est devrait progresser de 6% en 2024 car le Kenya dispose d'une économie diversifiée qui est capable de supporter de multiples chocs. Elle a révélé que les performances économiques du pays étaient aussi soutenues par ses exportations, qui sont dominées par les cultures agricoles telles que les fleurs fraîches, le thé et le café. Selon la gouverneure adjointe, le secteur kényan de s'exportations restera "florissant" parce qu'environ 40% des exportations du Kenya sont consommées par le continent africain, alors que celui-ci met actuellement en oeuvre la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Elle a ajouté que le secteur privé, dominé par les petites et moyennes entreprises, était également devenu un acteur majeur de la croissance économique.

AGRESSION SIONISTE CONTRE LES PALESTINIENS 10.468 martyrs et plus de 27.000 blessés (nouveau bilan)

Un total de 10.468 Palestiniens sont tombés en martyrs et plus de 27.000 autres ont été blessés depuis le début de l'agression sioniste contre Gaza et la Cisjordanie occupée, a annoncé mardi le ministère palestinien de la Santé.

Ce bilan est toujours provisoire, au vu de la poursuite de l'agression sioniste qui en est à son 32e jour et des corps de martyrs toujours ense-

velés sous les décombres. En outre, quelque 70% des habitants de la bande de Gaza ont été forcés de quitter leurs maisons en raison de

l'agression sioniste continue contre l'enclave palestinienne, selon les autorités palestiniennes.

LIBAN

Raids des forces sionistes sur des villages et des villes du sud

Plusieurs villages du sud du Liban ont été bombardés mardi soir, par des avions de guerre des forces sionistes, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Les avions d'occupation sioniste ont lancé des raids sur la région de Chebaa, les villes de Yater et Kafra, ainsi que les environs des villes de Naqoura, Alma al-

Shaab, la plaine de Marjayoun et Khiam, a précisé la même source.

L'artillerie de l'occupant sioniste a également bombardé Ramya, Aita al-Shaab et une maison dans la bourgade de Kafra.

Dimanche dernier, le ministre libanais de l'Environnement, Nasser Yassin, a affirmé que 462 hectares de terres agri-

coles et forestières avaient été incendiées par un "obus au phosphore", lancé par l'entité sioniste, indiquant que son pays porterait plainte auprès des Nations unies.

"462 hectares ont été brûlés par les obus et les armes au phosphore de l'ennemi (sioniste) dans les villes du sud du Liban", a indiqué M.Yassine, dans

un message sur son compte sur la plateforme "X". Le ministre libanais de l'Environnement a fait savoir que le Liban "présentera une plainte documentée" aux Nations unies et au Conseil de sécurité de l'ONU contre la politique de la terre brûlée et l'utilisation du phosphore par l'ennemi sioniste.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU Débats annuels sur le Conseil des droits de l'homme et la Cour internationale de Justice

L'Assemblée générale des Nations Unies a achevé mardi les débats consacrés aux rapports du Conseil des droits de l'homme (CDH) et de la Cour internationale de Justice (CIJ), entamés fin octobre. Le représentant permanent de l'Etat de Palestine auprès des Nations unies, Riyad Mansour, a regretté, lors de ces travaux, que l'ordre international fondé sur le droit ne réponde pas aux attentes du peuple palestinien. "L'heure est venue de défendre les droits de tous les peuples sans exception" a-t-il martelé. M. Riyad Mansour a rappelé que la création de la CIJ constituait un jalon dans l'histoire de l'humanité, car c'est une cour mondiale "qui donne un sens à la promesse des Nations Unies de faire prévaloir le droit sur la force". Il a expliqué que

l'Assemblée générale avait décidé de saisir la Cour à un moment critique pour lui demander son avis sur les aspects juridiques de la question de Palestine, rappelant que le peuple palestinien avait été "dépossédé, déplacé, et privé de ses droits depuis 1948". Le représentant permanent de l'Etat de Palestine a témoigné de "l'assaut inhumain" contre le peuple palestinien de Gaza, indiquant que nulle part ailleurs dans le monde, autant de familles, d'enfants, de journalistes et de travailleurs humanitaires des Nations Unies n'avaient été tués "en si peu de temps".

Evoquant l'avis consultatif demandé à la Cour par l'Assemblée générale sur les conséquences juridiques de la violation par l'entité sioniste des normes du droit inter-

national, il a noté que plus de 58 Etats et organisations internationales avaient présenté des observations et souligné qu'il revenait à la communauté internationale de mettre fin à l'occupation illégale des terres palestiniennes par l'entité sioniste. Riyad Mansour a en outre rappelé la position de principe adoptée par l'Assemblée sur Gaza, exigeant une trêve humanitaire et le respect du droit international, y compris le droit international humanitaire.

Ces appels doivent être entendus, a-t-il conclu, en affirmant que si le monde avait "manqué à ses devoirs envers tous ceux qui ont été tués ou traumatisés", il pouvait encore et devait "sauver des vies". L'Assemblée générale de l'ONU reprendra ses travaux mercredi 8 novembre.

AFGHANISTAN

Sept morts dans l'explosion d'un bus à Kaboul

Sept personnes ont été tuées mardi soir dans l'explosion d'un bus dans un quartier de l'ouest de Kaboul, a annoncé la police afghane. "Une explosion a eu lieu à bord d'un bus qui transportait des civils dans

le quartier de Dasht-e-Barchi, sept de nos compatriotes sont morts en martyrs et 20 autres ont été blessés", a annoncé un porte-parole de la police, Khaled Zadran, sur X (anciennement Twitter). Le

quartier de Dasht-e-Barchi est majoritairement peuplé par la communauté hazara. Cette minorité est souvent la cible d'attentats du groupe terroriste Daech en Afghanistan. L'explosion avait ravagé un club

de sport situé en hauteur dans le centre commercial, soufflant toutes les cloisons de l'espace, brisant les vitres et causant des dégâts dans tout le pâté de maisons.

INDONÉSIE

Le chef de la Cour constitutionnelle démis pour violation du code d'éthique

Le chef de la Cour constitutionnelle indonésienne a été démis de ses fonctions mardi pour violation du code d'éthique dans le cadre d'une décision autorisant le fils du chef de l'Etat à se présenter à la vice-présidence.

Le juge en chef de la Cour constitutionnelle, Anwar Usman, qui est le beau-frère du président indonésien Joko Widodo, a été reconnu coupable de "violation flagrante" du code d'éthique de l'institution après la décision, à la majorité de 5 voix contre 4, de modifier les règles relatives à la candidature à la présidence et à la vice-présidence de l'Etat.

Cette décision, rendue quelques

mois seulement avant les élections générales, a ouvert la voie à la candidature du fils aimé de Widodo, Gibran Rakabuming Raka, à la vice-présidence, associé à l'actuel ministre de la Défense Prabowo Subianto, un probable futur candidat à la présidence lors du scrutin prévu le 14 février prochain.

Le panel composé de trois magistrats a fait valoir qu'en ne s'étant pas "récusé du processus d'examen et de prise de décision", M. Usman avait violé le "principe de neutralité du code d'éthique du juge". M. Usman a été démis de son poste de juge en chef de la Cour constitutionnelle mais conserve néanmoins son poste de juge.

M. Usman ne pourra plus se présenter lui-même ou être nommé par d'autres juges pour présider cette institution jusqu'à la fin de son mandat. Il doit également se récuser de trancher les différends portant sur les résultats des élections. Le nouveau juge en chef sera élu par les neuf membres de la Cour constitutionnelle dans les deux prochains jours.

Le choix de Gibran Rakabuming Raka, 36 ans, actuellement maire de la ville de Surakarta, comme candidat à la vice-présidence pour le scrutin de février a suscité des critiques en Indonésie selon lesquelles l'actuel chef de l'Etat tente de créer une dynastie politique.

ALLEMAGNE

L Afd mis sous surveillance policière "systématique" en Saxe-Anhalt

Les services de sécurité allemands vont pouvoir mettre "sous surveillance systématique" les activités et membres du parti d'extrême-droite en Saxe-Anhalt, dans l'ex-RDA, ont déclaré mardi les autorités locales, soulignant une "radicalisation" du parti depuis la pandémie.

Le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) du land "défend des positions anticonstitutionnelles et s'est tellement radicalisé depuis la pandémie de coronavirus qu'une surveillance systématique avec l'utilisation des moyens de renseignement est justifiée", a déclaré Jochem Hollmann, chef des services de sécurité locaux.

Ses services sont notamment désormais autorisés à enregistrer sans restrictions "des données à caractère personnel" dans le but de "collecter des informations sur les activités extrémistes" de la formation, précise-t-il dans un communiqué.

Le parti avait été mis en observation en 2021 et les éléments recueillis depuis ont conduit à un résultat "sans équivoque": le parti viole à la fois "le principe de la dignité humaine, le principe démocratique et le principe de l'Etat de droit".

Cela se traduit dans de nombreuses déclarations de ses responsables ou élus reflétant des aspirations visant à nuire à l'ordre démocratique et véhiculant une "idéologie raciste". Les services de sécurité ont notamment noté de nombreuses déclarations hostiles aux migrants de confession musulmane et autres.

La Saxe-Anhalt est le deuxième Land où l'Afd est placé sous surveillance systématique, après la Thuringe, également issue de l'ex-RDA communiste.

Dans une autre région de l'est, le Brandebourg, autour de Berlin, l'organisation des jeunes de l'Afd est également classée dans la même catégorie.

Les mises sous surveillance rapprochée n'ont pas jusqu'ici eu d'impact sur la grande popularité de l'Afd dans ces régions qui sont de véritables bastions.

A niveau national, l'Afd a profité ces derniers mois de l'insécurité de la population résultant d'un nouvel afflux de migrants dans le pays et des bisbilles permanentes entre les trois partis de la coalition de centre gauche d'Olaf Scholz.

Il est désormais installé en deuxième position dans les intentions de votes (autour de 21%) derrière les conservateurs. Il compte sur les élections régionales l'an prochain en Thuringe, Brandebourg et en Saxe pour concrétiser sa percée.

PORTUGAL

Le chef de l'Etat annonce avoir accepté la démission d'Antonio Costa

Le chef de l'Etat portugais, Marcelo Rebelo de Sousa, a annoncé mardi avoir accepté la démission du Premier ministre Antonio Costa, élaboussé par une affaire de corruption. "Suite à la démission du Premier ministre, qu'il a acceptée, le président de la République a décidé de convoquer les partis politiques représentés à l'Assemblée" mercredi et "le Conseil d'Etat" jeudi, indique un communiqué diffusé par la présidence portugaise.

Avant de pouvoir dissoudre le Parlement et convoquer des élections anticipées, décision lui revenant, le chef de l'Etat portugais doit, selon la Constitution, entendre au préalable les représentants des partis élus au Parlement puis réunir le conseil d'Etat, où siègent les plus hauts responsables politiques, les anciens présidents et d'autres personnalités notables qu'il a lui-même nommées.

"Le Président de la République s'adressera à la nation immédiatement après la réunion du Conseil d'Etat", ajoute le communiqué de la présidence portugaise. Eclaboussé par une affaire de corruption ayant conduit mardi à la perquisition de sa résidence officielle et à l'inculpation de l'un de ses ministres et de son chef de cabinet, Antonio Costa, au pouvoir depuis 2015, a annoncé avoir présenté sa démission.

"Les fonctions de Premier ministre ne sont pas compatibles avec un quelconque soupçon portant sur mon intégrité", a-t-il dit, devant la presse. Le scandale l'ayant poussé à la démission porte, selon le parquet, sur des soupçons de "malversation, corruption active et passive de titulaires de fonctions politiques et trafic d'influence" dans le cadre de l'attribution de licences d'exploration de lithium et de production d'hydrogène.

APS

PROJET DE LOI SUR LA PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE

Les députés plaident pour l'amélioration des conditions socio-professionnelles des journalistes

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont salué, mardi, les dispositions prévues par le projet de loi sur la presse écrite et électronique, appelant à l'amélioration des conditions socio-professionnelles des journalistes.

Intervenant lors d'une session plénière consacrée au débat dudit projet de loi, en présence de la ministre des relations avec le Parlement, Basma Azouar, le député du Mouvement El Bina, M'hamed Touil a mis en avant l'importance des médias dans "la lutte contre les intox, et pour refléter la véritable image de notre pays", appelant à "l'accélération de l'adoption d'une loi sur la publicité, en vue de compléter le cadre législatif inhérent au secteur".

De son côté, le député du Rassemblement national démocratique (RND), Halim Bencherif, a estimé que "le professionnalisme dans le domaine médiatique requiert un environnement socioprofessionnel adéquat et fermé aux intrus", proposant de "fixer le coût de la publicité accordée à chaque média, à même de garantir l'équité de l'aide et le professionnalisme en termes de performances".

Le député Mounir Bouden du même parti a, quant à lui, exprimé son vœu de "voir se concrétiser sur le terrain, les dispositions du projet de loi afin d'édifier des institutions médiatiques fortes, conformément aux démarches du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Il a, également, proposé de modifier l'article 9 relatif à l'expérience du Directeur de publi-

cation et de réduire la durée à 10 ans, appelant à instaurer un salaire minimum garanti et à interdire le recrutement de journalistes sans salaire.

Le député Benhamouda Mohamed Yazid (Indépendants), a indiqué que le journalisme à l'ère de la mondialisation "exige une plus grande responsabilité dans le traitement de l'information", soulignant l'importance de "tenir compte des conditions sociales du journaliste, afin qu'il puisse accomplir ses missions comme il se doit et le protéger de tout risque".

Le député du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Affif Ablila, a appelé à "garantir un environnement professionnel et social au journaliste, qui lui permette de faire preuve d'intégrité et de professionnalisme", et "actualiser la loi sur la publicité afin qu'elle soit conforme aux exigences du secteur".

Pour sa part, le député des dépendants, Rachid Bouameri, a appelé à "libérer les médias de l'emprise de l'argent et accorder d'importantes prérogatives à l'Autorité de régulation de la presse écrite, tout en offrant une protection plus grande au journaliste et en réexaminant ses conditions socio-professionnelles".

Dans le même contexte, le député Zine Rachid (MSP) a souligné que "la défense de l'Algérie et de ses intérêts exige un

journalisme fort et professionnel", demandant à "fournir toutes les conditions pour le développement du journalisme au niveau national et l'amélioration de ses performances".

Le travail des journalistes en Palestine a également été salué par les députés qui ont rendu hommage à leur courage et à leur efforts dans la diffusion de la vérité sur les massacres perpétrés par l'entité sioniste contre les innocents à Gaza, outre le décès en martyrs de nombreux journalistes pour la juste cause palestinienne.

Les députés ont également salué la position de l'Algérie, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans son soutien au peuple palestinien et la promotion de sa cause dans les fora internationaux.

De son côté, la Commission de la Culture, de la Communication et du Tourisme de l'APN a approuvé, dans son rapport préliminaire sur le projet de loi, nombre de modifications qui ont touché de nombreuses dispositions, dont l'article 9 relatif à l'expérience requises du Directeur de publication, dont la durée a été proposée à 10 ans au lieu de 15 ans, afin d'ouvrir la voie aux jeunes pour occuper des postes de responsabilité dans la presse écrite et de se baser sur les critères de compétence et de rendement, plutôt que l'ancienneté.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Hommage à Abdelkader Bendamèche

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a présidé, mardi à Alger, l'hommage rendue au chercheur en patrimoine populaire, Abdelkader Bendamèche, pour son rôle dans la préservation du patrimoine artistique algérien, indique un communiqué du ministère.

Lors de cet hommage, qui intervient "au terme des missions administratives" de Bendamèche à la tête de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), Mme Mouloudji a salué les efforts du chercheur "au service du patrimoine et de la poésie populaire en Algérie, des décennies durant", l'appelant à "continuer d'œuvrer pour la préservation du patrimoine à travers ses recherches et ses publications, pour mettre en valeur notre patrimoine et enrichir la bibliothèque algérienne".

M. Bendamèche est l'un des éminents chercheurs s'intéressant au domaine artistique musical, au patrimoine populaire et à la poésie malhoun en Algérie. Il a débuté sa carrière en tant qu'artiste-interprète avant de devenir journaliste à la Radio et à la Télévision spécialisée dans le patrimoine culturel et musical.

Après l'obtention de son diplôme de l'Ecole nationale d'administration (ENA) en 1983, l'artiste rejoint le ministère de la Culture. L'artiste compte à son actif plus d'une trentaine d'ouvrages en langues arabe et française, dont "Florilège, ou l'œuvre réunie d'El Boudali Safir", "Cheikh Amar Ezzahi, ou l'éclat juvénile de la chanson chaâbi", "El Meqnine Ezzine, ou le cri de cheikh Mohamed Badji", "El Hadj M'rizak, ou l'autre école du chaâbi" et "Les grandes figures de l'art musical algérien".

Dans une déclaration à l'APS, M. Bendamèche a exprimé "sa joie et sa reconnaissance pour ce geste de la ministre", précisant que "c'est à présent une tradition perpétuée par le ministère pour la valorisation des efforts des artistes et créateurs dans divers domaines artistiques".

Il a fait savoir qu'il "poursuivra son parcours artistique dans la promotion du patrimoine populaire algérien pour sa préservation pour les générations futures, en tant qu'élément de l'identité nationale".

M. Bendamèche a occupé plusieurs postes durant sa carrière professionnelle, dont la présidence du Conseil national des arts et des lettres (CNAL), avant d'être nommé à la tête de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel.

ADRAR

"Taghridet Touatia", de Abdelkader Medjbari, nouvelle publication mettant en valeur le patrimoine culturel local

La scène culturelle de la wilaya d'Adrar s'est enrichie par l'édition d'un nouvel ouvrage littéraire "Taghridet Touatia", signé par l'auteur Abdelkader Medjbari, mettant en valeur divers volets du patrimoine culturel populaire de la région du Touat, wilaya d'Adrar, a-t-on appris mardi de l'auteur.

Venu étoffer également le paysage culturel national, cet ouvrage tend à s'approprier au travers des récits narratifs d'un patrimoine immatériel, dont des échantillons de discours et modèles de communication et d'échanges ambiant depuis de longues ères parmi la population de la région du Touat.

Ce recueil de nouvelles, composé de 175 pages, traite, d'une manière littéraire interactive, des récits réels et imaginaires à l'effet de consigner le vécu de l'auteur et d'archiver les personnalités indispensables s'étant distinguées de leurs fonctions sociales parmi la société Touatite, à l'instar du Taleb, muezzin, Kiyale (peseur), le circonciseur et d'autres personnages au premier rang de la société.

Nombreux aspects sociaux ont été inclus à ces nouvelles, dont le regroupement des grands-pères au patio de la mosquée, enveloppés dans leurs burnous, à l'attente à l'appel de la prière, débattant des questions liées aux foggaras, et d'autres fables, agrémentées de verre de thé, liées à la colombiculture et d'autres activités sociales.

L'auteur a, à ce titre, rappelé les charmantes histoires "El-Hadj El-Bahi" qui, bien qu'elles soient largement reproduites, demeurent captivantes et appréciées.

M. Medjbari a souligné, à ce titre, que ces récits, décrivant les haltes du quotidien, bon et mal, partagé par les membres de la communauté Touatite, renseignent sur les valeurs suprêmes, l'espoir et la bonne foi sévissant dans cette communauté.

Cet ouvrage n'a pas manqué de remémorer, d'un style consistant, d'autres volets du bon vieux temps du Touat, dont les rencontres conviviales des familles, "histoires Taouatie", "préparation de mets aux braises", "eau de la foggara", "ère du quinquet", et "l'enfant du Sud".

Exposé au salon international du livre d'Alger, SILA édition 2023, ce livre a suscité l'intérêt de nombreux lecteurs venus s'abreuver du patrimoine culturel adrari et de s'initier aux us et modes de vie du territoire Touat.

APS

TLEMCCEN

Les contributions de Rachid Benmalek dans le développement de la sémiotique revisitée (Rencontre)

Les participants à une rencontre sur "les réalisations scientifiques de Rachid Benmalek et leurs implications académiques, organisée mardi à Tlemcen, ont mis en exergue les contributions intellectuelles de cet écrivain au développement de la sémiotique en Algérie.

Le spécialiste de la culture populaire et de l'approche sémiotique, Abdelhamid Bourayou, de l'Université d'Alger 2, a affirmé que Rachid Benmalek a joué un rôle fondamental dans le développement de l'approche sémiotique en Algérie et dans la culture arabe, de par son intérêt pour la terminologie et la traduction de la langue française vers la langue arabe, avec précision.

Pour sa part, Pr Abdelali Bachir de l'Université Aboubekr-Belkaid de Tlemcen, a souligné que Rachid Benmalek a "amplement" contribué, à travers ses ouvrages dans le domaine de la sémiotique, à simplifier le langage pour les étudiants et les lecteurs, grâce à ses connaissances précises.

La traduction de la terminologie, notamment dans son ouvrage "Sémiotique narrative" est considéré comme l'un des plus importants ouvrages ayant instauré la sémiotique en Algérie, sachant que ses écrits ont été bien accueillis par les étudiants, surtout après la programmation de modules de sémiotique à l'Université algérienne, selon le même intervenant.

Intervenant à son tour, Rachid Benmalek a évoqué sa carrière d'écrivain et ses 16 livres, qui s'étalent sur un quart de siècle, annonçant qu'à partir de mars prochain, il éditera trois nouveaux livres.

Cette rencontre, à laquelle ont participé de nombreux universitaires et étudiants, a également vu la présentation des diplômes que l'écrivain a obtenus dans des universités internationales et ses différents ouvrages, qui oscillent entre traduction, réception et enracinement de l'approche sémiotique et du terme narratif dans le discours critique arabe, comme "La sémiotique narrative", "Le dictionnaire rationalisé des théories du langage", "Le projet sémiotologique dans les études arabes" et "Les enjeux sémiotiques".

L'écrivain et critique Rachid Benmalek, né en 1956 à Tlemcen, est diplômé de l'Université de Tlemcen, en 1981, avec une licence en littérature arabe, avant de poursuivre ses études supérieures à l'Université de Paris (France) où il obtient, en 1982, un Diplôme des études approfondies en méthodologie, puis un doctorat en littérature algérienne, en 1984.

Il rentra au pays et s'y installa et obtient, en 1995, avec la mention "très honorable", un doctorat d'Etat en sémiotique à l'Université de Tlemcen.

Il a occupé le poste de Professeur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique à l'Université Aboubekr-Belkaid de Tlemcen et Directeur du Centre de recherche scientifique et technique pour le développement de la langue arabe, outre sa participation aux forums nationaux et internationaux, en plus de son activité dans le domaine de la traduction et des cellules de recherche internationales.

ESPACE

Le télescope spatial européen Euclid dévoile ses premières images de l'Univers

Le télescope spatial européen Euclid a publié mardi ses premières images, révélant une éblouissante nébuleuse ressemblant à une tête de cheval, des galaxies lointaines jamais vues auparavant et même des "preuves indirectes" de l'existence de l'insaisissable matière noire.

Euclid avait décollé en juillet pour la première mission mondiale visant à étudier les mystères cosmiques de la matière noire et de l'énergie sombre.

Il accomplit sa tâche en cartographiant un tiers du ciel - englobant deux milliards de galaxies - pour créer ce qui a été présenté comme la carte en 3D la plus précise de l'Univers.

Après avoir rejoint un autre télescope spatial, le James Webb, à un point d'observation situé à quelque 1,5 million de

kilomètres de la Terre, la sonde européenne a commencé à envoyer ses premières observations, révélées mardi depuis le Centre européen des opérations spatiales à Darmstadt en Allemagne.

Des images "stupéfiantes et inspirantes qui nous rappellent pourquoi il est essentiel d'aller dans l'espace pour en apprendre davantage sur les mystères de l'Univers", a déclaré Josef Aschbacher, chef de l'Agence spatiale européenne

(ESA), dans un communiqué. Parmi ces clichés, une image de la nébuleuse de la Tête de cheval, au sein de la proche constellation d'Orion, des galaxies spirales, d'autres "irrégulières"...

Pour René Laureijs, responsable scientifique du projet, l'image la plus "excitante" est celle de l'amas de Persée, un ensemble lointain de plus d'un millier de galaxies.

Car à l'arrière-plan se cachent plus de 100.000 galaxies supplémentaires, dont

certaines situées à 10 milliards d'années-lumière et jamais observées.

La particularité d'Euclid est de posséder un large champ de vision "jamais vu dans l'histoire de l'astronomie", là où le James Webb "regarde le ciel à travers le chas d'une aiguille" afin notamment d'explorer les premiers âges de l'Univers, a expliqué à l'AFP Jean-Charles Cuillandre, astronome et physicien au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), membre du consortium Euclid.

AUSTRALIE

10 millions de personnes sans téléphone ni internet après une panne

Plus de 10 millions d'Australiens ont été privés d'internet et des services téléphoniques mercredi après que des pannes inexplicables ont frappé l'une des plus grandes entreprises de télécommunications du pays.

L'opérateur téléphonique Optus a déclaré qu'il se démenait pour localiser et réparer les pannes, qui ont mis à mal les systèmes de paiement électronique et perturbé les lignes téléphoniques des services d'urgence.

"Rien n'indique" que la panne soit le résultat d'un piratage ou d'une cyberattaque, a

indiqué Kelly Bayer Rosmarin, directrice générale de la société, à la chaîne nationale ABC.

"Notre équipe continue d'explorer toutes les pistes possibles.

Nous avons un certain nombre d'hypothèses et chacune d'entre elles, que nous avons testée et pour laquelle nous avons mis en place de nouvelles actions, n'a pas permis de résoudre le problème fondamental", a expliqué Mme Bayer Rosmarin.

"Lorsque nous aurons identifié la cause première et un délai de rétablissement, nous

informerons tout le monde dès que possible", a-t-elle ajouté.

Le gouvernement australien a déclaré que les téléphones mobiles et fixes ainsi que l'internet haut débit avaient été touchés.

Optus, le deuxième fournisseur de téléphonie et d'accès à internet d'Australie, a précisé avoir identifié la panne vers 4h05 locales.

Plus de sept heures plus tard, des problèmes généralisés affectaient encore le réseau.

Des dizaines d'hôpitoux n'ont pas pu recevoir d'appels téléphoniques, et les téléphones

fixes du réseau Optus n'ont pas pu joindre les services d'urgence.

Le service d'assistance téléphonique antipoison de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud (sud-est) a également dit être touché.

Les heures de pointe ont été chaotiques dans la ville de Melbourne après qu'une "panne de communication" a perturbé les services ferroviaires, selon la société gestionnaire Metro Trains Melbourne.

"Nos équipes s'efforcent de rétablir les services dès que possible", a déclaré un porte-

parole de la société Optus dans un communiqué antérieur.

"Optus présente ses excuses les plus sincères à ses clients".

La ministre australienne des Communications, Michelle Rowland, a déclaré que la panne d'Optus avait été causée par une "défaillance profonde" dans une partie "fondamentale" du réseau de l'entreprise.

Ces pannes surviennent un peu plus d'un an après le vol des données personnelles de plus de neuf millions de clients d'Optus lors d'une cyberattaque.

APS

PUBLICITÉ



ESCRIME/COUPE DU MONDE 2023 (SABRE MESSIEURS ET DAMES)/ALGÉRIE "Nous aspirons à récolter le maximum de points" (entraîneur)

L'entraîneur en chef de la sélection algérienne d'escrime (messieurs et dames), Zahra Guamir, a affirmé que les athlètes algériens participant à l'étape d'Alger de la Coupe du monde 2023 de Sabre (9-12 novembre) à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, "ambitionnaient de récolter d'avantage de points en vue d'une qualification aux Jeux olympiques 2024 de Paris", avec une option supplémentaire pour le duo Saoussene Boudiaf et Zahra Kahli qui auront à cœur de monter sur le podium.

" Nous plaçons toute notre confiance dans les athlètes sélectionnés pour représenter l'Algérie à cette étape mondiale de sabre pour qu'ils puissent récolter le maximum de points en vue d'une qualification aux Jeux olympiques de Paris, notamment ceux qui s'entraînent à l'étranger à l'instar de Saoussene Boudiaf et Zahra Kahli qui ont bénéficié d'une bourse et qui auront à cœur de monter sur le podium.", a déclaré à l'APS Zahra Guamir, en marge de la conférence de presse animée mardi à Alger.

Quelque 340 escrimeurs dont 155 dames représentant 45 pays prendront part à l'étape d'Alger de la Coupe du monde 2023 de Sabre, prévue du 9 au 12 novembre à La Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, alors que l'Algérie sera représentée par 22 athlètes dont 11 dames. "Les athlètes algériens auront toutes leurs chances pour atteindre le tableau 64 au minimum, une manière de récolter des points supplémentaire dans le calcul final de la qualification aux JO 2024 de Paris. L'escrimeur Zakaria Bouncheda qui fait partie de la catégorie des juniors

pourra réaliser des résultats positifs au même titre que ses coéquipiers Akrem Bounabi, Izem et Saad Youcef.", a-t-elle ajouté.

Pour rappel, les escrimeuses Saoussene Boudiaf, Zahra Kahli, Kaouther Mohamed-Belekbir et Abik Bounekb (par équipes) ont validé leur billet aux JO 2024 de Paris.

Saoussene Boudiaf est très proche d'une qualification aux JO de Paris

En individuel, l'escrimeuse Saoussene Boudiaf est très proche d'une qualification aux Jeux olympiques 2024 de Paris grâce à sa médaille d'or décrochée, en juin dernier au Caire, lors des championnats d'Afrique 2023 en Egypte, la seule obtenue par l'Algérie qui avait terminé le tournoi en 2e position au classement général, avec un total de 9 consécration (1 or, 4 argent et autant en bronze), derrière le pays hôte, avec 21 m éailles (10 or, 5 argent et 6 bronze).

Concernant le programme de préparation tracé par les staffs techniques en vue de l'étape d'Alger, l'entraîneur en chef de la sé-



lection algérienne d'escrime s'est dite "satisfaisante avec une participation des athlètes à un tournoi en Turquie et dès leur retour sont entés en stage à Alger", soulignant que "le niveau technique des joutes d'Alger sera sans doute très relevé en présence des sélections chevronnées, à l'image de l'Italie, des États-Unis et de l'Espagne".

Lors de l'étape d'Alger de la Coupe du monde 2023 de Sabre,

l'escrimeur qui atteint le tableau des 64 récoltera deux points, le tableau des 32 (4 points), le tableau des 16 (8 points), alors que le vainqueur de la médaille d'or totalisera 32 points, selon les organisateurs. Les épreuves individuelles (messieurs et dames) auront lieu du 9 au 11 novembre, alors que la quatrième et dernière journée sera consacrée aux épreuves par équipes (du 7h30 au 17h00), selon le pro-

gramme de la compétition établi par les organisateurs. Pour le bon déroulement de la compétition, l'instance internationale a désigné un bureau technique composé de 33 membres et 20 juges internationaux diplômés du Master en arbitrage.

L'Algérie avait organisé du 10 au 13 novembre 2022 à la salle Harcha-Hacène d'Alger un e étape de la coupe du monde de Sabre (messieurs et dames).

BASKET-BALL/NATIONAL 1 (MESSIEURS)

Le CS Tlemcen affiche ses ambitions pour sa première saison au second palier

Promu cette saison en championnat de Nationale 1 de basketball (messieurs), une année après sa création, le Club sportif de Tlemcen table sur une deuxième accession de suite, a indiqué, mercredi, son président Amine Merzoug.

"Nous abordons le nouvel exercice avec de grosses ambitions. Notre objectif est de signer une deuxième accession de rang. Ce sera un véritable exploit pour notre club créé en août 2023", a déclaré le premier responsable du CST à l'APS.

Lors du championnat de National 1, dont le coup d'envoi sera donné vendredi prochain, la formation des "Zianides" évoluera dans le groupe Centre-ouest, un groupe que le même dirigeant a qualifié d'"équilibré". "J'estime que toutes les équipes qui forment notre groupe partent à chances égales. Notre objectif premier sera de terminer la première phase du championnat à la première ou la deuxième place pour avoir accès au Play-off qui regrouperont les deux premiers de chacune des deux poules avec comme enjeu deux billets pour l'Excellence", a encore précisé Amine Merzoug.

Pour réaliser cet objectif, le CST a commen cé tôt sa préparation d'intersaison, puisque cette équipe a bouclé cette semaine près de deux mois et demi de travail intense, selon son président, ajoutant qu'il était "temps pour que la compétition officielle démarre enfin". Côté effectif, ce club est parvenu à recruter quelques nouveaux joueurs, notamment trois basketteurs venus du CR Beni Saf, pensionnaire de l'Excellence, tout en gardant l'ossature de l'effectif qui a composé son billet pour le deuxième palier, a encore souligné le même responsable.

Ce dernier s'est dit, en outre, "réjoui" de la récente visite du président de la Fédération de basket-ball (FABB), Djamel Bouarifi, à Tlemcen pour féliciter son équipe après son accession et œuvrer avec les autorités locales pour aider l'équipe sur le plan financier. "Une démarche tombée à point nommé au vu des difficultés énormes auxquelles on fait face sur le plan financier, sachant que notre club comptabilise pas moins de 300 joueurs et joueuses, toutes catégories confondues", a-t-il fait savoir. Par ailleurs, le président du CST a indiqué que le patron de la FABB a proposé, au cours de sa visite à Tlemcen, la création d'une Ligue de wilaya de la discipline, dans le cadre de la relance de cette discipline dans la ville des "Zianides" après plusieurs années de disette.

D'ailleurs, seulement quatre équipes de la wilaya de Tlemcen actives dans les différents championnats de basket-ball, "alors que cette discipline était très pratiquée dans notre wilaya par le passé", a regretté Amine Merzoug.

APS

DÉVELOPPEMENT

Vers l'adoption d'un plan stratégique de développement sportif durable en Algérie

Un plan stratégique de développement sportif durable en Algérie (2023-2062) sera adopté afin de transformer le secteur du sport en secteur évolué et durable, ouvert à l'investissement, a affirmé mardi à Constantine la représentante de la direction générale du sport au ministère de la Jeunesse et des Sports, Amira Berahaïl. Dans son allocution d'ouverture d'un séminaire régional de discussion du projet du plan stratégique de développement sportif durable (agenda 2062) tenu au pôle sportif Abdelhamid Daamache de

Constantine, Mme Berahaïl a souligné que ce plan "constitue une vision prospective projetée sur près de 40 ans qui sera adopté et mis en œuvre après sa discussion et enrichissement par des propositions dégagées de la série de rencontres régionales avec les acteurs du secteur". Le projet de ce plan est "un bouillon d'idées préliminaires visant le développement du sport en Algérie et contenant huit objectifs graduels conformes aux besoins actuels du secteur", a ajouté l'intervenante assurant qu'une "évaluation de la progression du

projet sera effectuée tous les six mois de sorte à concrétiser chaque cinq ans l'un des objectifs tracés jusqu'au dernier de ces objectifs à savoir un secteur sportif durable en 2062".

De son côté, le directeur de la jeunesse et des sports de Constantine, Lahcène Laadjadi, a indiqué que ce plan s'inscrit dans le cadre du projet de l'Union africaine et de l'ONU vise à former un sportif actif cultivé qui représente convenablement l'Algérie au sein des compétitions internationales et à ouvrir le secteur à l'investissement d'une ma-

nière à rendre les infrastructures et les manifestations sportives génératrices de revenus durables. Il a également indiqué qu'un des objectifs du plan est de constituer "des wilayas sportives olympiques placées sous le thème "l'Algérie que nous voulons" a donné lieu à des débats et des interrogations des représentants des différentes associations et organismes sportifs.

BJK CUP

La République tchèque bat la Suisse, tenante du titre

La République tchèque a battu la Suisse, tenante du titre de la Billie Jean King Cup, au premier match du groupe A de la phase de poules, en remportant les deux premiers simples mardi à Séville.

La République tchèque, même sans ses quatre joueuses les mieux classées au classement de la WTA, a réussi néanmoins à battre la Suisse qui, elle, ne compte pas dans ses rangs à Séville sa joueuse N.1, Belinda Bencic, 13e mondiale.

Linda Noskova (41e mondiale) a apporté le premier point aux Tchèques en battant Celine Naef (139e) 7-6 (7/2), 4-6, 6-4 au bout d'une longue bataille que se sont livrées les deux jeunes joueuses âgées de 18 ans pendant 2 h 31 min.

"J'ai réussi à revenir dans le

troisième set, ce qui est le plus important", a déclaré Noskova, après avoir été menée 4 jeux à 1 dans cette ultime manche.

Marie Bouzkova (34e) a ensuite apporté le point de la victoire aux Tchèques en battant Viktorija Golubic (84e) 6-4, 6-4. "Je suis super heureuse d'avoir apporté le second point et la victoire à mon équipe", a déclaré Bouzkova, qui a su mieux gérer les points importants dans cette partie, en convertissant quatre de ses cinq balles de break et en sauvant cinq des sept offertes à son adversaire.

Dans l'autre rencontre de cette première journée, la Slovaquie a battu l'Australie dans le groupe B 2 victoires à 1. Le succès était déjà acquis pour la Slovaquie après les

deux premiers simples remportés par Kaja Juvan (104e) contre Ajla Tomljanovic (549e) 6-4, 6-1 puis Tamara Zidansek (100e) sur Daria Saville (206e) 6-1, 6-4. Kimberly Birrell et Storm Hunter, cette dernière arrivée à Séville à peine quelques heures plus tôt en provenance de Cancun au Mexique où elle a disputé les Finales WTA de double, ont sauvé l'honneur pour l'Australie en arrachant la victoire à la paire slovène Veronika Erjavec/Ela Milic au super tie-break 7-5, 6-7 (2/7), 10-5.

Résultats de la 1re journée: . Groupe A: République tchèque même devant la Suisse 2-0 et assurée de la victoire avant le double .Groupe B: Slovaquie bat Australie 2-1 .

SÉLECTION ALGÉRIENNE

Belmadi animera un workshop jeudi à l'université d'Alger 3 de Dely Brahim

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi, animera jeudi (10h00) un Workshop à l'Université Alger 3 de Dely Ibrahim (Alger), en présence des étudiants et des enseignants sous le thème : "Préparation de la Coupe d'Afrique des nations 2019 et facteurs de réussite", a annoncé la Fédération algérienne (FAF) mardi dans un communiqué publié sur son site officiel.



"Sur invitation de l'Institut de l'Education physique et sportive (IEPS) de le sélectionneur national Djamel Belmadi animera le jeudi 9 novembre à partir de 10h00 un Workshop à l'Université Alger 3 de Dely Ibrahim, en présence des étudiants et des enseignants sous le thème : "Préparation de la Coupe d'Afrique des nations 2019 et facteurs de réussite", précise la même source.

Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre "des activités de proximité du sélectionneur national,

est destinée aux étudiants et au corps enseignant qui ont souhaité un partage d'expérience et des échanges sur des aspects liés au travail de terrain (technique, tactique, physique, mental, management, organisation)", souligne la FAF. Ce ren dez-vous intervient quelques jours avant le prochain rassemblement des "Verts", prévu à partir du lundi 13 novembre au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, en vue des deux premiers matchs des qualifications de la Coupe du

monde 2026, dont la phase finale aura lieu aux Etats-Unis, au Canada, et au Mexique. Les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez (Al-Ahly/ Arabie saoudite) entameront les qualifications en recevant la Somalie le jeudi 16 novembre 2023 au stade Nelson Mandela de Baraki à Alger (18h00), avant de se rendre à Maputo pour défier le Mozambique, le dimanche 19 novembre au Estadio nacional do Zimpeto (14h00), pour le compte de la 2e journée.

Aït Nouri : "J'attends la CAN avec impatience"

Le défenseur international algérien de Wolverhampton (Premier League anglaise de football) Rayan Aït Nouri a indiqué mardi qu'il piaffait d'impatience de jouer la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier - 11 février), tout en affichant son rêve de soulever le trophée avec les "Verts".

"J'attends la CAN avec impatience, tout le monde attend ça, c'est un rêve.

Je continue de travailler en club et j'espère être sélectionné.

Quand je suis en sélection, je suis un garçon épanoui.

Que ce soit en club ou en sélection, je donne toujours le meilleur de moi-même, mais en sélection, ça a un goût particulier.

Nous avons des objectifs à atteindre, nous voulons rendre fiers tous les Algériens qu'il y a dans le monde, donc nous nous donnons tous à fond.

Soulever la CAN un jour, c'est un rêve que je n'arrive même pas à imaginer", a-t-il indiqué dans un entretien accordé au site Dz Foot.

La CAN-2023, l'Algérie figure dans le

groupe D, domicilié à Bouaké, en compagnie de l'Angola, du Burkina Faso, et de la Mauritanie. Les "Verts" entameront le tournoi le lundi 15 janvier 20 24 face à l'Angola, au stade de la Paix à Bouaké (21h00, algériennes), avant de défier le Burkina Faso le samedi 20 janvier à Bouaké (15h00) puis la Mauritanie, le mardi 23 janvier, toujours au stade de Bouaké (21h00).

Aït Nouri (22 ans) a signé ses grands débuts avec la sélection en mars dernier, à l'occasion de la double confrontation face au Niger (2-1 puis 1-0), comptant pour les 3e et 4e journées des qualifications de la CAN-2023.

Il fait partie de la nouvelle génération de nouveaux joueurs convoqués par le sélectionneur national Djamel Belmadi, dans le cadre de la reconstruction de l'équipe nationale.

"Avant de rejoindre la sélection, je savais déjà à peu près comment ça allait se passer.

Dans cette équipe, nous sommes beaucoup à avoir grandi en Ile-de-France.

On a tous plus ou moins la même histoire



et tout a commencé dans les quartiers. Les anciens nous ont très bien accueillis, ils nous ont mis dans les meilleures conditions.

La sélection, c'est très familial, tout le monde discute ensemble et il y a énormément de respect entre nous. Il faut le vivre, c'est indescriptible.

Mon premier match à Alger face au Niger, pendant l'hymne national, je me suis dit 'wow, c'est quoi cette ambiance", a-t-il ajouté.

Et d'enchaîner : "C'est une immense fierté pour moi de représenter mon pays et de porter ce maillot. J'étais supporter lors de la CAN 2019 (remportée par les Verts en Egypte, NDLR).

En France, il y a beaucoup d'Algériens, donc je voyais l'engoue-

ment autour de la sélection. Avoir aujourd'hui l'opportunité de porter ce maillot, c'est quelque chose de grand." Enfin, Aït Nouri, arrivé à Wolverhampton en 2020 en provenance du SCO d'Angers (Ligue 2/ France), a évoqué "une nouvelle ère" en équipe nationale. "Il y a une nouvelle ère, avec une nouvelle génération. Tout le monde a des qualités, tout le monde peut apporter sa petite touche. Je pense que ça se remarque sur le terrain. Contre le Sénégal, nous avons fait un gros match avec la victoire au bout et contre l'Egypte, les coéquipiers ont fait match nul donc les résultats sont là. On continue de travailler pour préparer au mieux la CAN", a-t-il conclu.

LIGUE 1 MOBILIS (USM ALGER)

Garrido : "J'ambitionne de rafler tous les titres"



Le nouvel entraîneur de l'USM Alger l'Espagnol Juan Carlos Garrido, a affirmé mardi qu'il ambitionnait de remporter tous les titres mis en jeu cette saison, tout en soulignant qu'il est venu pour consolider l'esprit de la gagne.

"L'USMA, à l'instar des grands clubs, joue pour gagner des titres, je suis là pour réaliser cet objectif.

Je suis venu pour consolider l'esprit de la gagne pour chaque match, en dépit de l'impact négatif que pourrait constituer une défaite", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse tenue à la salle de presse du stade olympique 5-juillet d'Alger.

Juan Carlos Garrido (54 ans) a paraphé un contrat d'une année avec le club de Soustara, en remplacement d'Abdelhak Benchikha, démissionnaire, ce dernier avant mené l'USMA à remporter, en l'espace de trois mois seulement, la Coupe de la Confédération africaine de la CAF en juin face aux Tanzaniens des Young Africans (aller : 2-1, retour : 0-1), et la Supercoupe d'Afrique en septembre aux dépens d'Al-Ahly d'Egypte (1-0).

"Accepter ce challenge de s'engager avec l'USMA a été facile à prendre pour moi, car j'avais déjà entraîné de grands clubs par le passé qui ont leurs traditions et une longue histoire sur le plan continental.

N'importe quel entraîneur professionnel accepte cette mission sans la moindre hésitation", a-t-il ajouté.

Après trois semaines de pause forcée, en solidarité avec le peuple palestinien victime d'agressions sionistes sauvages, le championnat de Ligue 1 Mobilis reprendra ses droits ce week-end à huis clos, avec au menu le derby algérois entre l'USM Alger et le CR Belouizdad, vendredi au stade du 5-juillet (17h00), à l'occasion de la 5e journée.

Cette période de repos forcé a été l'occasion pour moi de travailler et de nouer un bon contact avec les joueurs, hisser leurs ambitions, et surtout renouveler leur envie de jouer pour la victoire dans l'objectif de remporter tous les titres possibles, à commencer par ce derby face au CRB."

"Il existe un grand potentiel chez l'équipe réserve"

Concernant la Coupe de la Confédération, l'ancien coach du WAC aspire à retaper le moral de la troupe, après une qualification laborieuse pour la phase de poules aux dépens des Marocains du FUS Rabat (aller : 1-1, retour : 0-0).

"Mon objectif immédiat est de permettre aux joueurs de retrouver la confiance et insuffler du sang nouveau, en raison du mauvais départ de l'équipe, notamment dans la compétition africaine. Nous avons hérité d'un groupe difficile, à nous d'être à la hauteur", a souligné Garrido. Par ailleurs, le technicien espagnol a regretté l'absence du public aux prochains matchs du championnat, suite à la décision prise par les autorités d'instaurer le huis clos jusqu'à nouvel ordre, en solidarité avec le peuple palestinien.

"La présence des supporters est très importante, car ils constituent l'une des clés du football, jouer devant des gradins vides n'a aucune saveur. C'est vrai que nous aurions aimé jouer devant notre public, mais nous acceptons cette décision et nous devons nous adapter à cette situation, car notre mission se limite au rectangle vert." Enfin, Juan Carlos Garrido s'est montré agréablement surpris par le potentiel des joueurs de la réserve, tout en affichant son intention de leur donner "plus de temps de jeu, et d'une manière régulière." "L'effectif de la réserve comprend des joueurs talentueux de qualité, qui ont démontré qu'ils avaient les moyens de jouer en équipe première, donc il faudra leur donner la chance de s'exprimer et d'une manière régulière, d'autant qu'il y a des noms qui ont un grand avenir", a-t-il conclu.

Le nouveau coach de l'USM Alger connaît bien le football africain pour y avoir dirigé plusieurs clubs connus sur la scène continentale, à l'image d'Al-Ahly SC (Egypte), l'ES Sahel (Tunisie), ou encore les deux clubs de Casablanca le WAC et le Raja. Le natif de Valence a dirigé également des équipes de la Liga espagnole dont le Bétis Séville et Villarreal, qu'il a conduit aux demi-finales de la Ligue Europa en 2011.

LIGUE 1 MOBILIS (5E JOURNÉE) Les co-leaders pour maintenir le cap, affiches indécises à Alger et Sétif

Les co-leaders du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, le MC Alger et l'USM Khenchela, tenteront de maintenir le cap en affrontant respectivement l'ASO Chlef et l'US Biskra, alors que les regards seront braqués sur deux belles affiches : USM Alger-CR Belouizdad et ES Sétif-JS Kabylie, à l'occasion de la 5e journée prévue vendredi et samedi.



Après trois semaines de pause forcée, en solidarité avec le peuple palestinien victime d'agressions sionistes sauvages, les joueurs de l'élite rechausseront leurs crampons à l'occasion de la reprise de la compétition, qui se poursuivra à huis clos jusqu'à nouvel ordre.

Si certains aspirent à confirmer leur belle entame, d'autres auront à cœur de rectifier le tir.

Le MC Alger (1e, 9 pts), dont l'attaque est en train de cracher le feu (une moyenne de 3 buts/match), se rendra à l'Ouest du pays pour défier l'ASO (3e, 7 pts), dans une rencontre qui sera certainement âprement disputée de part et d'autre.

Les Chéliens viseront la victoire pour se racheter après le revers concédé à El-Bayadh (1-0).

Le "Doyen" emmené par l'inévitable Youcef Belaïli (actuel meilleur buteur du championnat avec 4 buts, NDLR), aspire à éviter une deuxième défaite de rang en déplacement, après celle concédée à Constantine face au CSC (2-1).

L'USMK (1e, 9 pts), brusquement stoppée dans son élan par l'USM Alger (3-0) après une série de trois succès de rang, recevra l'US Biskra (12e, 3 pts) avec l'intention de relever la tête rapidement et éviter de sombrer dans le doute.

Dirigée sur le banc par l'ancien international français Corentin Martins, le Paradou AC (3e, 7 pts), est en train d'impressionner sur le plan de jeu et des résultats, puisque le club algérois est jusque-là invaincu avec un bilan de deux succès et un nul.

Les "Académiciens" partiront largement favoris à domicile face au MC Oran (12e, 3 pts), qui est toujours à la recherche de sa première victoire (3 nuls et une défaite, ndlr).

Une première pour Dziri, Almeida, Amrani, Paqueta, Yaâkoubi, et Garrido

Après plusieurs mois de fermeture pour travaux et de remise à niveau, le stade olympique du 5-juillet retrouvera son âme à l'occasion du derby algérois entre l'USM Alger (12e, 3 pts) et le CR Belouizdad (7e, 6 pts), une affiche qui s'annonce, comme à l'accoutumée, indécise et ouverte à tous les pronostics.

Le nouvel entraîneur de l'USMA l'Espagnol Juan Carlos Garrido, a ura l'occasion de signer ses grands débuts sur le banc des "Rouge et Noir", idem pour le nouveau-ancien coach brésilien du Chabab Marcos Paqueta.

A Béchar, la JS Saoura (3e, 7 pts), sèchement battue à Constantine (3-0), aura une belle occasion de se refaire une

santé face au MCE El-Bayadh (7e, 6 pts), sous la conduite du nouvel entraîneur tunisien Kaïs Yaâkoubi, qui espère réussir ses débuts.

Sous la conduite de l'entraîneur intérimaire Abdelhak Belaïd, le MCEB est appelé à sortir le grand jeu pour essayer de revenir avec un bon résultat.

Les coéquipiers de Mehdi Hitala seront certainement mis à rude épreuve par la gars de la Saoura, intraitables dans leur antre du stade du 20-août 1955.

Le stade du 8-mai 1945 de Sétif sera le théâtre d'une belle et indécise affiche entre l'ESS (12e, 3 pts) et la JS Kabylie (3e, 7 pts).

Si l'Entente aborde ce rendez-vous avec l'intention de se racheter de sa défaite à Alger face au MCA (5-3), la JSK, sous la conduite de son nouvel entraîneur le Portugais Rui Almeida, vise la victoire à Sétif.

Le promu l'US Souf (10e, 4 pts), qui reste sur une lourde défaite à domicile face au CR Belouizdad (0-3), doit impérativement réaliser un match parfait à la maison face au CS Constantine (7e, 6 pts), pour espérer renouer avec la victoire.

Le CSC, auteur d'une victoire convaincante lors de la précédente journée devant son public face à la JS Saoura

(3-0), se rendra à El-Oued pour enchaîner, dans ce qui sera le premier match du nouvel entraîneur Abdelkader Amrani, qui signe son retour pour la troisième fois sur le banc du club constantinois.

Dans le bas du tableau, la lanterne rouge l'ES Ben Aknoun (1 point), dirigée par le nouvel entraîneur Dziri Billel, effectuera un déplacement périlleux à Magra pour défier le NCM (10e, 4 pts), qui bénéficiera de la faveur des pronostics.

Ligue 1 Mobilis (5e journée) : le programme

Programme des rencontres de la 5e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévues vendredi et samedi :

Vendredi, 10 novembre :

A Dar El-Beïda : Paradou AC - MC Oran 15h30

A El-Oued : US Souf - CS Constantine 15h30

A Sétif : ES Sétif - JS Kabylie 15h45

A Alger (5-juillet) : USM Alger - CR Belouizdad 17h00

Samedi, 11 novembre :

A Magra : NC Magra - ES Ben Aknoun 15h00

A Khenchela : USM Khenchela - US Biskra 15h00

A Béchar : JS Saoura - MCE El-Bayadh 18h00

A Chlef : ASO Chlef - MC Alger 17h00

Classement :

	Pts	J
1). MC Alger	9	4
→). USM Khenchela	9	4
3). Paradou AC	7	3
→). ASO Chlef	7	4
→). JS Saoura	7	4
→). JS Kabylie	7	4
7). CR Belouizdad	6	3
→). CS Constantine	6	4
→). MC El Bayadh	6	4
10). US Souf	4	4
→). NC Magra	4	4
12). ES Sétif	3	3
→). USM Alger	3	3
→). US Biskra	3	4
→). MC Oran	3	4
16). US Ben Aknoun	1	4

LIGUE 2 AMATEUR (4E JOURNÉE) Plusieurs chauds duels à l'affiche pour la reprise de la compétition

Les chocs IB Khemiss El Khechena - MSP Batna et RC Kouba - GC Mascara, entre ténors des Groupes Centre-Est et Centre-Ouest de la Ligue 2 amateur, seront à l'affiche de la reprise de la compétition après une trêve de trois semaines en solidarité avec le peuple palestinien victime d'agressions sionistes sauvages.

Pour ce retour à la compétition, toutes les rencontres de la Ligue 2, dont ceux de la quatrième journée prévus ce week-end, se joueront à huis clos jusqu'à nouvel ordre, a indiqué la Ligue nationale de football amateur.

Dans le groupe Centre-Est, l'IBKEK et le MSPB sont co-leaders, avec sept points, et ce duel direct pourrait donc permettre de les départager, tout en maintenant leurs concurrents à bonne distance.

Parmi ces sérieux rivaux, l'Olympique Akbou, troisième avec six points, et qui reste sur une éclatante victoire (4-1) chez le nouveau promu, Olympique Magrane.

Un sérieux concurrent donc pour le leadership, dont l'IBKEK et le MSPB devraient se méfier, surtout que sa ligne d'attaque crache le feu au sens propre du terme, avec pas moins de neuf buts marqués rien qu'au cours des deux derniers matchs.

Le même enjeu devrait caractériser le choc RC Kouba - GC Mascara, entre les deux deuxièmes du Groupe Centre-Ouest, dont le vainqueur pourrait tout bonnement s'emparer seul de la première place, surtout que le club qui l'occupe actuellement, l'ES Mostaganem, sera probablement soumis à rude épreuve face au CR Té-

mouchent. Certes, l'ESM, le seul club de Ligue 2 à avoir remporté ses trois premiers matchs, sera avantagé par le terrain, mais la tâche ne devrait pas être facile pour autant, car le CRT (4e, 6 pts) compte aussi parmi les ténors de ce groupe, lui qui avait manqué l'accession de justesse l'an dernier.

Dans le bas du tableau, ce sont les chocs AS Aïn M'lila - USM El Harrach et RC Arbaâ - JS Guir qui devraient le plus capter l'attention, car mettant aux prises quatre candidats au maintien.

Les clubs les plus menacés sont l'USMH et le RCA, ayant perdu la totalité de leur trois premiers matchs, car incapables de qualifier leurs nouvelles recrues pour un problème de dette.

Une situation qui les a obligés à évoluer avec des jeunes du

crû. D'ailleurs, la crise était telle qu'après avoir perdu leur troisième match de rang, l'USMH et le RCA avaient menacé de se retirer de la compétition, avant de revenir à de meilleur sentiments dernièrement, et avec la ferme intention de redresser la barre dès la prochaine journée.

Le hasard du calendrier a voulu que leurs matchs soient à six points, car les opposant à des concurrents directs pour le maintien, ce qui représente un atout supplémentaire pour eux.

Autres duels intéressants qui vaudront le détour ce week-end, les chocs JSM Tiaret - NA Hussein Dey, WA Boufarik - Olympique Médéa et USM Annaba - MO Constantine, entre anciens pensionnaires de l'élite, qui chercheront probablement à profiter de ces belles affiches pour se surpasser, et se montrer à la hauteur de leur standing.

Le HB Chelghoum Laïd et l'AS Khroub accueilleront respectivement le MC El Eulma et le NRB Telegma au moment où l'IRB Ouargla se déplacera au stade Mohamed Derradji de Sour El Ghoulane.

De son côté, la révélation de ce début de saison, l'Olympique Akbou accueillera la JS Bordj Ménael, alors que le nouveau promu l'Olympique Magrane devra se rendre chez le CA Batna. Pour sa part, l'ASM Oran, qui reste sur une défaite à domicile face au RCK (0-1) aura peut-être la chance de se racheter en recevant le WA Mostaganem, qui reste lui aussi sur une défaite dans le derby contre l'ESM (1-2). Enfin, le SC Mecheria accueillera le MCB Oued Sly, au moment où l'ESM Koléa se rendra à Khemis Meliana pour y défier le SKAF local.

LIGUE DES CHAMPIONS : PIQUÉ DÉNIGRE LE REAL

Désormais à la retraite, Gerard Piqué reste un fervent supporter du FC Barcelone... et un détracteur incorrigible du Real Madrid. L'ex-défenseur central catalan estime que le dernier sacre de la Maison Blanche en Ligue des Champions en 2022 n'a pas une grande valeur. "C'est plus ou moins pareil que d'habitude. Ils s'en sortent sur des matchs qui se jouent à peu de choses. C'est une équipe qui ne transmet rien, mais elle sera là dans les moments décisifs de la Ligue des Champions. Ils ont gagné plus que n'importe qui d'autre en Europe, 13 ou 14 Ligue des champions, mais notre façon d'être et de penser fait que lorsque nous gagnons, on s'en souvient pour toujours", a souligné l'homme de 36 ans pour RAC1. "En Europe, on se souvient du Barça de Pep comme de la meilleure équipe de l'histoire récente. La dernière Ligue des Champions de Madrid (2022) a été un miracle et personne ne s'en souvient. Ils n'ont été supérieurs à aucun adversaire dans les matchs à élimination directe", a rajouté Piqué.

MAN CITY GUARDIOLA AUX ANGES

Sans forcer son talent, Manchester City a surclassé les Young Boys de Berne (3-0) ce mardi et continue son sans faute en Ligue des Champions. Victorieuse lors de ces quatre premiers matchs, l'équipe de Pep Guardiola est déjà qualifiée pour les 8es de finale. "Je suis très heureux de la qualification, avec deux matchs à jouer encore. Il y a encore du travail pour finir premier (du groupe, ndlr), mais on aura du temps pour penser à cela. (...) On maintient des standards de haut niveau, c'est pour cela qu'on est en haut en Premier League (leaders après 11 journées, ndlr) et qualifié en Ligue des Champions. Les gens disent : 'en phase de groupes, c'est facile', mais non, ce n'est pas facile, il faut le faire. En football et dans la vie, il faut réussir quand les gens s'attendent à ce que vous réussissiez. C'est la chose la plus difficile", a souligné Guardiola au micro de TNT Sports.

BAYERN NEUER SAVOURE SON RETOUR

De retour sur les terrains après quasiment un an d'absence, Manuel Neuer (37 ans, 3 matchs toutes compétitions cette saison) est un homme heureux. Le gardien du Bayern Munich estime être encore en capacité d'enchaîner les matchs. "Je suis heureux de pouvoir rejouer au football. Cela doit être dit très clairement. Je suis content que cette blessure soit derrière moi. Bien sûr, le corps réagit toujours, c'est tout à fait normal après une blessure aussi longue et grave. Avec ce long temps d'arrêt, il est aussi normal que les choses ne se passent pas toujours bien. Je me sens vraiment bien avant les matchs", a expliqué le portier allemand en conférence de presse.

ATLETICO 3 ANS DE PLUS POUR MORATA

Proche d'un départ lors du dernier mercato estival, Alvaro Morata (31 ans, 14 matchs et 12 buts toutes compétitions cette saison) va prolonger avec l'Atletico Madrid. Selon le journaliste Fabrizio Romano, l'attaquant espagnol, dont le contrat expire en juin prochain, va rempiler pour trois années supplémentaires, soit jusqu'en juin 2027, en faveur des Colchoneros. Une belle récompense pour le buteur formé au Real Madrid.

CHELSEA FLUMINENSE VEUT RÉCUPÉRER THIAGO SILVA

En fin de contrat en juin prochain, Thiago Silva (39 ans, 11 matchs en Premier League cette saison) devrait quitter Chelsea. Le défenseur central brésilien, qui approche des 40 ans, pourrait être tenté par un retour au pays. Selon Globo, Fluminense est prêt à le rapatrier, un peu plus de 15 années après son départ pour l'AC Milan. Un challenge intéressant pour l'ancien capitaine du Paris Saint-Germain puisque la formation de Rio de Janeiro, fraîchement sacrée en Copa Libertadores, disputera la Coupe du monde des clubs.

REAL MADRID NACHO : "BELLINGHAM A L'ADN DU REAL"

Impressionnant depuis son arrivée au Real Madrid, Jude Bellingham (20 ans, 14 matchs et 13 buts toutes compétitions cette saison) fait l'unanimité auprès de ses partenaires. Le défenseur polyvalent Nacho Fernandez (33 ans, 10 matchs toutes compétitions cette saison) a encensé le milieu de terrain anglais. "Je l'ai dit un jour, et beaucoup de gens me l'ont dit, Jude Bellingham a l'ADN du Real Madrid, parce que c'est un battant et un gagnant. À chaque séance d'entraînement et à chaque match, il veut gagner, et c'est ce que ce club exige. Je pense qu'il a commencé de la meilleure façon au Real Madrid, en marquant de nombreux buts et en aidant l'équipe tant en attaque qu'en défense. Il a montré qu'il avait les qualités pour être ici, et c'est une grande joie d'avoir ce genre de joueurs. Je pense qu'il est l'une des meilleures recrues du Real Madrid de ces dernières années", a jugé le capitaine de la Maison Blanche en conférence de presse.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Gérant Mourad Cherbal

Directeur de publication Smaïl Oulebsir

Directeur de la rédaction

Smaïl Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97 »
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59
 E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE Tebboune reçoit le président du MSP

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Abdelali Hassani, à la demande de ce dernier, indique un communiqué de la Présidence de la République.



71^E SESSION ORDINAIRE DE LA COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES Benabderrahmane : "l'Algérie attachée à la défense des causes et des intérêts du continent africain"

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, mardi, que l'Algérie était profondément attachée à la défense des causes et des intérêts du continent africain, à l'instauration des principes du vivre ensemble en paix et à la défense des droits des peuples, à leur tête le droit à l'autodétermination, insistant sur le droit du peuple palestinien à exercer pleinement tous ses droits fondamentaux.

"L'accueil par l'Algérie de cet événement africain important dans le domaine des droits de l'Homme, avec l'aval du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, reflète en réalité l'importance accordée par notre pays aux droits de l'Homme, et aux actions visant à leur protection et à leur promotion, ainsi qu'à l'intérêt accordé à la dimension africaine", a déclaré M. Benabderrahmane dans une allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture de la 71^e session ordinaire de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (CAFDHP).

"Partant de son rôle pionnier en Afrique, l'Algérie est soucieuse de défendre les causes et les intérêts de ce continent, d'instaurer les principes du vivre ensemble en paix et de défendre les droits des peuples, notamment le droit à l'autodétermination", a poursuivi le Premier ministre.

M. Benabderrahmane a évoqué, dans ce cadre, la contribution de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples à la défense de ces droits et son soutien aux causes justes du continent africain, affirmant que l'Histoire retiendra "son courage judiciaire et son humanité dans ce domaine, notamment à la lumière de l'inaction d'autres tribunaux".

Le Premier ministre a abordé, à cet égard, les événements douloureux sans précédent que vit le monde et les violations flagrantes de tous les droits de l'Homme, des traités et des résolutions internationales en Palestine, avec l'application du deux poids deux mesures, en totale contradiction avec les valeurs humaines et les principes partagés par l'ensemble de l'humanité, consacrés par les chartes internationales et régionales des droits de l'Homme pour tous les êtres humains,

sans exception ni discrimination aucune".

"L'Algérie, qui suit les graves développements en Palestine occupée, insiste sur le droit du peuple palestinien à exercer ses droits fondamentaux inaliénables notamment à la vie, à la santé, à la sécurité, à la paix, mais aussi celui des enfants palestiniens de vivre pleinement leur enfance conformément aux conventions et traités internationaux", a-t-il soutenu.

Expérience algérienne en matière de droits de l'Homme, une expérience pionnière sur les plans régional et international

M. Benabderrahmane a également mis en avant l'expérience algérienne en matière de promotion et protection des droits de l'Homme, considérée comme pionnière sur les plans régional et international, soulignant que "cette expérience avait été renforcée à la faveur des importantes réformes consacrées par la Constitution du 1^{er} novembre 2020 et concrétisées à travers une batterie de textes législatifs et de nouveaux mécanismes institutionnels mis en place".

Ces initiatives, poursuit le Premier ministre, ont consolidé la conformité de notre système avec les conventions régionales et internationales relatives aux droits de l'Homme, ainsi que les pratiques en vigueur dans ce domaine dont l'Algérie a été à l'avant-garde.

A ce propos, le Premier ministre a cité l'amendement constitutionnel de 2020, qui a "conféré une impulsion nouvelle aux efforts de l'Algérie visant à consacrer les droits fondamentaux individuels et collectifs, les libertés publiques, à consolider l'indépendance du pouvoir judiciaire et la séparation des pouvoirs, à appuyer les autorités de contrôle, outre la promotion de la liberté d'opinion, d'expression, de la presse, de manifestation pacifique et d'association, en plus de renforcer l'égalité homme-femme devant la loi (...)".

Outre les efforts nationaux, le Premier ministre a affirmé que l'Algérie "est présente en force dans les tribunaux onusiens et régionaux, de par son apport, sa concertation et sa coopération, avec le respect et l'engagement aux chartes parmi ses lois in-

ternes", soulignant que l'Algérie a procédé à l'adoption d'une démarche fondée sur les droits de l'Homme, notamment socioéconomiques et culturels, à la lumière du programme de l'action onusienne à l'horizon 2030 sur la réalisation des objectifs du développement durable (ODD).

Il a aussi exprimé l'engagement "ferme" de l'Algérie à l'instauration de la paix et de la sécurité dans son environnement et aux niveaux régional et international, en suivant une approche basée sur la non-ingérence dans les affaires internes des pays, le renforcement du règlement pacifique des crises et des conflits, l'adoption de principes des deux chartes de l'ONU et de l'UA, et la promotion de la culture de la paix, de la solidarité et des valeurs de la réconciliation.

M. Benabderrahmane a relevé, à ce propos, que les efforts de l'Algérie visant à défendre ces valeurs dans les différents fora continentaux et internationaux, "lui ont valu la considération de la communauté internationale, et traduit l'élection de l'Algérie en qualité de membre non permanent au Conseil de sécurité pour un mandat de deux ans, ainsi que sa réélection pour un nouveau mandat au Conseil des droits de l'Homme pour la période 2023-2025, outre le renouvellement de son mandat à la CAFDHP pour la période 2024-2030".

En conclusion, le Premier ministre a souligné la foi de l'Algérie en l'action multilatérale et le renforcement de la coopération avec les organisations et les mécanismes de défense des droits de l'Homme, "traduite dans ses efforts visant à honorer ses engagements en la matière, en veillant à présenter les rapports périodiques devant les différents mécanismes régionaux et internationaux de défense des droits de l'Homme", a-t-il dit.

Il s'agit, également, de la coopération étroite avec les différents mécanismes contractuels et non contractuels, d'autant que l'Algérie a reçu en septembre dernier le rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association. Il est, aussi, prévu de recevoir la rapporteuse spéciale sur les défenseurs des droits de l'Homme.

APS

ALGÉRIE-ROUMANIE Attaf reçu par le président du Sénat roumain

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a été reçu mardi à Bucarest dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue en Roumanie, par le président du Sénat roumain, Nicolae Ciuca, indique un communiqué du ministère. La rencontre a constitué "une occasion pour affirmer la forte volonté politique animant les deux pays pour raviver le patrimoine historique commun et saisir les opportunités disponibles en vue de renforcer les relations de coopération et de partenariat" entre l'Algérie et la Roumanie.

Les deux parties ont salué le rôle de la diplomatie parlementaire en soutien à la nouvelle dynamique que connaissent les relations Algéro-roumaines, dans le contexte de la formation de groupes d'amitié parlementaire des deux côtés.

M. Attaf s'entretient avec son homologue roumaine à Bucarest

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu "longuement", mardi à Bucarest, avec son homologue roumaine, Mme Luminita Odobescu, dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue en Roumanie, a indiqué un communiqué du ministère.

Les entretiens ont principalement porté sur l'évaluation des relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans différents domaines tels que le commerce, l'énergie, la formation, l'enseignement supérieur et l'agriculture, ainsi que du fonctionnement des mécanismes encadrant les relations algéro-roumaines, selon la même source.

"Dans une optique ambitieuse et pragmatique, les deux parties sont convenues des objectifs et priorités de la coopération bilatérale pour la période à venir ainsi que du calendrier des prochaines échéances bilatérales, dont la prochaine session de la Commission mixte de coopération économique et technique", a précisé le communiqué. Les deux ministres ont, par ailleurs, passé en revue les développements de la situation aux niveaux régional et international et procédé à un échange de vues, notamment sur la cause palestinienne "à la lumière de la terrible tragédie et des souffrances endurées par le peuple palestinien dans la bande de Ghaza assésée devant l'incapacité du Conseil de sécurité à assumer sa responsabilité". Ils ont également "échangé et partagé des analyses sur les développements dans les régions d'appartenance des deux pays", notamment la crise ukrainienne, les crises au Mali et au Niger, et la question du Sahara occidental, a ajouté la même source. Au terme de la rencontre, les deux parties se sont félicitées du succès de la session de formation conjointe sur la sécurité et la paix au Sahel, organisée à Alger en octobre dernier au profit des représentants de nombreux pays africains, convenant de perpétuer et d'étendre cette initiative à l'avenir, en sus de la coordination au sein des organisations internationales, selon la même source.

PÉTROLE L'Opep reste "optimiste" sur la demande

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) reste positive sur la demande de brut et l'économie mondiale, a affirmé mardi son secrétaire général, Haitham al-Ghais. "Nous sommes optimistes en ce qui concerne la demande. Nous sommes encore assez solides" sur ce plan, a-t-il insisté lors de l'"Argus European Crude Conference" à Londres. "Certains pensent encore que la demande de pétrole atteindra son maximum avant la fin de la décennie", a-t-il noté, affirmant ensuite que l'Opep prévoit quant à elle que "la demande mondiale de pétrole devrait augmenter de 17% d'ici à 2045". En septembre, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) avait en effet déclaré que pour la première fois, la demande mondiale de pétrole, de gaz et de charbon devrait atteindre son maximum cette décennie en raison de la croissance "spectaculaire" des technologies énergétiques plus propres et des voitures électriques. Dans son rapport 2023 sur les perspectives de la demande pétrolière mondiale publié en octobre, l'Opep avait cependant estimé la demande mondiale à 116 millions de barils par jour d'ici 2045. "Nous voyons toujours une économie mondiale saine et en croissance malgré tous les défis, les pressions inflationnistes, les mesures prises par les banques centrales du monde entier pour maîtriser l'inflation", a poursuivi le secrétaire général de l'Opep. Le secrétaire général a également précisé qu'il ne pouvait pas prévoir l'issue de la prochaine réunion ministérielle des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+) prévue à Vienne le 26 novembre. "Tout ce que je peux dire pour l'instant, c'est que nous continuons à surveiller quotidiennement les fondamentaux de l'offre et de la demande. Et lorsque les ministres se réuniront à Vienne, ils examineront tout cela et prendront les mesures qu'ils s'imposent", a-t-il précisé. L'Opep a adopté une approche plus volontariste pour "maintenir l'équilibre du marché", a rappelé Haitham al-Ghais. L'Arabie saoudite et la Russie ont d'ailleurs réaffirmé dimanche qu'ils maintiendraient leurs baisses de production et d'exportation dans les volumes prévus jusqu'à la fin de l'année.